



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 19 FÉVRIER 1938.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19TH FEBRUARY, 1938.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessus:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second

publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

1-1-8-0

publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House.

2-1-8-0

Lettres Patentes

Letters Patent

"East Lacoma Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier, 1938, constituant en corporation: Edward Stuart McDougall, avocat et Conseil en Loi du Roi, Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, avocats, et Susan Good, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

(b) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

(c) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

(d) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(e) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (c. 80), en la manière y prescrite;

(f) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

"East Lacoma Mines, Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of January, 1938, incorporating: Edward Stuart McDougall, advocate and King's Counsel, Wendell Howard Laidley, Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, advocates, and Susan Good, spinster, stenographer, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) Prospect and explore for mines and minerals;

(b) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

(c) Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

(d) Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(e) Exercise all the powers enumerated in articles 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (C. 80), in the manner therein prescribed;

(f) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

(g) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

(h) Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

(i) Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant aucune industrie ou commerce qu'une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec peut exercer, et les payer en actions acquittées en tout ou en partie, si on le désire, et en assumer les dettes et charges y afférentes;

(j) Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoire à ceux précités ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

Les actionnaires de la dite compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour les actions de son capital-actions, sous le nom de "East Lacoma Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la ville de Senneterre, district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de janvier, 1938.

JEAN BRUCHESI,

785 Sous-secrétaire de la Province.

(g) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(h) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

(i) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the Quebec Mining Companies' Act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

(j) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The Shareholders of the said company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for the shares of its capital stock under the name of "East Lacoma Mines, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the Town of Senneterre, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of January, 1938.

JEAN BRUCHESI,

786-o Under Secretary of the Province.

"Economic Wool & Waste Co. Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de février, 1938, constituant en corporation: Samuel Abrahamson, Abraham Gordon, marchands, et Joseph Abrahamson, commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands généraux et de courtiers pour toutes sortes d'effets, marchandises sèches, retailles, coupons, fourrures, métaux et matériaux de construction en général;

Importer et exporter toutes sortes d'articles conformément à la Loi;

Faire le commerce de toutes sortes d'immeubles et hypothèques, obligations, débetures, billets ou de toutes sortes de valeurs commerciales, prêter ou emprunter des deniers sur toutes sortes de marchandises ou autres valeurs, émettre des actions hypothécaires, obligations, billets se rapportant au dit commerce;

Payer tous services rendus ou qui seront rendus à la compagnie en actions entièrement libérées ou obligations de la compagnie, sous le nom de "Economic Wool & Waste Co. Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en arrière du numéro 2137 rue Bleury, dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de février, 1938.

JEAN BRUCHESI,

787 Sous-secrétaire de la Province.

"Economic Wool & Waste Co. Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the second day of February, 1938, incorporating: Samuel Abrahamson, Abraham Gordon, merchants, and Joseph Abrahamson, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To exercise the trade of general merchants and brokers in all kinds of merchandises, dry goods, cuttings, clippings, furs, metals and general builders supplies;

To import and export all kinds of goods, according to law;

To trade in all kinds of real estates and mortgages, bonds, debentures, notes, or in any commercial securities, to lend or borrow money on any kinds of merchandise or other securities, to issue, mortgages shares, bonds, notes relating to such trade;

To pay any service rendered or to be rendered to the company with fully paid up shares or bonds of the company, under the name of "Economic Wool & Waste Co. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at rear of 2137 Bleury Street, in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

788-o Under Secretary of the Province.

"Externat Classique Saint-Jean-Eudes"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de février 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Révérend Père Yves Gauthier, supérieur du Collège des Pères Eudistes, de Québec, Révérend Père Georges-André Chauret, Révérend Père Robert Bernier, et Révérend Père Gérard Léger, tous trois professeurs au Collège des Pères Eudistes, de Québec, et Révérend Père Maurice Lamontagne, supérieur du Séminaire Eudiste, de Charlesbourg, tous membres de la Congrégation "Les Pères Eudistes de la Province de Québec", constituée en corporation en vertu de la loi, chap. 110, Statuts de Québec, IV, Ed. VII, loi sanctionnée le 2 juin 1904 qui ont fondé, de concert avec la dite congrégation "Les Pères Eudistes de la Province de Québec", un collège classique à Québec, qui a commencé ses opérations au mois de septembre 1937, dans les buts suivants:

Fonder, posséder et maintenir, en la cité de Québec, un collège classique destiné à procurer aux jeunes gens l'enseignement secondaire, conformément aux lois de la Province de Québec, dans un but religieux, scientifique et charitable;

Constituer dans le dit établissement des bibliothèques, musées, laboratoires, ouvrir des salles publiques et faire tout autre aménagement nécessaire ou utile à l'enseignement;

Y donner des conférences et cours publics, y tenir des assemblées de tout genre pour fins d'éducation et d'enseignement;

Fonder des succursales dans les limites de la Province de Québec, et faire tous règlements qu'elle peut juger convenables pour la bonne administration de ses établissements;

Aux fins ci-dessus, la corporation exercera les pouvoirs et privilèges appartenant aux corporations civiles ordinaires, et notamment, elle pourra:

a) Avoir un sceau commun et le modifier à volonté;

b) Ester en justice;

c) Accepter, acquérir et posséder, par tous les moyens reconnus par la loi, des biens meubles et immeubles, pourvu que la valeur des biens immobiliers n'excède pas cinq cent mille dollars; (\$500,000.);

d) Administrer ces biens et en retirer des revenus, les louer, vendre, échanger, céder et aliéner à quelque titre que ce soit;

e) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la corporation;

f) Emettre des obligations ou autres valeurs de la corporation, les donner en garantie et les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

g) Hypothéquer, nantir et mettre en gage les biens meubles et immeubles, présents et futurs, de la corporation, pour assurer le paiement de ces obligations ou autres valeurs, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement et le gage par acte de fidéicommis, conformément aux dispositions du chapitre 227 des statuts refondus, 1925, et de ses modifications, ou de toute autre manière;

h) Solliciter, percevoir, recevoir et accepter des souscriptions, dons, legs, donations, octrois ou autres contributions ou bénéfices, et placer les deniers de la corporation qui ne sont pas immédiatement requis, et en disposer de telle manière que les administrateurs pourront déterminer de temps à autre;

"Externat Classique Saint-Jean-Eudes"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: Reverend Father Yves Gauthier, Superior of the Eudist Fathers' College, of Quebec, Reverend Father Georges-André Chauret, Reverend Father Robert Bernier, and Reverend Father Gérard Léger, all three professors at the Eudist Fathers' College, of Quebec, and Reverend Father Maurice Lamontagne, Superior of the Eudist Seminary, of Charlesbourg, all members of the congregation "Les Pères Eudistes de la province de Québec", incorporated under the Act, chap. 110, Statutes of Quebec, IV, Ed. VII, an Act sanctioned the 2nd of June 1904 which have founded, in conjunction with the said congregation of "Les Pères Eudistes de la province de Québec", a classical college at Quebec, which commenced operations in the month of September, 1937, for the following purposes:

To found, own and maintain, in the city of Quebec, a classical college destined to provide young men with a classical course, in conformity with the laws of the province of Quebec, for a religious, scientific and charitable purpose;

To constitute in the said establishment libraries, museums, laboratories, open public halls, and to provide any other equipment necessary or useful for education;

To give lectures and public courses therein, hold meetings therein of all kinds for educational and instructive purposes;

To found branches within the limits of the province of Quebec, and to make any by-laws which it may deem suitable for the proper management of the said branches;

For the aforesaid purposes the corporation may exercise the powers and privileges pertaining to civil ordinary corporations, and principally it may:

a) Have a common seal and alter it at will;

b) Ester en justice;

c) Accept, acquire and own, by any lawfully recognized means, moveable and immoveable properties provided the value of such immoveable property does not exceed five hundred thousand dollars (\$500,000.);

d) Manage its properties and draw revenues therefrom, lease, sell, exchange, assign and dispose of the same under any title whatsoever;

e) Borrow money on the credit of the corporation;

f) Issue bonds or other securities of the corporation and give the same as security and sell same for the prices and sums deemed expedient;

g) Hypothecate, mortgage and pledge the moveable and immoveable properties, present and future, of the corporation to secure the payment of the said bonds or other securities, or give a part only of such guarantees for the same purposes; and to constitute the hypothec, mortgage or pledge by Trust Deed, in conformity with the provisions of chapter 227 of the Revised Statutes, 1925, and its amendments, or in any other manner;

h. Solicit, collect, receive and accept subscriptions, donations, legacies, gifts, grants or other contributions or benefits, and invest the monies of the corporation not immediately required, and dispose thereof in the manner which the directors may determine from time to time;

i) Payer pour tous terrains, biens, droits, privilèges et concessions acquis ou à acquérir par la corporation, et contracter des obligations au nom de la corporation au moyen de l'émission d'obligations, débiteures, billets ou autres effets négociables ou transférables de la corporation;

j) Conclure des arrangements avec toute autorité religieuse, provinciale, municipale et autre corps public, qui sembleront appropriés aux objets de la corporation; obtenir de telles autorités les droits, privilèges et concessions que la corporation croira désirable d'obtenir; exercer tels droits, privilèges et concessions et se conformer à tels arrangements;

k) Affilier l'établissement à toute université ou école;

l) Vendre les biens de la corporation ou toute partie d'iceux pour telle considération que la corporation jugera convenable, et particulièrement pour des octrois, débiteures ou valeurs de tout autre corporation ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation;

m) Adopter des règlements non contraires à la loi des compagnies de Québec, pour l'administration et la disposition des biens et la conduite générale des affaires de la corporation; pour la formation de son conseil d'administration, le nombre, l'élection et les pouvoirs de ses officiers, les attributions de ses membres, leur admission et sortie; pour définir les devoirs et les fonctions du supérieur, des autres officiers de la dite corporation, des professeurs, auxiliaires et employés, et pour fixer leurs traitements; pour la régie du collège, la conduite des élèves et la rétribution scolaire payable par eux; pour établir un programme d'études conforme aux dispositions de la loi; pour fixer le nombre d'années d'études; pour déterminer les conditions d'admission;

n) Exercer tous autres pouvoirs et tous autres droits non incompatibles avec la loi, les pouvoirs plus haut énumérés ne limitant aucunement ceux que la corporation pourra exercer dans l'exécution de son programme et l'administration de son collège;

o) Généralement faire toutes autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Externat Classique Saint-Jean-Eudes".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinq cent mille dollars (\$500,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de février 1938.

JEAN BRUCHESI,

789-o

Sous-secrétaire de la Province.

i) Pay for any lands, properties, rights, privileges and concessions acquired or to be acquired by the corporation and to contract obligations in the name of the corporation by the issue of bonds, debentures, notes or other negotiable or transferable instruments of the corporation;

j) Enter into arrangements with any authority religious, provincial municipal and other public bodies, which may seem appropriate to the objects of the corporation; obtain from such authorities the rights, privileges and concessions which the corporation may deem desirable to obtain; to exercise and comply with such rights, privileges and concessions and arrangements;

k) To affiliate the establishment with any university or school;

l) Sell the properties of the corporation or any part thereof for such consideration as the corporation may deem fit, and particularly for grants, debentures or securities of any other corporation having objects wholly or partly similar to those of the corporation;

m) Adopt by-laws not incompatible with the Quebec Companies' Act, for the management and disposal of the properties and the general conduct of the affairs of the corporation; for the formation of its board of directors, the number, the election and powers of its officers, the attributions of its members, their admission and expulsion; to define the duties and functions of the principal, and other officers of the said corporation; the auxiliaries, professors and employees, and to fix their treatment; for the government of the college, the conduct of the pupils and the school fee payable by them; to establish a curriculum of studies in conformity with the provisions of the Law; to fix the number of years of study; to determine the conditions of admission;

n) To exercise any other powers and any other rights not incompatible with the Law, the powers hereinabove enumerated shall in no way limit those which the corporation may exercise in the execution of its programme and the administration of its college;

o) Generally to do all other things which are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects, under the name of "Externat Classique Saint-Jean-Eudes".

The amount to which the value of the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is five hundred thousand dollars (\$500,000.00).

The head office will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

790

Under Secretary of the Province.

"Globe Rouyn Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février, 1938, constituant en corporation: William Cederic Nicholson, conseil en Loi du Roi, Hugh Emmett O'Donnell et Donald Newton Byers, tous deux avocats, Margaret Teresa Darragh, comptable, (célibataire) et James Turner Lumbsden, commis, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

"Globe Rouyn Gold Mines Limited" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1938, incorporating: William Cederic Nicholson, King's Counsel, Hugh Emmett O'Donnell and Donald Newton Byers, both advocates, Margaret Teresa Darragh, accountant, (unmarried) and James Turner Lumbsden, clerk, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains, droits de mine, droit de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chapitre 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, d'obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

10. Faire tous tels actes et opérations qui sont des accessoires à ceux ci-dessus mentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

11. Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Globe Rouyn Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de quatre millions de dollars (\$4,000,000.00), divisé en quatre millions (4,000,000) d'actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les Cité et district de Montréal, province de Québec.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de février, 1938.

JEAN BRUCHESI,

791

Sous-secrétaire de la Province.

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, quarries, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own properties or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures, or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchise, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

11. The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Globe Rouyn Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of four million dollars (\$4,000,000.00), divided into four million (4,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

792-o

Under Secretary of the Province

"La Cie Touristique du Saguenay Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1938, constituant en corporation: Georges Larouche, avocat, Joseph

"La Cie Touristique du Saguenay Limitée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1938, incorporating: Georges La rouche, advocate, Joseph Edmond Vaillancour

Edmond Vaillancourt, et Charles-Henri Villeneuve, commis, tous de Jonquière, dans les buts suivants:

Faire le commerce comme marchands en gros et en détail, dans le bois, les provisions et la ferronnerie;

Eriger, établir, acquérir, exploiter des entrepôts, édifices et agences nécessaires pour la vente, entreposage, l'importation l'exportation et la distribution des marchandises;

Organiser, acquérir exploiter des fermes d'élevage;

Organiser, exploiter, construire, louer, vendre, acheter des chalets, plages, hôtels et hôtelleries;

Organiser, exploiter, acquérir champs de golf, champs de tir, aérodromes, et des lieux d'amerrissage pour hydravions;

Acquérir, louer, exploiter des clubs de chasse et de pêche;

Promouvoir, encourager maintenir et développer les sports, aménager des établissements et propriétés pour l'exercice des sports et le divertissement des gens. Organiser, exploiter des lieux d'amusements pour les sports d'hiver et d'été, pourvoir des restaurants et cafés, jeux de pool, billards, et tous autres sports et ainsi que salles de réception et fumoirs;

Acheter, construire, exploiter, louer, vendre, bateaux, chalands, radeaux, canots, canot-automobile et toutes sortes de petites embarcations;

Exercer l'industrie et le commerce de transportation, voiturage, transport en général au moyen de véhicules-moteurs, véhicules-hippomobiles ou de toutes autres manières quelconques;

Acheter, construire, maintenir, exploiter des postes de gazoline, d'huile et garages;

Entreprendre la construction de quais, ponts, barrages, écluses, estacades, bassins, chemins, maisons, campements-forestiers, ou autres bâtiments; Exercer le métier de contracteur en général;

Exploiter des carrières de pierre et de tout minerai quelconque, exploiter des dunes ou pits de sable;

Faire le commerce du bois, sous toutes ses formes, bois de charpente, bois de construction, bois carré, bois d'étalement, bardeaux, lattes, bois à pulpe, pilotis, traverse de chemin de fer, poteaux, piquets, bois de fuseau, bois de chauffage;

Acheter, vendre, importer, exporter, entreposer, fabriquer, transformer, transporter, exploiter ou autrement mettre à profit du bois, les dérivés ou sous-produits du bois; tous produits manufacturés ouverts ou semi-ouverts ou à l'état brut se rapportant au commerce du bois.

Acheter, vendre ou exploiter terres et terrains boisés, forêts, scieries, moulanges, moulins à bardeaux; acquérir droits de coupe, droits d'exploitation;

Entreprendre l'exploitation de chantiers de bois pour d'autres à forfait ou à pourcentage;

Agir comme courtiers, agents et entremetteurs et recevoir pour ses services toutes commissions et rémunérations que de droit;

Acheter, louer et posséder tous les biens meubles utiles à son entreprise, les vendre ou en disposer autrement;

Acheter ou autrement acquérir et vendre et autrement disposer améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce des propriétés immobilières et les payer en tout ou en partie avec des actions entièrement libérées;

Demander, obtenir, acquérir par octroi, décret

and Charles Henri Villeneuve, clerks, all of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail lumber merchants and dealers in provisions and ironware;

To erect, establish, acquire, operate any warehouses, buildings, and agencies required for the sale, storage, importation, exportation and distribution of merchandise;

To organize, acquire, operate breeding farms;

To organize, exploit, construct, lease, sell, purchase chalets, beaches, hotels and hostleries;

To organize, operate, acquire golf links, rifle camps, aerodromes and mooring bases for hydroplanes;

To acquire, lease, operate fish and game clubs;

To promote, encourage maintain and develop sports, equip establishments and properties for the exercising of sports, and for public amusement. To organize, operate amusement places for winter and summer sports, provide restaurants and cafés, games of pool, billiards and any other sports and also provide reception halls and smoking rooms;

To purchase, build, operate, lease, sell boats, barges, rafts, canoes, motor-boats and all kinds of small craft;

To carry on the industry and business of transportation, conveyance, general transport, by means of motor or animal-drawn vehicles, or in any other manner whatsoever;

To purchase, build, maintain, operate gasoline and oil service stations and garages;

To undertake the building of wharves, bridges, dams, locks, booms, docks, roads, houses, lumber camps or other buildings; and to carry on business as general contractor;

To exploit stone quarries and any ore whatsoever, operate sand banks and sand pits;

To carry on the lumber business in all its lines; timber, lumber, square timber, props, shingles, lathes, pulp-wood, piles, ties, poles, pickets, spingle-wood, fire-wood;

To buy, sell, import, export, store manufacture, transform, ship, exploit or otherwise turn to account lumber, the derivatives or by-products of wood; all processed, manufactured or semi-manufacture or raw products incidental to the lumber business;

To buy, sell, or deal in lands and timber limits, forest, saw-mills, grist-mills, shingle-mills; to acquire cutting rights, and lumbering rights;

To undertake lumbering operations for others, by the job or at percentage;

To act as brokers, agents and intermediaries and to receive for its services any commissions and remunerations to which it is entitled;

To purchase, lease and own any movable properties useful to its undertaking, to sell or otherwise dispose thereof;

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property and to pay therefor, in whole or in part, with fully paid up shares;

To apply for, secure, acquire by grant, le-

législatif, cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoirs, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges, qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter toutes actions, débetures ou autres valeurs et biens de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, vendre ou autrement aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie; hypothéquer ou engager de quelque manière que ce soit, les dits meubles et immeubles;

Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature quelconque, réelle ou personnelle pour dettes, responsabilité ou obligations envers la compagnie, encourues ou qui seront encourues en rapport avec les objets et fins de cette compagnie;

Conclure des conventions avec toute autorité fédérale, provinciale, municipale, locale ou autre, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Exécuter tous les autres actes qui seront nécessaires, convenables ou propres à les atteindre;

Emettre des actions libérées en paiement intégral ou partiel des biens réels ou personnels que la présente compagnie pourra acquérir;

Faire, tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Emprunter des banques à chartes, individus ou institutions financières, toutes sommes d'argent que la compagnie croira nécessaires pour exercer ses opérations;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les affaires de la compagnie et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres ou revues périodiques et annonces;

Rémunérer toutes personnes pour services rendus lors de l'incorporation de la compagnie ou autrement durant son organisation ou dans l'administration de ses affaires en actions entièrement libérées ou non en capital action de la compagnie;

Les susdits pouvoirs seront exercés ensemble ou séparément et seront distincts les uns des autres sous le nom de la compagnie précitée ou sous un autre nom, en mettant à la fin de mot enregistré;

Acquérir toutes les propriétés que possède actuellement M. Georges Larouche, dans le canton Bourget St. Charles Borromée tant meubles qu'immeubles et payer le tout comptant ou par actions de la compagnie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Chacune des clauses susdites sera interprétée comme fins, objets et pouvoirs, et les objets ex-

gislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures, or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To acquire, receive, own, lease, exchange, sell or otherwise alienate any moveable or immovable property which may be necessary or useful for the company's purposes; to hypothecate or pledge, in any manner whatsoever, the said moveables and immovables;

To take, acquire, and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in connection with objects and purposes of this company;

To enter into any arrangements with any authorities, federal, provincial, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To perform any other acts which may be required, suitable or conducive to their attainment;

To issue paid up shares, as full or part payment for any real or personal property which the present company may acquire;

To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills or exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To borrow from chartered banks, individuals or financial institutions, all sums of money which the Company may deem necessary for the carrying on of its business.

To adopt such means of making known the affairs of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publications of books or periodicals and advertisements;

To remunerate any persons for services rendered at the time of the company's incorporation or otherwise during its organization or in the management of its business, with shares of the company's capital stock, whether fully paid up or otherwise;

The foregoing powers shall be exercised together or separately and shall be distinct the ones from the others under the name of the aforesaid company or under any other name by adding thereto at the end, the word "registered";

To acquire the properties actually owned by Mr. George Larouche, in the Township of Bourget St. Charles Borromée, both moveable or immovable, and to pay therefor in cash or with shares of the company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

The foregoing clauses are each to be construed as purposes, objects, powers, and the matters

primés dans chaque clause ne seront, excepté tel qu'autrement prévu, en aucune manière limités par induction ou par déduction des termes de toute autre clause, mais seront regardés comme fins, objets et pouvoirs indépendants et l'énumération des fins, objets et pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée pour limiter ou restreindre en aucune manière la signification des termes généraux ou les pouvoirs généraux de la compagnie actuellement ou dans la suite conférée par les lois de la province de Québec et l'expression d'une chose n'est pas censée en exclure une autre non exprimée quoiqu'elle soit de même nature;

Rien de contenu dans les présentes ne sera interprété de manière à donner à la corporation aucun droit, pouvoir ou privilège non permis par la Loi sous le nom de "La Cie Touristique du Saguenay Limitée", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en sept cent quatre-vingt-seize (796) actions de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Jonquières, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de février 1938.

JEAN BRUCHESI,

Sous-secrétaire de la Province.

793-o

expressed in each clause shall, except as otherwise expressly provided, be in nowise limited by reference to, or inference from terms of any other clause, but are to be regarded as independent purposes, objects and powers and the enumeration of specific purposes, objects and powers are not to be construed to limit or restrict in any manner the meaning of general terms or the general powers of the company now or hereafter conferred by the laws of the Province of Quebec, nor is the expression of one thing to be deemed to exclude another, although it be of like nature, not expressed;

Nothing herein contained is to be construed as giving the corporation any rights, powers or privileges not permitted to it by law under the name of "La Cie Touristique du Saguenay Limitée", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into seven hundred and ninety six (796) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at Jonquières, District of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

794

"L'Association de Hockey Amateur de Québec Incorporée" "Quebec Amateur Hockey Association Incorporated"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1938, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Thérien, estimateur, de la cité de Montréal, Arthur Lapierre, comptable, et Norman Dawe, modeler, de la cité de Verdun, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Favoriser, encourager et développer le sport de hockey amateur dans toute la province de Québec, juger toutes les questions ayant trait au hockey amateur ou en résultant, promouvoir et encourager la formation de clubs de hockey pour seniors, intermédiaires, juniors, juvéniles, établir et maintenir des qualifications uniformes pour l'obtention du rang d'amateur et des règlements uniformes pour le jeu de hockey et voir à ce que les cédules et parties amateur de hockey soient conduites efficacement;

b) Acquérir tout club ou tout autre association ayant les mêmes fins que celle de la corporation;

c) Accepter comme membres toute personne, individu, ligue, club ou aggrégation que les directeurs voudront agréer et donner à ces derniers la jouissance de tous les privilèges que la corporation croira convenables de conférer aux conditions qui seront fixées par elle;

d) Faire, édicter, adopter, amender, reviser ou rejeter tous règlements jugés opportuns pour la gestion de la corporation et la bonne conduite de ses membres;

e) Établir et définir les règles du jeu et les lois du hockey amateur dans la province de Québec ou en tel territoire qui puisse être sous la juridiction de cette corporation;

f) Charger aux membres une souscription ou cotisation annuelle ou toute autre qui peut être nécessaire pour défrayer les dépenses de la corporation;

g) Emprunter pour les fins de la corporation de toute personne ou compagnie toute somme

"L'Association de Hockey Amateur de Québec Incorporée" "Quebec Amateur Hockey Association Incorporated"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: Alphonse Thérien, assessor, of the City of Montreal, Arthur Lapierre, accountant, and Norman Dawe, modeler, of the city of Verdun, all of the district of Montreal, for the following purposes.

a) To promote, encourage and develop amateur hockey throughout the Province of Quebec, to decide questions dealing with amateur hockey or resulting therefrom, to promote and encourage the formation of hockey clubs for seniors, intermediates, juniors and juveniles, and to establish and maintain standard qualifications to rank as amateurs and standard hockey regulations and see that the schedules and amateur hockey matches are properly conducted;

b) To acquire any club or any other association having objects similar to those of the corporation;

c) To accept as members any person, individual, league, club or groups which the directors wish to accept and to accord to these latter the enjoyment of all the privileges which the corporation may deem expedient to confer upon the conditions to be fixed by them;

d) To make, enact, adopt, amend, revise or reject any by-laws suitable for the management of the corporation and the good conduct of its members;

e) To establish and define the paying rules and amateur hockey laws in the Province of Quebec or in any territory that may be under the jurisdiction of the present corporation;

f) To charge the members an annual subscription or fee or other dues which may be necessary to defray the expenses of the corporation;

g) To borrow for the purposes of the corporation from any person or company any amount

d'argent qui peut être requise pour le maintien et l'exploitation de la corporation;

h) Acquérir par achat, location ou autrement, des biens mobiliers et immobiliers qui peuvent être nécessaires ou utiles aux fins de la corporation;

i) Vendre ou échanger dans l'intérêt de la corporation tous biens meubles ou immeubles ci-dessus mentionnés ou en disposer d'une façon générale;

j) Installer, opérer et maintenir des salles et locaux pour le bénéfice de ses membres;

k) Conclure avec toutes ou aucune autorités soit fédérale, provinciales ou municipales, locales ou autrement, tous arrangements qui peuvent être avantageux à la réalisation des fins et objets de la corporation;

l) Obtenir de toute autorité, tous permis, droits, privilèges et concessions que la corporation croira avantageux d'obtenir et d'exercer, sous le nom de "L'Association de Hockey Amateur de Québec Incorporée" "Quebec Amateur Hockey Association Incorporated".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de février 1938.

JEAN BRUCHESI,

795-0

Sous-secrétaire de la Province.

of money which it may require for the maintenance and operation of the corporation;

h) To acquire by purchase, lease or otherwise, movable or immovable properties which may be necessary or useful for the purposes of the corporation;

i) To sell or exchange, in the interest of the corporation, any movable or immovable properties hereinabove mentioned or dispose of the same in a general manner;

j) To install, operate and maintain halls and premises for the benefit of its members;

k) To enter into any arrangement with any authority, whether federal, provincial or municipal, local or otherwise which may be deemed advantageous for the attainment of the objects and aims of the corporation;

l) To obtain from any such authority, any licenses, rights, privileges and concessions which the corporation may deem advantageous to obtain and carry out, under the name of "L'Association de Hockey Amateur de Québec, Incorporée" "Quebec Amateur Hockey Association Incorporated".

The amount to which the value of the immovable properties which the corporation may possess is to be limited is ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

796

Under Secretary of the Province.

"L'Association des Hôteliers du District de Beauce."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février 1938, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Alfred Rousseau, de Valley-Jonction, Jos. Godbout, de St-Georges Beauce, Jean-Baptiste Hébert, de St-Côme, et Linière Poulin, de Ste-Marie Beauce, tous hôteliers, dans les buts suivants:

1. Promouvoir les intérêts des hôteliers du district de Beauce et adopter toutes mesures qui pourront être jugées favorables au développement de l'industrie hôtelière du district de Beauce;

2. S'affilier avec toute organisation semblable ou similaire dans le but de promouvoir les intérêts de l'association;

3. Stimuler le tourisme dans le district de Beauce;

4. Adopter des règlements pour l'admission, suspension ou expulsion de ses membres et pour la création de différentes classes de membres, pour la collection et le paiement des contributions, pour l'élection des directeurs et autres officiers et, en général, pour régir et administrer sa propriété et pour augmenter les intérêts de ses membres et de ses associés, et révoquer, modifier ou autrement changer lesdits règlements;

5. Solliciter, promouvoir et obtenir de toute autorité législative ou municipale, toute loi, décret, ordonnance, règlement, franchise ou concession qui pourrait bénéficier aux intérêts de l'association ou de nature à profiter directement ou indirectement à cette dernière; et inversement combattre toute proposition ou requête pouvant directement ou indirectement lui porter préjudice;

6. Payer à même les fonds de l'association tou-

"L'Association des Hôteliers du District de Beauce."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the first day of February, 1938, to incorporate as a corporation without share-capital: J. Alfred Rousseau, of Valley-Junction, Jos. Godbout, of St-Georges, Beauce, Jean Baptiste Hébert, of St-Côme, and Linière Poulin, of Ste-Marie, Beauce, all hotelkeepers, for the following purposes:

1. To promote the interests of hotelkeepers of the district of Beauce and adopt all measures deemed favourable to the development of the hotel industry of the district of Beauce;

2. To affiliate with any similar or like organization for the purpose of promoting the interests of the association;

3. To stimulate the tourist trade in the district of Beauce;

4. To adopt regulations for the admission, suspension or expulsion of its members and for the creation of different classes of membership, for the collection and payment of dues, the election of directors and other officers, and, in general, to manage and administrate its property and to enhance the interests of its members and its associates, and to repeal, amend or otherwise alter the said regulations;

5. To apply for, promote and secure from any authority, legislative or municipal, any law, decree, ordinance, regulation, franchise or concession which may be of benefit to the interests of the association or calculated to directly or indirectly benefit the latter; and on the other hand to oppose any proposition or petition which might directly or indirectly be prejudicial to them;

6. To pay out of the funds of the association

tes dépenses se rattachant à sa formation ou à son organisation;

7. Acquérir, acheter, louer, posséder, soit par bail, vente ou autrement, des terrains, bâtisses et immeubles requis pour les besoins de l'association; vendre, prélever, hypothéquer ou autrement aliéner ou échanger tous tels terrains, bâtisses ou immeubles;

8. Emettre des obligations et hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province dans le but de garantir telles obligations;

9. Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de l'association, ou de toute somme d'argent due à l'association, par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer desdits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

10. Placer et attribuer les deniers de l'association qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre par le bureau de direction de l'association par résolution;

11. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou d'aucun desdits objets, sous le nom de l'Association des Hôteliers du district de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00).

Le bureau principal de la corporation, sera à St-Georges, comté de Beauce, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de février 1938.

JEAN BRUCHESI,

797-0

Sous-secrétaire de la Province.

any expenses incidental to its formation or its organization;

7. To acquire, purchase, lease, own, either by lease, sale or otherwise, lands, buildings and immovables required for the needs of the association; to sell, raise, hypothecate or otherwise dispose of or exchange any such lands, buildings or immovables;

8. To issue bonds and to hypothecate, mortgage or pledge any of the moveable or immovable properties, present or future, which it may own in the province for the purpose of securing such bonds;

9. To take or hold mortgages, hypothecs mortgages and charges to secure the payment of the purchase price or for any unpaid balance of the purchase price of properties of the association, or for any sum of money due to the association from purchasers, and to sell or otherwise dispose of the said mortgages, hypothecs, privileges and charges;

10. To invest and deal with the monies of the association not immediately required, in the manner to be determined from time to time by the board of directors of the association by resolution;

11. To do all other things which are incidental or conducive to the attainment of the aforesaid objects or any one of the said objects, under the name of "L'Association des Hôteliers du District de Québec".

The amount to which the value of the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the Corporation will be at St-Georges, county of Beauce, in the district of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

798

Under Secretary of the Province.

"Light Car Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de février, 1938, constituant en corporation: Harold Earle Walker, avocat et conseil en Loi du Roi, Robert Harold Walker, avocat, tous deux de Westmount, et Frank Bernard Chauvin, avocat, de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Acheter, vendre, louer, faire le commerce, construire, manufacturer, assembler et faire le négoce de toute manière, d'automobiles, autres voitures de toute description pour usage sur terre, dans ou sur l'eau ou dans les airs, leurs accessoires et tous articles et matériels de toutes sortes utilisés en rapport avec ceux;

(b) Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, construire, entretenir, embellir et mettre en opération des postes de service, garages, salles de démonstrations, terrains de stationnement, et les édifices ou parties d'édifices de toutes descriptions pour l'emménagement, l'exposition, la construction, l'entretien et la réparation, et la garde pour location d'automobiles et autres voitures, leurs accessoires et toutes choses et tous matériels utilisés en rapport avec ceux;

(c) Exercer les opérations de voituriers de personnes et biens;

(d) Diriger des cours d'enseignement, et dissé-

"Light Car Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1938, incorporating: Harold Earle Walker, advocate and King's Counsel, Robert Harold Walker, advocate, both of Westmount, and Frank-Bernard Chauvin, advocate, of Montreal, for the following purposes:

(a) To buy, sell, lease, trade in, construct, manufacture, assemble, and deal in every way in automobiles, other vehicles of all descriptions for use on land, in or on the water, or in the air, their accessories and all articles and materials of any kind used in connection therewith;

(b) To acquire, purchase, lease, rent, sell, construct, maintain, improve, and operate service stations, garages, show rooms, parking lots, and buildings or parts of buildings of all descriptions for the storage, exhibition, construction, maintenance and repair, and keeping for hire therein automobiles and other vehicles, their accessories, and all things and materials used in connection therewith;

(c) To carry on the business of carriers of persons and property;

(d) To conduct courses of instruction, and to

miner et publier des renseignements concernant la construction et la mise en opération de toutes sortes de voitures y compris des navires aériens, et prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de cette compagnie, et particulièrement mais sans limiter la généralité de ce qui précède, par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres, par la publication de livres et revues périodiques;

(e) Exercer toute autre industrie qui pourrait être convenablement exercée en même temps que les opérations sus-énumérées, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(f) Acquérir, détenir, louer, donner à bail, vendre, céder, hypothéquer et nantir, aliéner et autrement négocier les propriétés mobilières et immobilières, corporelles ou incorporelles;

(g) Acquérir par achat ou autrement, détenir et aliéner de toute manière quelconque les actions, obligations et débiteures et autres valeurs et obligations de toute compagnie, société ou entreprise ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exploitant une industrie quelconque qui pourrait être exercée de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et établir, promouvoir ou autrement aider cette ou ces dites compagnies;

(h) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toutes telles personnes ou compagnies, ou clients ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

(i) Acquérir par achat, bail ou autrement la totalité ou une partie quelconque de toute industrie semblable à celle de cette compagnie, ou s'y rapportant directement ou indirectement ou toutes industries, franchises, propriétés, droits, clientèle et privilèges appartenant à toutes autres compagnies ou personnes et en assumer les obligations et engagements, et les payer soit en deniers ou en actions entièrement libérées ou partiellement libérées ou en débiteures de cette compagnie;

(j) Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers, courtiers en douane, et généralement comme représentants de toute corporation, compagnie, firme ou personne exerçant un commerce allié directement ou indirectement aux fins de cette compagnie;

(k) Demander, acheter ou autrement acquérir et vendre tous brevets, brevets d'invention, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet de toute invention ou procédé qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter direc-

disseminate and publish information with respect to the construction and operation of all kinds of vehicles including aircraft, and to adopt such means of making known the products of this company as may seem expedient, and in particular but without restriction of the foregoing, by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works, by publication of books and periodicals;

(e) To carry on any other business which may be conveniently carried on in connection with the business outlined above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(f) To acquire, hold, lease, hire, sell, convey, hypothecate and pledge, dispose of and otherwise deal with moveable and immoveable, corporeal and incorporeal property;

(g) To acquire by purchase or otherwise, hold and dispose of in any manner whatsoever shares, bonds and debentures and other obligations and securities of any company, partnership, or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this company or engaged in any business which may be carried on so as to benefit directly or indirectly this company, and to establish, promote or otherwise assist such company or companies;

(h) To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such persons or company, or customers or persons having dealings with the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

(i) To acquire by purchase lease or otherwise the whole or any part of any business similar to that of this company, or relating thereto either directly or indirectly, or any industries, franchises, property, rights, goodwill and privileges belonging to any other companies or persons and to assume the obligations and liabilities thereof, and to pay for the same either in cash or in shares fully paid or partly paid up, or in debentures of this company;

(j) To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers, customs brokers, and generally as representatives for any corporation, company, firm or person carrying on a business germane directly or indirectly to the purposes of this company;

(k) To apply for, purchase or otherwise acquire and sell any patents, brevets d'invention, trademarks, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or

tement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens ou renseignements acquis de cette manière;

(l) Négocier, vendre, louer, transférer ou autrement aliéner la totalité ou une partie des biens, propriétés ou commerces de cette compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en paiement d'iceux, des deniers, actions, débetures, obligations, valeurs ou toute autre considération jugés convenables par cette compagnie;

(m) Promouvoir, organiser, administrer et développer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie dans le but d'acquiescer la totalité ou l'un quelconque des biens, droits et engagements de cette compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à cette compagnie, et souscrire éventuellement à forfait, et placer ou contribuer à placer les actions, obligations ou valeurs de toute telle compagnie ou compagnies;

(n) Acquiescer, prendre, obtenir et détenir des gages, transferts et cessions de toutes propriétés mobilières ou immobilières comme garantie de toute dette existante ou future de toute compagnie, firme ou personne envers cette compagnie et en disposer;

(o) Faire des avances de deniers au moyen de prêts aux clients ou aux autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie et accepter, prendre et détenir des gages, charges et privilèges sur les propriétés réelles ou personnelles ou toute autre garantie quelconque, et portant intérêt ou autre de la manière que la compagnie croira convenable, et vendre, céder ou autrement aliéner les dites valeurs, et garantir toutes obligations de toute compagnie ou personne ayant des relations d'affaires avec cette compagnie, le tout moyennant les conditions qui pourront être déterminées par cette compagnie;

(p) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie et hypothéquer et nantir ou autrement donner en garantie les obligations, propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie aux créanciers ou à tous ceux qui font ces avances de deniers, et ceci moyennant les conditions que cette compagnie croira convenables;

(q) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, lettres de crédit, mandats et autres effets négociables et transférables;

(r) Émettre des actions entièrement ou partiellement libérées de cette compagnie en paiement de tous biens, droits, privilèges, franchises, brevets ou autres choses corporelles ou incorporelles, ou en paiement de services rendus ou qui seront rendus à cette compagnie et généralement toute considération que cette compagnie croira raisonnable;

(s) Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(t) Payer des dividendes sur les actions de la compagnie par l'émission d'actions entièrement libérées de la compagnie pourvu que cette compagnie ait accumulé des profits ou revenus égaux à la valeur des actions émises de cette manière;

(u) Distribuer au moyen de dividende ou autrement tous biens de la compagnie en espèce ou nature entre les actionnaires et particulièrement des actions libérées, débetures ou actions-débetures de toute autre compagnie, le tout sujet à l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec;

grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property or information so acquired;

(l) To deal with, sell, lease, transfer or otherwise dispose in whole or in part of the assets, property or business of this company, to any corporation, partnerships or person, and to accept in payment thereof, cash, shares, debentures, bonds, securities or any other consideration deemed proper by this company;

(m) To promote, organize, manage and develop any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking for the purpose of acquiring all or any of the property, rights and liabilities of this company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company, and to underwrite and place or assist in the placing of stock, bonds or securities of any such company or companies;

(n) To acquire, taken, secure and hold mortgages, transfers and assignments of any moveable or immoveable property as security for any existing or future indebtedness of any company, firm or person to this company, and to dispose of the same;

(o) To make advances by means of loans to customers or other persons having business dealings with the company, and to accept, take and hold mortgages, charges and liens on real or personal properties or any other security whatsoever, and bearing interest or otherwise as the company may see fit, and to sell, assign or otherwise dispose of such securities, and to guarantee any obligations of any company or person having business dealings with this company, the whole upon such conditions as may be determined by this company;

(p) To borrow money on the credit of the company and to hypothecate and pledge or otherwise give in security the obligations, moveable or immoveable property of the company, to the creditors of all those who advance such money, and such on the conditions which this company may deem fit;

(q) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit, warrants and other negotiable and transferable instruments;

(r) To issue fully or partly paid up stock of this company in payment for any property, right, privilege, franchise, patent, or other thing corporeal or incorporeal, or in payment for services rendered or to be rendered to this company and generally for any consideration which this company may deem reasonable;

(s) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined;

(t) To pay dividends on the stock of the company by the issue of fully paid up stock of the company provided that the company has accumulated profits or earnings equal to the value of the stock so issued;

(u) To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie, or kind, among the shareholders and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company, the whole subject to section 81 of the Quebec Companies' Act;

(v) Faire la totalité des choses précitées comme mandants ou agents, soit seule ou conjointement avec les autres;

(w) Faire toutes les choses, exercer tout les pouvoirs et exercer toute industrie incidente à l'exercice des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

(x) Aucun pouvoir accordé dans un paragraphe quelconque des présentes ne sera limité ou restreint par induction ou déduction de tout autre paragraphe, sous le nom de "Light Car Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en huit cents (800) actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de quatre mille dollars (\$4,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de février, 1938.

JEAN BRUCHESI,

799

Sous-secrétaire de la Province.

(v) To do all of the above mentioned things as principals or agents, either alone or jointly with others;

(w) To do all things, exercise all powers and to carry on any business incidental to the carrying on of the objects for which the company is incorporated;

(x) Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph under the name of "Light Car Limited".

The capital stock of the company is divided into eight hundred (800) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be four thousand dollars (\$4,000.00).

The head office of the company will be at the city and district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

800-0

Under Secretary of the Province.

"Lord's Sport Shop Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février, 1938, constituant en corporation: David Stober, marchand, Myer Insky et Joseph Lerner, tous deux commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acheter, vendre, faire le commerce et le négoce d'articles de sport et d'articles en cuir de toutes sortes et descriptions;

2. Acheter, vendre, et faire le commerce de bicycles, tricycles, motocyclettes, automobiles, camions, chars, voitures, wagons, bateaux, machines volantes et autres accessoires, des radios et leurs pièces et accessoires, articles, effets et marchandises s'y rapportant;

3. Acheter, faire le commerce et le négoce de vêtements en général pour hommes, femmes et enfants, y compris les bottines, souliers et marchandises générales;

4. Exercer toute autre industrie de nature financière, commerciale ou manufacturière de toutes sortes quelconques qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que le commerce ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits que la compagnie croira convenable d'exercer ou les rendre profitables;

5. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce ou engagements de toute personne, société, firme ou corporation, exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et plus particulièrement acquérir et se charger comme entreprise en exploitation du commerce, y compris la clientèle, présentement exercé par Nathan Moses sous les nom et raison sociale de "Lord's Sport Shop Reg'd", dans les cité et district de Montréal, et le payer en tout ou en partie par l'émission d'actions du capital-actions de la compagnie qui seront émises comme entièrement libérées;

6. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, amalgamation, fusion ou union des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques, l'administration des affaires, l'exercice des opérations de la com-

"Lord's Sport Shop Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of January, 1938, incorporating: David Stober, merchant, Myer Insky and Joseph Lerner, both clerks, all of the City and District of Montréal, for the following purposes:

1. To buy, sell, deal and trade in sporting goods and leather goods, of all kinds and descriptions;

2. To buy, sell, and deal in bicycles, tricycles, motor cycles, automobiles, trucks, cars, carriages, wagons, boats, flying-machines and other implements, radios, their parts and accessories, goods, wares and merchandise connected therewith;

3. To buy, deal and trade in general wearing apparel both men, women and children, including boots, shoes and general merchandise;

4. To carry on any other business of a financial, commercial, or manufacturing nature of any kind whatsoever which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's properties or rights for which the company deems advisable to carry on;

5. To acquire or undertake the whole or any part of the business or liabilities of any person, partnership, firm, or corporation, carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the purpose of the company and more particularly to acquire and take over as a going concern a business including the good-will presently carried on by Nathan Moses under the firm name and style of "Lord's Sport Shop Reg'd," at the City and District of Montréal, and to pay for same in whole or in part by the issue of shares of the capital stock of the company to be issued as fully paid up;

6. To enter into any agreements for sharing of profits, amalgamation, consolidation or union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions, management of the affairs of, carrying on the business of the company, or

pagnie ou compagnies exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce semblable que la compagnie a l'autorisation d'exploiter ou d'exercer, et faire toutes les démarches et procédures, et tous les actes et choses qui peuvent être nécessaires ou convenables pour exécuter et effectuer les dites conventions ou l'une quelconque d'icelles;

7. Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

8. Émettre des actions libérées, des obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, biens ou autres droits, baux, commerces, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, aussi bien que, avec l'approbation des actionnaires, en paiement de services rendus à la compagnie par voie de promotion ou autrement, et émettre des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel ou en échange pour les actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce semblable ou incident au commerce de cette compagnie;

9. Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner ou faire le commerce de tous ou de chacun des biens, propriétés, droits ou entreprises de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

10. Prêter des deniers aux personnes ou compagnies ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats aussi bien que la satisfaction de toutes obligations ou entreprises de toute autre compagnie ou personne dans lesquelles la compagnie est intéressée, y compris le paiement des dividendes, intérêts sur les obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, gages ou engagements de toute telle compagnie ou personne; et accepter comme garantie pour les dits prêts et garanties toute valeur qui peut être offerte par telle compagnie, y compris les actions, obligations, débetures actions-débetures, gages, nantissements, privilèges ou autres valeurs de telles autres compagnies ou de ou sur les biens de telles personnes ou compagnies;

11. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature ou espèce par voie de dividendes ou bonis ou de la manière prescrite par l'article 81 de la loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie et particulièrement tous terrains, édifices, deniers, actions, débetures ou valeurs appartenant à la compagnie ou dont la compagnie aurait le pouvoir d'aliéner;

12. Que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même

other arrangements of a like nature with any person or company or companies carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any like business which this company is authorized to engage in or carry on, and to take all such steps and proceedings and to do all such matters and things as may be necessary or expedient to carry out and give effect to such agreements or any of same;

7. To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

8. To issue paid up shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, property or other rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, licenses or concession, which this company may lawfully acquire, as also, with the approval of the shareholders, in payment of services rendered to the company by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid shares, bonds, debentures debenture stock or other securities of the company in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

9. To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of or deal with all or any of the assets, property, rights or undertaking of the company, for such consideration as the company may think proper, and in particular for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

10. To lend money to persons or companies having dealings with the company, and guarantee the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertaking of any other company or person in which the company is interested, including the payment of dividends, interests on bonds, debentures, debenture stock or other securities, mortgages or liabilities of any such company or persons; and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or person, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies or of or upon the property of such persons or companies;

11. To distribute among the shareholders of the Company in kind or in specie by way of dividend or bonus or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property of the Company and in particular any lands, buildings, cash, shares, debentures or securities belonging to the Company or which the company may have power to dispose of;

12. That in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have an interest which is or might be adverse to the interest of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall

que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire, soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrats ou transaction, pourvu, toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction.

13. Que s'ils y sont autorisés par règlement sanctionné par au moins deux tiers des votes obtenus à une assemblée générale spéciale des actionnaires, dûment convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

(a) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(b) Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

(c) Emettre des obligations, débetures actions-débetures ou autres titres de la Compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenables;

(d) Hypothéquer, gager ou nantir les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, ou les deux, pour garantir toutes telles obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs et tous deniers empruntés pour les fins de la compagnie;

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre la faculté d'emprunt de la compagnie sur des lettres de change ou des billets promissaires, faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en son nom;

14. De temps à autre faire un ou plusieurs des actes et choses ci-dessus énoncés, soit seule ou conjointement avec d'autres et soit comme mandants, agents, commissionnaires ou par l'entremise de fiduciaires, agents, commissionnaires ou autres et exercer et avoir la jouissance de tous tels droits et privilèges, et faire tous les autres actes et choses qui sont incidents ou qui conduisent à la réalisation des objets précités ou l'un quelconque des dits objets, aussi bien que l'exercice d'un commerce quelconque se rapportant aux objets précités, sous le nom de "Lord's Sport Shop Inc."

Le montant du capital total de la compagnie sera de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) par action sujet à l'augmentation du capital-actions en vertu des dispositions de cette loi.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce premier jour de février, 1938.

JEAN BRUCHESI,

801

Sous-secrétaire de la Province.

have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stock holders acting upon or in reference to such contract or transaction;

13. That if authorized by by-law, sanctioned by at least, two-thirds of the votes cast at a Special General Meeting of the Shareholders duly called for considering the by-law, the directors may from time to time;

(a) Borrow money upon the credit of the Company;

(b) Limit or increase the amount to be borrowed;

(c) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(d) Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both, to secure any such bonds, debentures, stock debentures or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange, or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed, by or on behalf of the Company;

14. From time to time to do any one or more of the acts and things, herein set forth, either alone or in conjunction with others and either as principals, agents, factors, or by or through trustees, agents, factors, or otherwise, and to exercise and enjoy all such rights and privileges, and to do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, as also to carry on any business whatsoever having reference to the objects hereinabove set out, under the name of "Lord's Sport Shop Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of common stock of the par value of one hundred dollars (\$100.00) per share subject to the increase of the capital stock under the provisions of the said Act.

The head office of the company will at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

802-o

Under Secretary of the Province.

"Richmaque Mining Syndicate Limited"
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de janvier, 1938, constituant en corporation: Rolland Langlois, commis, Benjamin Benoit, C.R., avocat, Philippe Trottier, comptable public, Jean-Louis Caron, commis, et Hector Benoit, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

2. Faire les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer, ou traiter de quelque

"Richmaque Mining Syndicate Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1938, incorporating: Rolland Langlois, clerk, Benjamin Benoit, K.C., advocate, Philippe Trottier, public accountant, Jean Louis Caron, clerk, and Hector Benoit, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined,

autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'inventions ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105 à 112, chapitre 80 de la Loi des mines de Québec, en la manière prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir, détenir, et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que la compagnie peut exercer en vertu de cette loi, et les payer en actions libérées, en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consentent, et se charger des dettes et charges y appartenant;

10. Faire tous les actes et opérations accessoires à ceux susmentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Richmaque Mining Syndicate, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-sept mille deux cent quarante dollars (\$97,240.00), divisé en quatre mille huit cent soixante et deux (4,862) actions ordinaires de vingt dollars (\$20.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-huitième jour de janvier, 1938.

JEAN BRUCHEMI,

803

Sous-secrétaire de la Province.

dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the Company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Richmaque Mining Syndicate, Limited", with a total capital stock of ninety seven thousand two hundred and forty dollars (\$97,240.00), divided into four thousand eight hundred and sixty-two (4,862) common shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of January, 1938.

JEAN BRUCHEMI,

804-o

Under Secretary of the Province.

"Stadium Meat Market Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de février, 1938, constituant en corporation: Michael Greenblatt, et Samuel Godinsky, avocats, et Ben Angen, teneur de livres, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce qui consiste à produire, acheter et vendre, en gros et en détail, le bœuf, les viandes et épicerie de toute description, et

"Stadium Meat Market Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1938, incorporating: Michael Greenblatt, and Samuel Godinsky, advocates, and Ben Angen, bookkeeper, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of producing, buying and selling, wholesale and retail, of beef, meats, and groceries of every description, and to

acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, produire, importer et exporter toutes sortes de bœuf, viandes, épiceries et articles, effets et marchandises se rapportant au commerce de la compagnie;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Demander, acheter ou autrement acquérir des brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser une invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, pouvant paraître susceptible d'être utilisés pour quelque-une des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou faire valoir autrement les droits et renseignements requis;

6. Faire aucune convention relative à l'union des intérêts à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, produce, import and export all kinds of beef, meats, groceries and goods, wares and merchandise connected with the business of the company;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileged which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débiteures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables, à ceux de la compagnie;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

16. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seule, soit conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débiteures, actions-débiteures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, pour garantir toutes obligations, débiteures ou actions-débiteures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

21. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

22. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée par la compagnie;

23. Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités sous le nom de "Stadium Meat Market Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all the property, moveable or immoveable, and rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Stadium Meat Market Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal;
 Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de février, 1938.

JEAN BRUCHESI,
 805 Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,
 806-o Under Secretary of the Province.

"Supreme Food & Milk Products Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier, 1938, constituant en corporation: René Chênevert, Paul Désy, Gérard Raymond, Mario E. Lattoni, avocats, René Dostaler, étudiant en droit, Germaine Boisvert et Gilberte Lemire, filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Produire, acheter, emmagasiner, vendre et autrement faire le commerce du lait et tous les produits qui peuvent être obtenus du lait et ses sous-produits et tous articles ou produits dont le lait est une partie constituante;

(b) Manufacturer, acheter, vendre, emmagasiner, distribuer et autrement faire le commerce du lait condensé, concentré, en conserve, séché, traité au malt, en poudre, vaporisé et modifié et tous autres genres de fabrication du lait, de la crème, du beurre, fromage, volailles et oeufs, fruits et légumes, crème glacée, breuvages de toutes sortes, et tous les sous-produits, soit alimentaires ou autres, émanant de la fabrication ou de la manipulation des commodités précitées et tous les substituts aussi bien que les machineries et outillages de toutes sortes pour leur production, leur emballage, leur emmagasinage et leur transport;

(c) Manufacturer, acheter, emmagasiner, vendre, distribuer et autrement faire le commerce des produits de la crème, de la ferme, maraichers, alimentaires, les céréales et leurs produits, produits chimiques, jus, sirops, sel, bonbons, confiseries, pain, pâtisseries, glace naturelle et artificielle, marchandises et toutes sortes d'articles d'aliments, bétail, cheval, volaille et toutes sortes d'animaux vivants;

(d) Exercer l'industrie d'éleveurs de vaches, fermiers, meuniers et jardiniers maraichers et acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement et vendre et aliéner des emplacements et terrains, fermes et toutes sortes d'immeubles ou propriétés immobilières ou tout intérêt en iceux;

(e) Diriger le commerce d'entreposage à froid;

(f) Faire les opérations en général d'emballage;

(g) Etablir, entretenir et exploiter des restaurants, magasins de détail et autres agences pour disposer des produits manufacturés ou autres de la compagnie et des produits de toute autre corporation, firme ou personne;

(h) Manufacturer, louer, acheter, vendre et autrement faire le commerce des voitures, automobiles, camions, machineries, boîtes, glacières, réfrigérateurs, bouteilles, canistres, cartons, sacs, et tous autres genres de récipients et chacun et tous autres articles et dispositifs utilisés en rapport avec l'un quelconque des objets précités ou en rapport avec la vente et le transport des produits manufacturés et autres de la compagnie ou de toute autre corporation, firme ou personne;

(i) Acquérir, acheter, exploiter et développer des marques de commerce, noms de commerce et formules et procédés secrets pour la fabrication et vendre, faire le commerce et distribuer des

"Supreme Food & Milk Products Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1938, incorporating: René Chênevert, Paul Désy, Gérard Raymond, Mario E. Lattoni, Advocates, René Dostaler, Student at Law, Germaine Boisvert and Gilberte Lemire, spinsters, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To produce, purchase, store, sell and otherwise deal in milk and all products which may be produced from milk and its by-products and any article or product of which milk is a constituent:

(b) To manufacture, purchase, sell, store, distribute, and otherwise deal in condensed, concentrated, preserved, evaporated, malted, desiccated, vaporized and modified milk and all other forms of manufactured milk, cream, butter, cheese, poultry and eggs, fruit and vegetables, ice cream, beverages of all types, and all by-products, whether food or otherwise, emanating from the manufacture or handling of the foregoing commodities and all substitutes as well as machinery and equipment of any kind for the production, packing, storing and transportation of same;

(c) To manufacture, purchase store, sell, distribute and otherwise deal in creamery products, farm products, garden products, food products, cereals and cereal products, chemical products, juice, syrup, salt, candy, confectionery, bread, pastry, natural and artificial ice, merchandise, and all kinds of articles of food, cattle, horses, poultry and all kinds of live stock;

(d) To carry on business as cowkeepers, farmers, millers and market gardeners and to acquire by purchase, lease, exchange, concession and otherwise and to sell and dispose of city or town lots, farm lands and any description of real estate or immoveable property or any interest or right therein;

(e) To conduct a cold storage business;

(f) To do a general packing business;

(g) To establish, maintain and operate restaurants, retail stores and other agencies for disposing of the manufactured and other products of the company and the products of any other corporation, firm or person;

(h) To manufacture, lease, purchase, sell and otherwise deal in all wagons, automobiles, trucks, machinery, boxes, ice boxes, refrigerators, bottles, cans, cartons, bags and all other forms of containers and any and all other articles and appliances used in connection with any of the aforesaid purposes or with selling and transporting the manufactured and other products of the company or of any other corporation, firm or person;

(i) To acquire, purchase, exploit and develop trademarks, trade-names and formulae and secret processes for making and to sell, deal in and distribute specialties for bakers, compounds

spécialités pour les boulangers, des mélanges pour nettoyer et laver, des savons, désinfectants, liqueurs, essences, extraits, teintures, tablettes, articles de toilette, encre, extincteurs, médecines brevetées, matériaux de construction, moulée, graines;

(j) Agir comme agents pour tout individu, firme, association ou corporation sur une base de commission ou autrement;

(k) Sousscrire éventuellement à forfait, acheter, vendre, échanger, nantir, hypothéquer et généralement faire le commerce et le négoce d'obligations, actions et autres valeurs de gouvernements, municipalités, compagnie industrielle et minière et faire le commerce et le négoce d'obligations et hypothèques ou autres titres de créance et de propriété de tout individu, firme ou corporation, et faire le commerce et le négoce d'actions, débetures, reçus de fiducie et autres valeurs des corporations, domestiques et étrangères; et durant la possession d'iceux exercer les droits et privilèges de propriétaires, y compris le droit de voter sur iceux, et émettre en échange d'iceux ses propres actions, bons et autres obligations;

(l) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(m) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

(n) Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limiter d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet de toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

(o) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(p) Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite, de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(q) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque desdits objets,

for cleaning and washing, soaps, desinfectants, beverages, essences, extracts, dyes, tablets, toilet articles, ink, extinguishers, patent medicines, building materials, grist, seed;

(j) To act as agents for any individual, firm, association or corporation on commission or otherwise;

(k) To underwrite, buy, sell, exchange, pledge, mortgage and generally deal in and with government, municipal, industrial and mining bonds, stocks and other securities and in and with bonds and mortgages or other evidences of indebtedness of ownership of any individual, firm or corporation, and in and with stocks, debentures, trust receipts and other securities of corporations, both domestic and foreign; and while the owner thereof to exercise the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon, and to issue in exchange therefor its own stock, bonds and other obligations;

(l) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(m) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

(n) To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable or being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(o) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise, assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(p) To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(q) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such

et obtenir des dites autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(r) Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fiducies et convenances susceptibles de profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou ses prédécesseurs en affaires) ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont ils sont les soutiens et accorder des pensions et allocations, et payer des primes d'assurances pour eux, et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour fins charitables ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou tout objet d'utilité publique ou générale;

(s) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

(t) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir, toutes propriétés personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

(u) Construire, embellir, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes manufactures, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres travaux et convenances qui sembleront directement ou indirectement de nature à promouvoir les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, l'entretien, la mise en opération, l'administration, l'exécution ou le contrôle d'iceux;

(v) Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

(w) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(x) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(y) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges, qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et employer l'une quelconque des actions de la compagnie, ses obligations et ses biens pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(z) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et désigner les personnes conformément aux lois du dit pays étranger pour représenter la compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie de tout procès ou poursuite;

(aa) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-

authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(r) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

(s) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(t) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in trade;

(u) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(v) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(w) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills or lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(x) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(y) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(z) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(aa) To remunerate any person, or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or

déventures ou autres valeurs de la compagnie; ou dans ou au sujet de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(bb) Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(cc) Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

(dd) Prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, déventures ou autres valeurs ou autrement toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie corporation ou par toute telle personne ou personnes;

(ee) Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou de valeur, par la publication de livres et revues périodiques;

(ff) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

(gg) Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(hh) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Supreme Food & Milk Products Inc." "Produits Laitiers & Alimentaires Supreme Inc."

Le capital total de la compagnie est divisé en cinquante mille (50,000) actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et en cinq mille (5,000) actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de trois cent mille dollars (\$300,000.00).

Les dites actions privilégiées seront sujettes aux dispositions suivantes:

(a) Les actions privilégiées exerceront le droit à un dividende privilégié cumulatif fixe au taux de six pour cent (6%) par année sur le capital versé sur icelles;

(b) Les actions privilégiées auront rang concernant les dividendes et le remboursement du capital en priorité sur toutes les autres actions de la compagnie, mais ne conféreront le droit de participer davantage dans les profits et biens;

(c) Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas le droit de voter à aucune assemblée des actionnaires de la compagnie ni toutes telles actions privilégiées ne donneront pas les qualifications nécessaires à toute personne pour être directeur de la compagnie ni de recevoir avis des assemblées des actionnaires;

(d) La compagnie est libre de temps à autre à son choix, de racheter la totalité ou une partie quelconque des actions privilégiées à \$105.00 par action et les dividendes accrus, pourvu que dans le cas où la compagnie rachèterait en aucun temps moins de la totalité des actions privilégiées alors en cours, le rachat sera fait sur une base de pro rata.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de janvier, 1938.

JEAN BRUCHESI,

807

Sous-secrétaire de la Province.

other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(bb) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

(cc) To invest the money of the company not immediately required in such a manner as may from time to time be determined;

(dd) To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

(ee) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals;

(ff) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(gg) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(hh) To do all such other things as are incidental or conducive to the above objects, under the name of "Supreme Food and Milk Products Inc." "Produits Laitiers & Alimentaires Supreme Inc."

The capital stock of the company is divided into fifty thousand (50,000) shares having no nominal or par value, and into five thousand (5,000) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and the amount with which the company will commence its operations will be three hundred thousand dollars (\$300,000.00).

The said preferred shares shall be subject to the following provisions:

(a) The preferred share shall carry the right to a fixed cumulative preferential dividend at the rate of six per centum (6%) per annum on the capital paid-up thereon;

(b) The preferred share shall rank both as regards dividends and return of capital in priority to all other shares of the company, but shall not confer any further right to participate in profits and assets;

(c) The holders of the said preferred shares shall have any right of voting at any meeting of the shareholders of the company nor shall any such preferred shares qualify any person to be a director of the company nor to receive notices of shareholders' meetings;

(d) The company is at liberty from time to time, at its option, to redeem the whole or any part of the preferred shares at \$105.00 a share and accrued dividends, provided that in the event of the company redeeming at any time less than the whole of the then outstanding preferred shares, the redemption be made on a pro rata basis.

The head office of the company will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of January, 1938.

JEAN BRUCHESI,

808-o

Under Secretary of the Province.

**"Symonds Construction Company,
Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de février, 1938, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en lois, John Lawrence McCrory et Cecil Bruce Cooke, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Faire et exercer, en aucune manière, le commerce de constructeurs et entrepreneurs en général, pour la construction, l'exécution, la réparation, la démolition, la modification ou l'amélioration d'édifices et travaux de toute nature et description; acheter ou acquérir par location, échange ou autrement, du terrain, des bâtisses, et des propriétés immobilières d'aucune tenure ou description, et aucun droit ou intérêt afférent, et aucuns droits s'y rapportant, et les faire valoir, comme on le croira bon, et particulièrement en les disposant en lots à bâtir, en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, rénovant, meublant et entretenant des logements, maisons, cottages, chalets, conciergeries, maisons de rapport, bureaux, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, travaux et commodités de toute espèce, comprenant des résidences privées et des bâtiments, adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes et corporations qui requièrent un local pour bureaux, magasins, entrepôts, théâtres, banque, restaurants, fins industrielles ou autres fins commerciales; aussi en consolidant, en reliant, en subdivisant les propriétés, en les louant, exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situés tel que susdit, appartenant ou non à la compagnie et collecter les loyers et revenus et fournir aux locataires, occupants et autres les rafraîchissements, les soins, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, salles à manger, salles de réunion, d'opération, de cercle, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, étables, ainsi que d'autres avantages, services et accessoires, selon leur profession ou occupation; et faire les opérations générales d'agents d'immeubles et de courtiers dans toutes leurs spécialités;

(b) Acquérir par achat, bail, échange ou autrement et vendre, aliéner, développer, administrer et négocier des droits riverains, permis, limites à bois, machineries, outillages, accessoires, marchandises et toutes sortes de biens et exercer un commerce d'immeuble en général et d'agence générale, y compris le commerce de promotion, de courtage en placement et en assurance;

(c) Manufacturer, acheter, vendre et négocier et faire le commerce de brique, chaux, ciment, verre, peinture, pierre, sable, quincaillerie, outils, accessoires, matériaux et nécessités de construction, bois de charpente, bois de construction, pulpe, bois et charbon et marchandises, effets et articles de toutes sortes se rapportant au commerce de la compagnie;

(d) Construire ou acquérir par bail, achat ou autrement et exploiter des travaux pour la production, la vente et la disposition de vapeur, énergie électrique, pneumatique, hydraulique et autre pouvoir ou énergie et produire, créer, développer, acquérir par bail, achat ou autrement et contrôler et généralement négocier et utiliser, vendre, louer ou autrement disposer de telle vapeur, énergie électrique, pneumatique, hydrau-

**"Symonds Construction Company,
Limited"**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1938, incorporating: William Patrick Creagh, Law Clerk, John Lawrence McCrory, and Cecil Bruce Cooke, Secretaries, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on and engage in, in any way or manner, the business of general builders and contractors, for the construction, execution, repair, demolition, alteration or improvement of buildings and works of every kind and description; to purchase or acquire by lease, exchange or otherwise land, buildings and immoveable property of any tenure or description and any estate or interest therein and any rights over or connected therewith and to turn the same to account as may seem expedient and in particular by laying out and preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, remodelling, furnishing and maintaining flats, houses, cottages, bungalows, tenements, apartments, offices, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including private residences and buildings specially designated to provide facilities and accommodation for persons, firms and corporations requiring premises for office, store, warehouses, theatres, bank, restaurant, manufacturing or other commercial purposes and by consolidating or connecting or subdividing properties and by leasing, operating and disposing of same, and to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the Company or not and to collect rents and incomes, and to supply to tenants, occupiers and others, refreshments, attendance, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, dining rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies according to their profession or business and to carry on a general real estate development and brokerage business in all its branches;

(b) To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to sell, alienate, develop, administer and deal in water rights, licenses, timber limits, machinery, equipment, supplies, merchandise and all kinds of property and to carry on a general real estate and general agency business, including promoting, investing and insurance brokerage;

(c) To manufacture, buy, sell and deal in and with bricks, lime, cement, glass, paints, stone, sand, hardware, tools, supplies, materials and building requisites, timber, lumber, pulp, wood and coal and merchandise, goods and wares of all kinds connected with the business of the Company;

(d) To construct or acquire by lease, purchase or otherwise and operate works for the production, sale and disposal of steam, electric, pneumatic, hydraulic and other power or force and to produce, create, develop, acquire by lease, purchase or otherwise and to control and generally deal in and use, sell, lease or otherwise dispose of such steam, electricity, pneumatic, hydraulic and other power for any uses and purposes

lique et autre énergie ou pouvoir pour tous usages et fins auxquels elles sont adaptées, pourvu, toujours, que les droits, privilèges et pouvoirs conférés par les présentes à la compagnie en acquérant, utilisant et disposant de l'électricité, lorsque ces pouvoirs seront exercés en dehors des propriétés de la compagnie, soient sujets à toutes les lois et tous les règlements des autorités provinciales et municipales à cet effet, et pourvu, en outre, que la vente de l'éclairage, le chauffage et de l'énergie soient limités au district judiciaire de Montréal;

(e) Exercer le commerce de courtiers en placement, capitalistes, financiers, courtiers et agents, et faire et exercer toutes sortes d'opérations financières, commerciales, industrielles et autres opérations et exercer le commerce de courtiers en obligations et en placement et placer, souscrire, garantir, acheter, prendre ou autrement acquérir, et détenir soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, et posséder, vendre, échanger, voter ou autrement négocier toutes obligations, débetures, titres, actions, certificats ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, province, souveraineté ou autorité suprême, municipale, locale ou autrement, et dans des bons, débetures, titres, certificats, obligations, actions ou valeurs de toute compagnie ou corporation quelconque, soit publique ou privée, ou dans toute entreprise dans laquelle la compagnie peut s'engager elle-même, ou dans laquelle d'autres peuvent s'engager, et placer négocier et prêter de l'argent avec intérêt, avec ou sans garantie, et changer, modifier ou réaliser tels placements et placer de nouveau de la manière susdite tous les deniers que la compagnie peut posséder en aucun temps;

(f) Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, et permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

(g) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens mobiliers ou immobiliers et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce et en particulier toute machinerie, usine, fonds de commerce;

(h) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions partiellement ou entièrement libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

(i) Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins, de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obli-

to which the same are adapted, provided always that the rights, privileges and powers hereby conferred upon the Company in acquiring, using and disposing of electricity, when exercised outside the property of the Company, shall be subject to all laws and regulations of the provincial and municipal authorities in that behalf and provided further that the sale of light, heat and power be limited to the judicial district of Montreal;

(e) To carry on business as investors, capitalists, financiers, brokers and agents and to execute and carry on all kinds of financial, commercial, trading and other operations and to carry on the business of bond and investment dealers and to invest in, subscribe for, underwrite buy, take or otherwise acquire and to hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security, and to enjoy, sell, exchange, vote or otherwise deal in any bonds, debentures, stocks, shares, scrip or securities of any Government, State, Dominion, Province, Sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the Company may enter itself or which may be entered into by others, and to invest and deal in, and lend money at interest with or without security, and to change, alter, or realize upon such investments and to reinvest in the manner aforesaid any moneys which may at any time be in the hands of the Company;

(f) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(g) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any movable or immovable property and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

(h) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company and to issue partly or fully paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

(i) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other

gations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

(j) Conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et/ou valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

(k) Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions du capital ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les gager, charger, les vendre ou autrement en disposer;

(l) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

(m) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(n) Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(o) Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qu'il sera de temps à autre déterminée;

(p) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, débetures, ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

(q) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(r) Louer, vendre la totalité ou aucune partie

securities of and the performance of contracts by any such company;

(j) To enter into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company and to take or otherwise acquire shares and/or securities of any such partnership, association or company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(k) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

(l) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(m) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the Company or any debentures, debenture stock or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

(n) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company, or corporation with whom the Company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(o) To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

(p) To distribute in specie or otherwise as dividends legally declared out of the net profits of the Company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

(q) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this Company;

(r) To lease, sell or otherwise dispose of the

de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(s) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

(t) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(u) Hypothéquer, gager ou nantir toute propriété mobilière ou immobilière, appartenant à la compagnie, pour garantir tous bons, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre, ou tout argent emprunté pour les fins de la compagnie;

(v) Exercer tout autre commerce ou toute autre activité que la compagnie jugera pouvoir exercer convenablement avec son industrie, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens et droits et produits de la compagnie;

(w) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits et faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement et, soit seule ou conjointement avec d'autres;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré et connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Et il est de plus ordonné et déclaré que:

1. Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement des directeurs attesté par une résolution passée par eux et enregistrée dans les registres de la compagnie;

2. Le nombre de ses actionnaires ou membres, non compris les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et les personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, furent durant tel emploi et ont continué après avoir quitté tel emploi, d'être actionnaires de la compagnie, n'excèdera pas vingt.

3. Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire toutes actions ou débetures de la compagnie, sous le nom de "Symonds Construction Company, Limited", avec un capital total de mille dollars (\$1,000.00), divisé en cent (100) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

business, property or undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

(s) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the Company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

(t) To borrow money on the credit of the Company and to issue bonds, debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(u) To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, belonging to the Company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the Company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the Company;

(v) To carry on any other business or activity which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property, rights or products;

(w) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

And it is ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its Directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract, provided, however, that in such a case the fact of such interest shall be disclosed or known to the other Directors or Shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is further ordained and declared:

1. The shares of the Company shall not be transferred without the consent of the Directors evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the Company;

2. The number of its shareholders or members exclusive of persons who are in the employment of the Company and of persons who having been formerly in the employment of the Company were, while in such employment, and have continued after the termination of such employment to be shareholders of the Company, shall not exceed twenty;

3. Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company is prohibited, under the name of "Symonds Construction Company, Limited", with a total capital stock of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into one hundred (100) shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de février, 1938.

JEAN BRUCHESI,

809

Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

810-o

Under Secretary of the Province.

"Terminal Co. Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1938, constituant en corporation Eugène Smith, comptable, Joseph Hector Valin, gérant du crédit à la National Breweries, Joseph Overland, teneur de livres, Lilius Edward, sténographe, Hugh Hughes, concierge, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Exercer le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, taverne, salle de rafraichissements et maison de pension, épiciers licenciés, marchands de vin, de bière et de spiritueux, fabricants et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages, (le tout sujet à la Loi des Liqueurs Alcooliques de Québec), confiseurs, pourvoyeurs et victualliers en général, marchands de glace, importateurs, exportateurs, manufacturiers et négociants de toutes sortes d'effets, articles et marchandises et ce en rapport avec le commerce de la compagnie; coiffeurs, parfumeurs, chimistes, propriétaires de clubs, bains, cabinets de toilette, buanderies, salles de lecture, d'écriture et de journaux, bibliothèques, terrains et place d'amusements, récréation, sport, divertissements et instruction de toutes sortes, marchands de tabac et cigares, agents pour des compagnies de chemin de fer et de navigation et voituriers, et agents généraux, courtiers en assurances et tout autre commerce qui semblera devoir être convenablement exercé en rapport avec tous ou aucun des objets susdits;

(b) Tenir, maintenir, exploiter et gérer des garages, magasins, boutiques, entrepôts et locaux pour la sauvegarde, nettoyage et réparation d'automobiles et véhicules-moteurs de toutes sortes et tous leurs accessoires, et arrenter, louer et donner à louage des automobiles et véhicules moteurs de toutes sortes;

(c) Posséder et exploiter des centrales à gazoline et acheter, vendre et faire le commerce de gazoline, huiles et graisses et tous pièces et accessoires d'automobiles;

(d) Acheter, prendre, louer ou autrement acquérir des terrains, ou édifices et ériger sur les dits terrains ou aucun d'eux des hôtels, restaurants, cottages et aucun et tous autres édifices et/ou travaux nécessaires et utiliser, convertir, adapter et entretenir tous ou aucun des dits terrains, édifices et dépendances pour fins d'hôtels, restaurants, auberges, tavernes et cottages, avec leurs dépendances ordinaires et nécessaires, et pour toutes autres fins;

(e) Vendre, louer, transporter, échanger, disposer ou autrement négocier tels immeubles, ou aucune partie d'iceux, et développer, améliorer et disposer telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement;

(f) Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des biens de la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations; aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et à l'entretien des routes, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration susceptibles de rendre les

"Terminal Co. Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1938, incorporating: Eugene Smith, Accountant, Joseph Hector Valin, Credit Manager National Breweries, Joseph Overland, Bookkeeper, Lilius Edward, Stenographer, Hugh Hughes, Houseman and Janitor, all of the City of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment room and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit merchants, makers and manufacturers of aerated mineral and artificial waters and other drinks, (the whole subject to the Quebec Liquor Law), confectioners, purveyors and caterers generally, ice merchants, importers, exporters, manufacturers of and dealers in all kinds of goods, wares and merchandise and this in connection with the company's business; hairdressers, perfumers, chemists, proprietors of clubs, baths, dressing rooms, laundries, reading, writing and newspaper rooms, libraries, grounds and places of amusement, recreation, sport, entertainment and instruction of all kinds; tobacco and cigar merchants, agents for railway and shipping companies and carriers and general agents, insurance brokers and any other business which may conveniently be carried on in connection with all or any of the foregoing;

(b) To keep, maintain, operate and manage garages, store houses, store rooms, warehouses and places for safekeeping, cleaning and repairing automobiles and motor vehicles of all kinds and all accessories thereof, and to rent, lease and hire automobiles and motor vehicles of all kinds;

(c) To own and operate gasoline stations and to buy, sell and deal in gasoline, oils and greases and all automobile requisites and accessories;

(d) To purchase, take, lease or otherwise acquire lands or buildings and to erect on such lands, or any of them, hotels, restaurants, cottages and any and all other necessary buildings and/or works and to use, convert, adapt and maintain all or any of such lands, buildings and premises to and for the purposes of hotels, restaurants, inns, taverns and cottages, with their usual and necessary adjuncts, and for any other purposes;

(e) To sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

(f) To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the Company's real estate for building purposes or other improvements; to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, sewers and other works of improvement calculated to render the

propriétés de la compagnie plus accessibles et d'en augmenter la valeur;

(g) Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toutes propriétés vendues par la compagnie ou tout argent dû à la compagnie par les acquéreurs et argent avancé par la compagnie aux acquéreurs pour fins de construction ou autres améliorations;

(h) Acheter ou autrement acquérir ou assumer tout ou aucune partie du commerce, propriétés, actif ou passif de toute personne, société ou compagnie exerçant un commerce dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou possédant des biens convenables ou appropriés aux fins de la compagnie;

(i) Conclure des arrangements pour le partage des profits, union des intérêts, coopération, risques conjoints, concession réciproque ou autrement avec toute personne, société ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou se fusionner avec toute telle compagnie;

(j) Conclure des arrangements avec tous gouvernements ou autorités, suprême, municipales, locaux ou autrement, qui sembleront avantageux aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux et obtenir de tous tels gouvernements ou autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et faire, exercer et vendre et disposer de tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(k) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(l) Vendre, louer, échanger ou autrement disposer, en tout ou en partie, des biens, droits ou entreprises de la compagnie pour telle considération qui sera convenue et en particulier pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

(m) Prélever et aider au prélèvement de deniers et aider ou moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie, corporation et/ou personne et garantir la réalisation de contrats par toute telle compagnie, corporation et/ou personne avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

(n) Émettre des actions acquittées, obligations ou débetures en paiement total ou partiel de tous biens, mobiliers ou immobiliers, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir et aussi émettre telles actions entièrement acquittées, obligations ou autres valeurs en paiement ou partie de paiement ou en échange d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce semblable en tout ou en partie ou étant incident au commerce de cette compagnie;

(o) Acheter, acquérir, détenir et posséder des actions du capital-actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant ou exploitant aucun commerce que cette compagnie a le pouvoir d'exercer ou d'exploiter, et acquérir, détenir ou autrement disposer de telles actions, obligations ou autres valeurs;

(p) Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Company's property more accessible and to enhance its value;

(g) To take and hold mortgages, hypothec, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the Company or any money due to the Company from purchasers and advanced by the Company to purchasers for building purposes or other improvements;

(h) To purchase or otherwise acquire or undertake all or any part of the business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on business with objects similar in whole or in part to those of this Company or possessed of property suitable and proper for the purposes of the Company;

(i) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or to amalgamate with any such company;

(j) To enter into any arrangement with any governments or authorities, supreme, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the Company's objects or any of them and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which it may be desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with or sell and dispose of any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(k) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills or exchange, bills of lading, warrants and other negotiable transferable instruments;

(l) To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property, right or undertakings of the Company for such consideration as may be agreed upon and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

(m) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, or otherwise, any other company, corporation and/or person and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation and/or person with whom the Company may have business relations;

(n) To issue paid-up shares, bonds, or debentures for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the Company may lawfully acquire and also to issue such fully paid shares, bonds or other securities in payment, part payment or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part or incidental to the business of this Company;

(o) To purchase, acquire, hold and own shares of the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which this Company is empowered to carry on or engage in, and to acquire, hold or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

(p) To invest the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(q) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie tels biens de la compagnie qui peuvent être ainsi distribués au moyen de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie et sujet aux dispositions de l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec;

(r) Faire tous tels autres actes et choses qui sont incidents ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux, et exercer aucun commerce, soit manufacturier ou autrement, que la compagnie croira devoir être convenablement exercé par la compagnie, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun de ses biens ou droits; et:

(s) Faire toutes ou aucune des choses autorisées par les présentes, soit seule ou conjointement avec d'autres, ou comme facteurs, agents ou autrement;

Les pouvoirs énumérés dans chaque paragraphe ne pourront en aucune manière être limités ou restreints, par induction ou par déduction, des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Terminal Co. Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de janvier 1938.

JEAN BRUCHESI,

811

Sous-secrétaire de la Province.

(q) To distribute among the shareholders of the Company such of the assets of the Company as may be so distributed by way of lawfully declared dividends out of the net profits of the Company and subject to the provisions of Article 81 of the Quebec Companies Act;

(r) To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them, and to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on by the Company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights; and;

(s) To do all or any of the things hereby authorized, either alone or in conjunction with others, or as factors, agents or otherwise;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Terminal Co. Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of January, 1938.

JEAN BRUCHESI,

812-o

Under Secretary of the Province.

"Wallpaper Shop Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de février, 1938, constituant en corporation: Charles-Leonard Schryer, Albert-Edward Jenkins, et William-Henry Watts, marchands, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Exercer le commerce de marchands, manufacturiers et négociants de tapisseries fabriquées de tout matériel et autres préparations semblables et produits similaires, et manufacturer et faire le commerce des dits articles manufacturés ou l'un quelconque de leurs accessoires;

(b) Vendre, acheter ou autrement faire le commerce de tous articles, matériels et produits se rapportant au commerce exercé par la dite compagnie;

(c) Construire, ériger et mettre en opération des ateliers, manufactures, usines et machines;

(d) Acheter, louer, prendre en échange ou par cession ou autrement acquérir des terrains ou intérêts fonciers, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur les dits terrains ou aucun des dits terrains, et les vendre, louer, échanger, céder, ou autrement disposer de la totalité ou de toute portion des terrains et de tout droit ou intérêt en iceux, et de la totalité ou d'aucun des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir érigés sur lesdits terrains, et prendre toutes les garanties qui seront jugées nécessaires;

(e) Prêter des deniers sur la garantie de biens mobiliers ou immobiliers, sur la garantie de tout intérêt ou droit en iceux et particulièrement prêter des deniers sur la garantie de terrains, débetures, actions-débetures, actions ordinaires ou privilégiées, obligations ou autres valeurs;

"Wallpaper Shop Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of February, 1938, incorporating: Charles Leonard Schryer, Albert Edward Jenkins, and William Henry Watts, merchants, all of the City of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on the business of merchants, manufacturers and dealers in wall paper made from any material and other similar preparations and products, and to manufacture and to deal in such manufactured articles or any accessory thereof;

(b) To sell, buy or otherwise deal in all articles, materials and products connected with the business carried on by the said Company;

(c) To construct, erect and operate shops, factories, works and machinery;

(d) To purchase, lease, take in exchange or by assignment or otherwise acquire land or interests therein together with any buildings, or structures that may be on the said lands, or any of them, and to deal in, lease, exchange, assign or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and of any right or interest therein and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

(e) To loan money on the security of moveable or immoveable property on the security of any interest or right therein and particularly to lend money on the security of lands, debentures, debenture stock, common or preferred shares, obligations or other securities;

(f) Acheter, vendre, transférer, échanger, prendre par cession exercer le commerce et négocier des contrats, conventions, hypothèques sur immeubles et propriété personnelle, valeurs, liens, billets et autres obligations de toutes sortes et recevoir et disposer de l'intérêt, revenu et paiement sur ou se rapportant à tels contrats, conventions, hypothèques, droits, billets, valeurs et autres obligations et contrats et donner force à tous droits, remèdes et pouvoirs s'y rapportant;

(g) Souscrire éventuellement à forfait, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement disposer et faire le commerce d'obligations, ou débetures, parts, actions ou autres valeurs de tout gouvernement ou de toute corporation municipale, scolaire ou autre corporation publique ou de toute corporation privée ou de toute autre sorte quelconque;

(h) Eriger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction;

(i) Prendre et détenir des hypothèques pour toute balance impayée du prix d'achat sur aucun des terrains, édifices ou constructions ainsi vendus, et vendre ou autrement disposer des dites hypothèques;

(j) Garantir ou autrement aider à l'exécution des contrats, entreprises ou hypothèques de personne, firme ou corporation avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires et assumer et se charger de tels hypothèques, entreprises ou contrats en défaut;

(k) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui sont rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital actions de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(l) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(m) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie et se fusionner avec toute telle compagnie, et les payer par l'émission et le partage d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs entièrement acquittées de la compagnie;

(n) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, toute propriété de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures, ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont la compagnie aura le pouvoir de disposer, pourvu que toute telle distribution qui diminuera le capital de la compagnie ne soit faite excepté en conformité avec les dispositions des articles 48 et 49 ou en vertu et conformément aux dispositions de l'article 81, de la dite loi;

(o) Payer à même le capital de la compagnie toutes les dépenses se rapportant et étant nécessaires à l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

(p) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou com-

(f) To buy, sell, transfer exchange, take assignments of, deal in and with contracts, agreements, hypothecs on real estates and on personal property, securities, liens, notes and other obligations of all kinds, and to collect and dispose of interest, income and payments upon or from or in respect to such contracts, agreements, mortgages, liens, notes, securities and other obligations and contracts and to enforce all rights, remedies and powers connected therewith;

(g) To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds or debentures, stocks, shares, or other securities of any government or of any municipal, scholastic or other public corporation or of any private corporation of any sort whatsoever;

(h) To erect buildings and deal in building material;

(i) To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money of any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell or otherwise dispose of said mortgages;

(j) To guarantee or otherwise assist in the performance of contracts, undertakings or mortgages of any person, firm or corporation having business relations with the Company and to assume and take over such mortgages, undertakings or contracts on default;

(k) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock, or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

(l) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

(m) To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company and to amalgamate with any such company and to pay for the same by the issue and allotment of fully paid shares, bonds, debentures or other securities of the Company;

(n) To distribute among the shareholders of the Company in kind any property of the Company and in particular any shares, debentures or securities in any other company belonging to the Company or which the Company may have power to dispose of, provided that no such distribution which will impair the capital of the Company shall be made except upon compliance with the requirements of sections 48 and 49 or under and in accordance with the provisions of Section 81 of the said Act;

(o) To pay out of the capital of the Company all expenses in connection with and incidental to the incorporation and organization of the Company;

(p) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or

pagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions ou valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

(g) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(r) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui semblent avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(s) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(t) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(u) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la considération que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeur de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(v) Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, toutes autres compagnies ou corporations avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles compagnies ou corporations ou par toutes telles personne ou personnes;

(w) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

(x) Faire tout acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire pour sa protection ou son profit, comme détentrice ou intéressée en toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs ou toute propriété, droits, commerces ou entreprises; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou union de toute sorte, affectant toute compagnie dans laquelle la compagnie pourra détenir des actions, titres, obligations ou autres valeurs et acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner pour les fins de la compagnie et soit seule ou conjointement avec d'autres, tous biens, droits, industries ou entreprises dans lesquels la présente compagnie peut être intéressée comme porteur de toutes telles actions, parts, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs et promouvoir ou prendre part à la promotion de toute compagnie ou entreprise;

engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(g) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company, having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

(r) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(s) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(t) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

(u) To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

(v) To raise, and assist in raising, money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts, by any such Company, corporation or by any such person or persons;

(w) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

(x) To do any act or thing which the Company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities or any property, rights, business or undertaking; to take part in any reorganizations, reconstructions, amalgamations or merger of any kind affecting any company of which the company may hold stock, bonds, obligations or other securities, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of for the purpose of the company and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertakings in which the Company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debenture stock, bonds, obligations or other securities and to promote or take part in promoting any company or undertakings;

(y) Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

(z) Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Wallpaper Shop Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en trois cents (300) actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair, et le montant du capital total avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de mille cinq cents dollars (\$1,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de février, 1938.

JEAN BRUCHESI,

813

Sous-secrétaire de la Province.

(y) To invest the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

(z) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Wallpaper Shop Limited".

The capital stock of the company is divided into three hundred (300) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be one thousand five hundred dollars (\$1,500.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

814-o

Under Secretary of the Province.

"Cimon Limited" "Cimon Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février 1938, constituant en corporation: Philippe Lefebvre, agent d'assurances, J.-Alphonse Cimon, manufacturier, et Cyrias-Ferdinand Boucher, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, échanger, exploiter, opérer, importer, exporter, ou autrement exercer en général, le commerce et l'industrie de meubles et tous autres articles, effets et marchandises s'y rapportant, soit en gros soit en détail;

Acheter, posséder, louer, (Bail emphytéotique ou ordinaire) sous-louer, exploiter, aliéner ou autrement acquérir et disposer de magasins, boutiques, manufactures, négoce, ou tous autres genres de commerces et d'industries que la Compagnie croira capable d'être convenablement exercer; augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la Compagnie ou les rendre profitables; manufacturer, acheter, vendre, échanger, et disposer de tous autres articles, effets et marchandises;

Acquérir et employer de la vapeur, de l'électricité ou autres pouvoirs pour les fins sus-dites;

Vendre, répartir et livrer comme entièrement libérées des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de la Compagnie, en tout ou en partie d'icelle, en paiement ou paiement partiel de tout actif, inventions, industries, brevets, biens, valeurs, droits ou autres avantages ou considérations que la compagnie peut légalement acquérir et revendre aucunes de ces actions, obligations, débentures, ou autres valeurs en paiement ou en échange pour des actions, obligations, débentures, ou autres titres de toute autre compagnie faisant un commerce similaire ou connexe au commerce de cette compagnie;

Acquérir, prendre à bail, louer aliéner ou autrement acquérir et disposer le tout ou partie du tout des affaires, propriétés, personnelles, actifs, clientèle, achalandage, (Good-Will) de toute firme, société, personne, maisons, corporations, ou compagnies, que cette compagnie croirait nécessaire ou désirable pour son commerce et en particulier, des terrains, bâtisses, établissements, magasins, fonds de commerce, marchandises, outils, outillages, machines, machineries, voitures, automobiles, camions, chevaux, et tous

"Cimon Limited" "Cimon Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1938, incorporating: Philippe Lefebvre, insurance agent, J. Alphonse Cimon, manufacturer, and Cyrias Ferdinand Boucher, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, manufacture, exchange, exploit, operate, import, export or otherwise carry on generally, the furniture business and industry and any other goods, wares and merchandise connected thereto, both wholesale and retail;

To purchase, own, lease, (emphyteutic or ordinary lease) sublet, operate, alienate or otherwise acquire and dispose of stores, workshops, factories, trades, or any other lines of business or industry which the company may deem capable of being conveniently carried on; to enhance directly or indirectly the value of or render profitable the property or rights of the company; to manufacture, purchase, sell, exchange and dispose of any other goods, wares and merchandise;

To acquire and use steam, electricity and other power for the aforesaid purposes;

To sell, allot and deliver as fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company, in whole or in part, in payment or part payment for any assets, inventions, industries, patents, properties, securities, rights or other advantages or considerations which the company may lawfully acquire and to re-sell any of the said shares, bonds, debentures, or other securities in payment or in exchange for shares, bonds, debentures or other stock of any other company carrying on a business similar or incidental to the business of the present company;

To acquire, take on lease, lease, alienate or otherwise acquire and dispose of the whole or part of any of the business, personal, property, assets, custom, goodwill, of any firm, partnership, person, business concerns, corporations or companies, which the present company may deem necessary or desirable for its business and in particular, any lands, buildings, establishments, stores, stock in trade, merchandise, tools, equipment, machines, machinery, wagons, automobiles, trucks, horses, and any other properties, moveable and immoveable; to improve, conduct,

autres biens, meubles, et immeubles; améliorer, conduire, mettre à profits ou autrement faire le commerce avec ou sans les biens de la compagnie;

Payer, pour toutes acquisitions des objets susdits, en totalité ou en partie, soit en argent comptant, et/ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la Compagnie;

Entrer en arrangement quelconque pour union d'intérêts, dans la division des profits, coopérations, concessions réciproques, ou autrement avec d'autres personnes, firmes, sociétés, maisons, corporations, ou compagnies ayant des objets similaires ou connexes à ceux énumérés dans les présentes, à tels termes et conditions que la compagnie choisira;

Acquérir, détenir ou autrement recevoir en paiement des propriétés, marchandises ou autres valeurs, ou pour travaux faits, des actions, obligations, débetures, émises par une autre compagnie similaire ou connexe, les donner ou en disposer;

Se joindre, se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer échanger ou autrement disposer du commerce ou de l'industrie de la compagnie, ou de toute partie, pour telle compensation que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie, dont les objets sont en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie;

Rémunérer, toute personne, firme, société, maison, corporation, ou compagnie, soit en argent comptant ou avec l'approbation des actionnaires, au moyen d'actions entièrement ou partiellement libérées, obligations, débetures ou autres valeurs à être données à toute personne, firme, société, corporation, ou compagnie, pour services rendus, ou à rendre à la compagnie, ou achats faits, ou baux acquis, en rapport à son incorporation, sa promotion, son organisation, ou en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement de toutes actions, du capital-actions de la Compagnie, ou de toutes débetures, obligations, ou autres valeurs en rapport avec la conduite de ses affaires;

Distribuer, en espèces ou autrement comme dividendes déclarés légalement à même les bénéfices de la Compagnie, ou de la manière prévue par l'article Numéro 81 de la "Loi des Compagnies de Québec", les biens quelconques de la Compagnie, entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la totalité, ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures, ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Emprunter, des fonds sur le crédit de la compagnie, et émettre des bons, débetures, obligations, ou autres valeurs de la compagnie, ou les donner en gage, ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Placer, et disposer des fonds de la compagnie, non immédiatement requis, de telle manière qu'il pourra en être déterminé de temps à autre;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, récépissés d'entrepôt et autres effets négociables et transférables;

Faire, passer et adopter des règlements tel qu'à l'ordinaire pour la régie du bureau de direction, aux fins d'atteindre les buts précités;

turn to account or otherwise do business, with or without the assets of the company;

To pay for any acquisitions of the aforesaid objects, in whole or in part, either in cash, and/or in fully paid-up shares of the capital stock of the company;

To enter into any arrangement whatsoever for union of interests, sharing of profits, cooperation, reciprocal concessions or otherwise with other persons, firms, partnerships, business concerns, corporations or companies having objects similar or incidental to those herein enumerated, upon such terms and conditions as the company may determine;

To acquire, hold or otherwise receive in payment for properties, merchandise or other securities, or for work done, shares, bonds, debentures, issued by another similar or like company, to give or dispose of the same;

To unite or amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the business or industry of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company;

To remunerate any person, firm, partnership, business concern, corporation or company, either in cash or with the approval of the shareholders, with fully paid-up or partly paid-up shares, bonds, debentures or other securities to be given to any person, firm, partnership, corporation or company for services rendered or to be rendered to the company, or for purchases made, or leases acquired, in connection with its incorporation, promotion, organization, or by placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the capital stock of the company, or any debentures, bonds or other securities or in or about the conduct of its business;

To distribute, in specie or otherwise, as dividends lawfully declared out of the profits of the company, or in the manner provided for by article Number 81, of the "Quebec Companies' Act", any assets whatsoever of the company, among its members and in particular the shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the whole or any part of the assets of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part whatsoever of the assets and liabilities of the present company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures, obligations or other securities of the company, or pledge or sell the same for such sums or price as may be deemed expedient;

To invest and dispose of the funds of the company, not immediately required, in such manner as may be determined from time to time;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, warehouse receipts and other negotiable and transferable instruments;

To make, pass and adopt by-laws as is customary, for the management of the board of directors, for the purpose of attaining the aforesaid objectives;

Faire, chacune ou toutes les choses ci-dessus, comme manufacturiers, marchands, principaux, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire tous et chacune des actes ou choses incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités et à l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie a été formée, sous le nom de "Cimon Limited" "Cimon Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, aux numéros 1833 à 1841 rue Visitation.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de février 1938.

JEAN BRUCHESI,

815-o

Sous-secrétaire de la Province.

To do all or any of the aforesaid things, as manufacturers, merchants, principals, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all or any acts or things incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects and for the accomplishment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Cimon Limited" "Cimon Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, at Numbers 1833 to 1841 Visitation Street.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

816

Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

"A. Asch Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 19, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de janvier 1938, changeant le nom de la compagnie "Asch Advertising Company Ltd", en celui de "A. Asch, Company Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de janvier 1938.

JEAN BRUCHESI,

817-o

Sous-secrétaire de la Province.

Supplementary Letters Patent

"A. Asch Company Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 19, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1938, changing the name of the company "Asch Advertising Company Ltd", to that of "A. Asch Company Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1938.

JEAN BRUCHESI,

818

Under Secretary of the Province.

"Compagnie Belgo-Canadienne de Crédit Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du deuxième jour de février 1938, à la compagnie "Compagnie Belgo-Canadienne de Crédit Limitée", ratifiant le règlement numéro 2 de la compagnie, augmentant son capital, comme suit, savoir:

1°) Que le capital de la Compagnie soit augmenté d'un million (\$1,000,000.) à cinq millions de dollars (\$5,000,000.), par l'émission de quarante mille (40,000) actions ordinaires de la valeur au pair de cent dollars (\$100.) chacune;

2°) Que les susdites quarante mille (40,000) actions soient émises et réparties par les directeurs, de telle manière et en telle proportion que les directeurs jugeront à propos pour l'avantage de la Compagnie;

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de février 1938.

JEAN BRUCHESI,

819-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Compagnie Belgo-Canadienne de Crédit Limitée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1938, to the company "Compagnie Belgo-Canadienne de Crédit Limitée", ratifying by-law number 2 of the company, increasing its capital, as follows, to wit:

1°) That the capital-stock of the company be increased from one million (\$1,000,000.) to five million dollars (\$5,000,000.) by the issue of forty thousand (40,000) common shares of the par value of one hundred dollars (\$100.) each.

2°) That the aforesaid forty thousand (40,000) shares be issued and allotted by the directors, in such manner and in such proportion as the directors may deem expedient for the advantage of the Company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

820

Under Secretary of the Province.

"Foreign Light and Power Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deuxième jour de février 1938, à la compagnie "Foreign Light and Power Company", ratifiant le Règle-

"Foreign Light and Power Company"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1938, to the company "Foreign Light and Power Company", ratifying By-law

ment "E" de la compagnie, réduisant son capital, comme suit, à savoir:

1. Que le capital-actions de la compagnie soit et il est par les présentes réduit par l'annulation de 2,500 actions privilégiées de première priorité émises de la compagnie d'une valeur au pair de \$100.00 chacune qui ont été rachetées par la compagnie sur appel conformément à l'autorité contenue à cet effet dans les lettres patentes constituant la compagnie en corporation, telles qu'amendées, de manière à ce que dans l'avenir, le capital-actions autorisé de la compagnie consistera en 52,500 actions privilégiées, de première priorité, cumulatives, à \$6.00, 50,000 actions privilégiées, de seconde priorité, à \$6.50, 50,000 actions des administrateurs, et 300,000 actions ordinaires, dont 2,500 actions privilégiées de première priorité, 35,000 actions privilégiées de seconde priorité, 50,000 actions des administrateurs et 190,000 actions ordinaires seront en cours.

2. Que suivant l'approbation de ce Règlement par les actionnaires de la Compagnie de la manière prescrite par la Loi, chaque deux directeurs ou officiers de la compagnie soient et ils sont par les présentes autorisés pour et au nom de la compagnie à présenter une requête au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec pour obtenir des lettres patentes supplémentaires confirmant ce Règlement, et à signer tous les dits documents et réaliser et faire tous tels actes et choses qu'ils peuvent, à leur gré, considérer comme nécessaires, désirables ou utiles et appropriés pour obtenir la dite confirmation, et faire et compléter la dite réduction du capital.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce deuxième jour de février 1938.

JEAN BRUCHESI,

821 Sous-secrétaire de la Province.

"E" of the company, reducing its capital, as follows, to wit:

1. That the share capital of the Company be and it is hereby reduced by the cancellation of 2,500 issued first preferred shares of the Company of the par value of \$100.00 each which have been redeemed by the Company by call pursuant to authority in that behalf contained in the Letters Patent incorporating the Company, as amended, so that in future the authorized share capital of the Company shall consist of 52,500 \$6.00, cumulative first preferred shares, 50,000 \$6.50 second preferred shares, 50,000 managers' shares, and 300,000 common shares, of which 2,500 first preferred shares, 35,000 second preferred shares, 50,000 managers' shares and 190,000 common shares shall be outstanding.

2. That following the approval of this By-law by the shareholders of the Company in the manner prescribed by law, any two directors or officers of the Company be and they are hereby authorized for and on behalf of the Company to make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for Supplementary Letters Patent confirming this By-law, and to sign all such documents and perform and do all such acts and things as they in their discretion may consider necessary desirable or useful and proper to obtain such confirmation and to carry out and complete the said reduction of capital.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this second day of February, 1938.

JEAN BRUCHESI,

822-o Under Secretary of the Province.

"Institut Agricole Belge au Canada"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et unième jour de janvier 1938, à la compagnie "Institut Agricole Belge au Canada", modifiant les lettres patentes originales, comme suit, savoir:

Que le montant des biens immobiliers que la Corporation peut posséder soit augmenté de soixante-quinze mille (\$75,000) à cent mille dollars (\$100,000);

Que le susdit montant de \$25,000, soit réparti par les directeurs de telle manière et une telle proportion que les directeurs le jugeront à propos pour l'avantage de la Corporation;

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de janvier 1938.

JEAN BRUCHESI,

823-o Sous-secrétaire de la Province.

"Institut Agricole Belge au Canada"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1938, to the company "Institut Agricole Belge au Canada", modifying the original letters patent, as follows, to wit:

That the amount of the immovable properties which the corporation may possess be increased from seventy five thousand dollars (\$75,000) to one hundred thousand dollars (\$100,000);

That the aforesaid amount of \$25,000, be divided among the directors in such a manner and in such proportion as the directors may deem expedient for the advantage of the Corporation;

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of January, 1938.

JEAN BRUCHESI,

824 Under Secretary of the Province.

"The Sherbrooke Motors Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente et unième jour de janvier, 1938, à la compagnie "The Sherbrooke Motors Limited", ratifiant les règlements Nos 6 et 7 de la compagnie comme suit, à savoir:

"The Sherbrooke Motors Limited"

Notice is hereby given that under part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1938, to the company "The Sherbrooke Motors Limited", ratifying By-laws Nos. 6 and 7 of the company, as follows, to wit:

Règlement No 6

By-law No. 6

Que le capital-actions de la compagnie soit réduit de \$30,000.00, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune et 2000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5.00 chacune, à \$22,000.00, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et 2000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1.00 chacune, et que cette réduction soit effectuée en annulant le capital qui a été perdu ou qui n'est pas représenté par l'actif disponible jusqu'à concurrence de \$4.00 par action ordinaire sur chacune des actions ordinaires; et en réduisant la valeur nominale de toutes les actions ordinaires de la compagnie de \$5.00 à \$1.00 l'action;

That the capital stock of the Company be reduced from \$30,000.00 divided into 200 preference shares of a par value of \$100.00 each and 2000 common shares of a par value of \$5.00 each, to \$22,000.00 divided into 200 preference shares of a par value of \$100.00 each, and 2000 common shares of a par value of \$1.00 each, and that such reduction be effected by cancelling capital which has been lost or is unrepresented by available assets to the extent of \$4.00 per common share upon each of the common shares; and by reducing the nominal value of all common shares of the company from \$5.00 to \$1.00 a share;

Règlement No 7

By-law No. 7

Que les dispositions des lettres patentes de la compagnie soient amendées en retranchant le paragraphe 1 de l'exposé des préférences, priorités, privilèges, limitations, restrictions, qualifications et conditions attachés aux actions privilégiées et auxquels elles sont sujettes, le dit paragraphe portant le No 1, et commençant par les mots "les porteurs des" et finissant par les mots "ci-dessus, dans les présentes, prévus"; et substituant au dit paragraphe ce qui suit:

1°. Les dites actions privilégiées auront droit dans chaque période semestrielle de dividende, à des dividendes privilégiés non cumulatifs, lorsque, quand et de la manière déclarés par le bureau de direction, des surplus ou profits nets de la compagnie au taux de \$6.00 par action par année et pas davantage, payable semi-annuellement les premiers jours de janvier et de juillet de chaque année. Si dans toute année du calendrier le bureau de direction à sa discrétion ne déclare pas les dits dividendes ou une partie quelconque d'iceux sur les dites actions privilégiées pour la dite année du calendrier, alors le droit des dites actions privilégiées aux dits dividendes ou à une partie quelconque non déclarée des dits dividendes pour la dite année du calendrier sera pour toujours périmé.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de janvier, 1938.

JEAN BRUCHESI,

825

Sous-secrétaire de la Province.

That the provisions of the Letters Patent of the Company be amended by striking out paragraph 1 of the statement of the preferences, priorities, privileges, limitations, restrictions, qualifications and conditions carried by the preference shares and to which they are subject, the said paragraph being numbered 1 and beginning with the words "the holders of" and ending by the words "hereinbefore provided for;" and substituting for the said paragraph the following:

1°. The said preference shares shall be entitled in each half-yearly dividend period to non-cumulative preferential dividends when, as and if declared by the Board of Directors from the surplus or net profits of the company at the rate of \$6.00 per share per annum and no more, payable semi-annually on the first days of January and July in each year. If in any calendar year the Board of Directors in its discretion shall not declare the said dividends or any part thereof on the said preference shares for such calendar year, then the right of the said preference shares to such dividends or to any undeclared part thereof for such calendar year shall be forever extinguished."

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of January, 1938

JEAN BRUCHESI,

826-0

Under Secretary of the Province.

"The St. Maurice Forest Protective Association, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, article 201, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et unième jour de janvier 1938, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de : "The St. Maurice Forest Protective Association, Limited", la compagnie "The St. Maurice Forest Protective Association, Limited", constituée en corporation, en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mars 1912, dans les buts suivants:

Organiser, installer et exploiter un système de protection tout à fait efficace contre le feu, y compris tous les terrains à bois situés dans la Vallée du St-Maurice;

Fournir une surveillance d'urgence pour combattre le feu jusqu'à ce que le secours vienne du propriétaire du terrain, et dans la suite coopérer avec lui;

"The St. Maurice Forest Protective Association, Limited"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, article 201, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of January, 1938, to constitute as a corporation without share capital, under the name of "The St. Maurice Forest Protective Association, Limited", the "The St. Maurice Forest Protective Association, Limited", incorporated by letters patent, under the Quebec Companies' Act, bearing date the nineteenth day of March, 1912, for the following purposes:

To formulate, install and operate a thoroughly efficient system of Protection from fire, including all the timber lands in the St. Maurice Valley;

To furnish emergency supervision in the fighting of fire until relieved by the land owner, and thereafter to cooperate with him;

Poursuivre les transgresseurs des lois et règlements contre le feu;

Promouvoir des mesures législatives et éducationnelles pour conserver nos ressources naturelles en général;

Coopérer avec le Gouvernement Provincial dans la protection des forêts, et à l'entretien des réserves forestières;

Établir, maintenir et exploiter un système téléphonique sur les terrains, sous permis, en rapport avec les opérations forestières et les objets de l'Association;

Construire des routes, sentiers, et les entretenir sur les terrains sous permis, et sur tous terrains jugés nécessaires pour établir des communications avec les terrains sous permis, conformément à la Loi;

Bâtir et entretenir des tours d'observation ou postes de surveillance, à divers endroits jugés nécessaires, sur les terrains sous permis, et autres, conformément à la Loi;

Grouper d'une manière plus étroite aucune et toutes corporations, sociétés ou personnes possédant ou louant des limites à bois sur la rivière St-Maurice ou ses tributaires, pour coopérer dans la protection des forêts contre le feu;

Et faire aucun et tous actes qui sembleront nécessaires pour exercer les opérations de la compagnie, de manière à ce qu'elle puisse atteindre plus efficacement le but pour lequel elle est constituée en corporation;

Le bureau principal de la corporation est en la cité de Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières;

Le montant auquel est limitée la valeur du revenu provenant des biens immobiliers que la corporation peut acquérir, ou posséder, est de \$200,000.00;

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de janvier 1938.

JEAN BRUCHESI,

827 Sous-secrétaire de la Province.

To prosecute transgressors of the fire laws and regulations;

To promote legislative and educational measures, to conserve forest resources in general;

To cooperate with the Provincial Government in the protection of forests, and the maintenance of forest reserves;

To establish, maintain and operate a telephone system upon, and over the lands, under license, in connection with lumbering operations and the objects of the Association;

To build roads, trails, and maintain the same upon and over the lands under license, and upon and over all lands deemed necessary to establish communication with the lands under licenses, according to law;

To build and maintain observation towers or lookout stations at various points on the lands under license and others, according to law, as may be necessary;

To bring closer together all and any corporations, partnerships or persons owning or leasing timber lands on the St. Maurice River on its tributaries, to cooperate in the protection of forests from fire;

And to do any and all acts which may be deemed necessary to carry on the business of the company, that it may more effectually accomplish the purposes for which incorporation is sought;

The head office of the corporation is in the City of Three Rivers, in the District of Three Rivers;

The amount to which would be limited the value of the revenue deriving from the immovable property which the Corporation may acquire, or possess, shall be \$200,000.00.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of January, 1938.

JEAN BRUCHESI,

828-o Under secretary of the Province.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Saguenay, Cour Supérieure No 5981. Dame Zarilda Warren, de la Pointe-au-Pic, district de Saguenay, épouse commune en biens de Herménégilde Tremblay, du même lieu, infirmier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Herménégilde Tremblay, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 janvier 1938.

La Malbaie, ce 3 janvier 1938.

Le procureur de la demanderesse,

849-o ANTONIO GERVAIS.

Canada, Province of Quebec, District of Saguenay, Superior Court, No. 5981, Dame Zarilda Warren, of Pointe-au-Pic, district of Saguenay, wife common as to property of Herménégilde Tremblay, of the same place, hospital orderly, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Herménégilde Tremblay, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case the 3rd of January, 1938.

La Malbaie, this 3rd of January, 1938.

ANTONIO GERVAIS,

850 Attorney for Plaintiff

Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, No. 36,144. Dame Marie-Blanche Maranda, épouse commune en biens de Charles-Eugène Bernier, négociant, de la Cité de Québec, demanderesse; vs Ledit Charles Eugène Bernier, du même lieu; défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quinzième jour de février, 1938.

Québec, le 16 février, 1938.

Le procureur de la demanderesse,

875-o F. CHOQUETTE.

Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 36,144. Dame Marie-Blanche Maranda, wife common as to property of Charles-Eugène Bernier, merchant, of the City of Quebec, plaintiff; vs the said Charles-Eugène Bernier, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the fifteenth day of February, 1938.

Québec, February 16th, 1938.

F. CHOQUETTE,

876 Attorney for the Plaintiff.

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET
CRÉANCIERS

Dans l'affaire de Olivier Phaneuf, cultivateur, de Saint-Damase, comté et district de Saint-Hyacinthe, en faillite.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le NEUVIEME jour de MARS 1938, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Damase, avec l'effet du décret, les immeubles du dit Olivier Phaneuf, savoir:

1) a. Une terre sise et située en la dite paroisse de Saint-Damase, dans le rang de la Rivière, ayant deux arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, tenant d'un bout à la Rivière, à l'autre bout aux terres de Corbin, d'un côté à Calixte Benoit et de l'autre côté à Louis Hébert—avec maison, granges et autres bâties dessus érigées, telle que décrite en un acte de donation par Olivier Phaneuf & Uxor à M. Pierre Phaneuf, reçu le 24 janvier 1879, devant Me. Ls Brin, notaire, et maintenant connue et désignée, sous le numéro cent vingt-huit (128) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Damase, sise et située, la dite terre, sur la rive Nord de la rivière Yamaska;

b. Une autre terre située du côté Nord de la rivière Yamaska, en la paroisse de Saint-Damase, de trois arpents sur trente, plus ou moins, voisine de David Vasseur et Misael Blanchard, — avec maison et autres bâties y érigées, connue et désignée sur le plan cadastral hypothécaire de Saint-Damase, sous le numéro cent trente-deux (132);

c. Un morceau de bois sis et situé sur la montagne de Saint-Paul, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, sous le lot numéro quatre-vingt-dix (470);

2) a. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Damase, rang Sainte-Marie-Anne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Damase, division d'enregistrement du comté de Saint-Hyacinthe, sous le numéro cinq cent quatre-vingt-un (581) de la contenance d'environ trois arpents en superficie, le dit terrain étant tout en petits arbustes;

b. Un autre lopin de terre, d'environ deux arpents et demi en superficie, situé en le susdit rang Sainte-Marie-Anne, dans la dite paroisse de Saint-Damase, étant le numéro cinq cent soixante-douze (572) du cadastre de la paroisse de Saint-Damase;

Les susdits immeubles seront vendus sujets à la taxe de $3\frac{1}{2}$ pour cent payable au gouvernement provincial. La vente des dits immeubles est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du Code de Procédure Civile, et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: comptant:

Saint-Hyacinthe, ce vingt-cinquième jour de janvier 1938.

Le syndic et séquestre officiel sous la Loi d'Arrangement entre Cultivateurs et Créanciers,
643—5-2-o PH. POTHIER.

FARMERS CREDITORS ARRANGEMENT ACT

In the matter of Olivier Phaneuf, farmer of Saint Damase, county and district of Saint Hyacinthe, Insolvent.

Public notice is hereby given that WEDNESDAY, the NINTH day of MARCH, 1938, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of the roman catholic parish of Saint-Damase, there shall be sold at public auction, the following immoveables belonging to the aforesaid estate, with the same effect of a sheriff's sale, to wit:

1) a. A land situated in the parish of Saint Damase, in the range "de la Rivière" containing two acres in width by thirty acres in length, bounded on one end by the river, on the other end by the lands of the range of Corbin, on one side by Calixte Benoit and on the other side by Louis Hébert—with house, stables and other buildings erected, the whole as described in a deed of Donation by Olivier Phaneuf & Uxor to Mr. Pierre Phaneuf, passed on January 24th., 1879, before Mr. Ls. Brin, Notary, and actually known and designated under number one hundred twenty-eight (128) in the official plan and cadastre of the parish of Saint Damase, the said land being situated on the North shore of Yamaska river;

b. Another land situated on the North shore of Yamaska river, in the parish of Saint Damase, containing three acres by thirty, more or less, adjoining David Vasseur and Misael Blanchard—with a house and other buildings erected, known and designated in the official plan and cadastre of Saint Damase under number one hundred thirty-two (132);

c. A piece of land in wood situated on Saint Paul Mountain, known and designated in the official plan and cadastre of the parish of Saint Paul d'Abbotsford under number four hundred seventy (470);

2) a. A land situated in the parish of Saint Damase, in the range Sainte Marie Anne, known and described in the official plan and cadastre of the said parish of Saint Damase, under number five hundred eighty-one (581), containing approximately an area of three acres, the said land being covered with bushes;

b. Another piece of land containing approximately an area of two acres and one half, situated in the said range Sainte Marie Anne, in the said parish of Saint Damase, being lot number five hundred seventy-two (572) of the cadastre of the parish of Saint Damase;

The said lands will be sold subject to the tax of $3\frac{1}{2}$ % payable to the provincial Government. The sale of these immoveables shall be made pursuant to articles seven hundred sixteen and seven hundred seventeen (716 and 717) of the Code of Civil Procedure and also to article forty-five (45) of the Bankruptcy Act. This sale will have the same effects of a sheriff's sale.

Conditions: Cash.

Saint Hyacinthe, this twenty-fifth day of January, 1938.

PH. POTHIER,
Trustee and Official Receiver under Farmers
644—5-2-o Creditors Arrangement Act.

Vente pour taxes municipales

Sale for municipal taxes

Province de Québec—District de Chicoutimi.

Province of Quebec—District of Chicoutimi.

PAROISSE DE SAINT-FULGENCE.

PARISH OF SAINT FULGENCE.

Avis public est par les présentes donné par Tancrède Turcotte, secrétaire-trésorier de la municipalité de Saint-Fulgence, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du huit février, l'an mil neuf cent trente-huit, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46a de la loi de la Commission municipale de Québec, de faire vendre les immeubles sur lesquels il est dû des taxes générales ou spéciales, municipales ou scolaires; qu'en conséquence les lots ou parties de lots ci-après mentionnés seront vendus par encan public dans la salle publique de la paroisse de Saint-Fulgence, dans le comté de Chicoutimi (salle des séances du conseil de la municipalité de Saint-Fulgence), le HUITIEME jour de MARS, mil neuf cent trente-huit, à DIX heures de l'avant-midi, heure normale, pour taxes générales ou spéciales, municipales ou scolaires dues à la municipalité de la paroisse de Saint-Fulgence et à la commission scolaire de Harvey, à moins qu'elles soient payées avec les intérêts et les frais avant la vente.

Public notice is hereby given by Tancrède Turcotte, Secretary Treasurer of the Municipality of Saint Fulgence, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the eighth of February, in the year one thousand nine hundred and thirty eight, has ordered the undersigned, in conformity with the provisions of article 46a of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables on which are due general or special, municipal or school taxes; that consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction in the public hall of the parish of Saint Fulgence, in the County of Chicoutimi (Meeting-room of the Council of the municipality of Saint Fulgence), on the EIGHTH day of MARCH, one thousand nine hundred and thirty eight, at TEN o'clock in the forenoon, standard time, for general or special, municipal or school taxes due to the municipality of the parish of Saint Fulgence and to the School Commission of Harvey, unless the same be paid with interest and costs before the sale.

Numéro d'ordre — Numerical Order	Nom du propriétaire ou occupant — Name of proprietor or occupant	Numéro du cadastre — Cadastral Number	Rang — Range	Canton — Township	Superficie approximative en acres — Approximate area in acres
1.....	La Compagnie Jalbert Inc.....	P.-Pt. 34-35.	1	Harvey...	6

Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton Harvey, sous les numéros trente-quatre et trente-cinq (34 et 35) du premier rang, au cadastre officiel du canton Harvey avec bâtisses et dépendances, avec réserve:—

1. En faveur de Price Brothers Co., Ltd., le droit de poser sur ledit terrain des poteaux pour y attacher les booms et autres pièces de bois, estacades, chaînes, ancrés, cordes, etc., de passer et vaquer sur ledit terrain, le tout tel que ce droit est décrit à l'acte de vente consenti à Joseph Lavoie par Price Brothers & Co. Ltd., enregistré numéro 18,351.

2. En faveur de Joseph Lavoie et ses représentants qui seront propriétaires de sa ferme le droit à perpétuité de passer et repasser sur ledit terrain vendu, à pied ou en voiture et de toutes façons, à l'endroit le plus commode à cette fin.

3. En faveur de Joseph Lavoie et ses représentants qui seront propriétaires de la même ferme le droit de se servir du quai qui sera construit à cet endroit par la compagnie, pour y charger leur bois, mais sans nuire à l'exploitation de ce quai par la compagnie, le bois de commerce que le dit Joseph Lavoie ou ses représentants feront sur leur ferme et ce en attendant son chargement; ce bois devra être ainsi déposé sur le terrain qui sera désigné par la compagnie.

Dans l'exercice de ces privilèges, le dit Joseph Lavoie et ses représentants seront tenus de se conformer aux règlements qui seront faits de temps à autre par la compagnie, en vue de la protection de sa propriété contre l'incendie et autres fins.

The lot of land known and designated on the official cadastre for the township of Harvey, under numbers thirty-four and thirty-five (34 and 35) of the first range, on the official cadastre for the township of Harvey—with buildings and dependencies, with reserve:—

1. In favour of Price Brothers Co., Ltd., the right to erect, on the said lot of land, poles, for attaching thereto the booms and other pieces of timber, piles, chains, anchors, ropes, etc., to cross back and forth over the said lot of land, the whole as the said right is described in a deed of sale consented to Joseph Lavoie by Price Brothers & Co., Ltd., registered under No. 18, 351.

2. In favour of Joseph Lavoie and his representatives who shall or may by the proprietors of the said farm, the right to pass back and forth over the said lot of land sold, on foot or with vehicle and in any manner, at the most suitable place for such purpose.

3. In favour of Joseph Lavoie and his representatives who shall or may be the proprietors of the same farm, the right to use the wharf which is to be built at this place by the company, for the loading of their timber, but without obstructing the use of the said wharf by he company, the lumber which the said Joseph Lavoie or his representatives cut on their farm and such while awaiting loading; such timber to be piled on the land to be designated by the company.

In the exercise of the said privileges, the said Joseph Lavoie and his representatives will be obliged to conform with the regulations to be made from time to time by the company, with a view to the protection of its property against fire and for other purposes.

2.....	Corneau, Maurice.....	65.....	3.....	Harvey...	100
--------	-----------------------	---------	--------	-----------	-----

Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton de Harvey sous le numéro soixante et cinq (65) du troisième rang, au cadastre officiel du canton de Harvey, avec bâtisses et dépendances.

The lot of land known and designated on the official cadastre for the Township of Harvey under number sixty-five (65) of the third range, on the official cadastre for the Township of Harvey—with buildings and dependencies.

Número d'ordre Numerical Order	Nom du propriétaire ou occupant Name of proprietor or occupant	Número du cadastre Cadastral Number	Rang Range	Canton Township	Superficie approximative en acres Approximate area in acres
3	Larouche, Alphonse	61	3	Harvey	100

Ce lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton de Harvey sous le numéro soixante et un (61) du troisième rang, au cadastre officiel, avec bâtisses dessus construites et dépendances. Ce lot de terre mesure une superficie d'environ cent acres et est borné au sud-ouest par les terres du second rang; au nord-ouest, par les terres du quatrième rang; au sud, par le terrain de Xavier Gagnon et au nord-ouest, par le terrain de Siméon Gagnon.

That lot of land known and designated on the official cadastre for the Township of Harvey under number sixty-one (61) of the third range, on the official cadastre—with buildings thereon erected and dependencies. This lot of land measures in area about one hundred acres and is bounded on the southwest by the lands of the second range; on the northwest by the lands of the fourth range; on the south by the land of Xavier Gagnon and on the northwest, by the land of Siméon Gagnon.

4	Brassard, Patrick	39,40 et-and ½ du of 41..	3	Harvey	250
---	-------------------	------------------------------	---	--------	-----

Ces lots de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Harvey sous les numéros trente-neuf, quarante, et demie du quarante et un (39, 40 et demie du 41) du troisième rang, au cadastre officiel, avec bâtisses dessus construites et dépendances, suivant acte devant P.-A. Hudon, notaire, le 4 août 1930, numéro 7896, enregistré le 9 août 1930, numéro 55,011.

Those lots of land known and designated on the official cadastre for the Township of Harvey under numbers thirty-nine, forty, and half of forty-one (39, 40 and half of 41) of the third range, on the official cadastre—with buildings thereon erected and dependencies, according to deed before P. A. Hudon, Notary, the 4th August, 1930, No. 7896, registered the 9th August 1930, No. 55,011.

5	Brassard, François	42, 43 et-and ½ du-of 41..	3	Harvey	250
---	--------------------	-------------------------------	---	--------	-----

Ces lots de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Harvey sous les numéros quarante-deux, quarante-trois, et demie du quarante et un (42, 43 et demie du 41) du troisième rang, du cadastre officiel du canton de Harvey, avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Those lots of land known and designated on the official cadastre for the Township of Harvey under numbers forty-two, forty-three and half of forty one (42, 43 and half of 41) of the third range, of the official cadastre for the Township of Harvey—with buildings thereon erected and dependencies.

6	Hensen, Occel	Ptie-Pt. 12-A	1	Harvey	100 pds-feet
---	---------------	---------------	---	--------	--------------

Un lopin de terre ou emplacement ayant cent-dix pieds de largeur sur la profondeur qui est de soixante-et-dix pieds, faisant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Harvey sous le numéro douze-A (12-A) du premier rang de ce canton, borné au sud par le chemin public; à l'ouest, par Honoré Desgagné, possédant le numéro onze du même rang et du même cadastre, et des côtés nord et est par François Dallaire.

A parcel of land or emplacement measuring one hundred and ten feet in width by the depth which is seventy feet, forming part of the lot known and designated on the official cadastre for the Township of Harvey under number twelve-A (12-A) of the first range of the said Township, bounded on the south by the public road; on the west by Honoré Desgagné, owning number eleven of the same range and same cadastre, and on the north and east sides by François Dallaire.

7	Gagné, Mme-Mrs. Vve-Wid. Frs	Ptie-Pt. 9-A	1	Harvey	100 pieds-feet
---	------------------------------	--------------	---	--------	----------------

Un lopin de terre ayant cent pieds de largeur, de l'est à l'ouest, sur la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin neuf passant en arrière de la maison construite sur ledit terrain et l'ancien chemin passant en front de la dite maison, faisant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Harvey, sous le numéro neuf-A (9-A) du premier rang de ce canton, borné au nord par le chemin neuf, au sud, par l'ancien chemin, à l'ouest, par Henri Sergerie ou encore par une ligne droite passant à deux perches à l'est du gros ruisseau qui se trouve à cet endroit, et à l'est, encore par Henri Sergerie.

A parcel of land measuring one hundred feet in width, from east to west, by whatever depth there may be between the new road passing in rear of the house erected on the said parcel of land and the old road passing in front of the said house, forming part of the lot known and designated on the official cadastre for the Township of Harvey, under number nine-A (9-A) of the first range of the said township, bounded on the north by the new road, on the south by the old road, on the west by Henri Sergerie or again by a straight line passing at two perches east of the wide stream which flows at this place, and on the east, also by Henri Sergerie.

8	Tremblay, Louis Gothe	14..... 5..... Ptie-Pt. 15..	8..... 9..... 8.....	Tremblay " "	125 acres
---	-----------------------	------------------------------------	----------------------------	--------------------	-----------

Cette terre appartient à Dame Brigitte Gagnon, épouse de Elie Lapointe, qui l'a louée avec bail et promesse de vente à MM. Louis Tremblay et Johnny Tremblay, tous deux fils de Johnny (Gothé) et elle est décrite comme suit:—

a) Les lots numéros quatorze (14) du huitième rang et cinq (5) du neuvième rang, au cadastre officiel du canton de Tremblay.

b) Une pointe de terre à prendre dans l'angle sud-est du lot numéro quinze (15) du huitième rang, au cadastre officiel du canton Tremblay, et comprise dans les bornes suivantes:—en front, au sud, aux terres du septième rang; vers l'est, au numéro 14 ci-dessus, et vers le nord-ouest, à la Rivière à la Loutre, avec toutes bâtisses et dépendances.

That farm belongs to Dame Brigitte Gagnon, wife of Elie Lapointe, who rented the said farm with lease and promise of sale to Messrs. Louis Tremblay and Johnny Tremblay, both sons of Johnny (Gothé) and which is described as follows:

a) Lots numbers fourteen (14) of the eighth range, and five (5) of the ninth range, on the official cadastre for the Township of Tremblay.

b) A point of land to be taken in the southeast corner of lot number fifteen (15) of the eighth range, of the official cadastre for the Township of Tremblay, and comprised within the following boundaries:—in front, on the South by the lands of the seventh range; on the east, by number 14 hereinabove, and on the northwest, by the "La Loutre" river—with all the buildings and dependencies.

Número d'ordre Numerical Order	Nom du propriétaire ou occupant Name of proprietor or occupant	Número du cadastre Cadastral Number	Rang Range	Canton Township	Superficie approximative en acres Approximate area in acres
9.....	Harvey, Wilfrid.....	19.....	8.....	Tremblay	100 acres

Le lot numéro dix-neuf (19) du rang 8, au cadastre officiel du canton de Tremblay, appartenant à madame Albertine Harvey, veuve en premières noces de Pierre Harvey, et épouse en secondes noces de Wilfrid Harvey, avec bâtisses et dépendances.

Lot number nineteen (19) of range 8, of the official cadastre for the Township of Tremblay, belonging to Dame Albertine Harvey, widow by first marriage of Pierre Harvey, and wife by second marriage of Wilfrid Harvey—with buildings and dependencies.

10.....	Pilote, Edgar.....	L-2 Ptie-Pt. L-1. B.....	Tremblay	100
---------	--------------------	--------------------------	----------	-----

Une terre mesurant environ quatre arpents et demie de largeur, du sud-ouest au nord-ouest, et formée du lot lettre L-deux (L-2) et de la partie nord-est du lot lettre L-1 (L-un), dans le rang B, au cadastre officiel du canton de Tremblay, laquelle terre est comprise dans les bornes suivantes:— en front, au sud-est, au chemin public; en profondeur, au nord-est, au lot numéro vingt-sept du septième rang du dit canton; d'un côté, au nord-est, aux terres du huitième rang, et de l'autre côté, au sud-ouest, au terrain de David Simard ou représentants, possédant l'arpent et demie sud-ouest du dit Lot L-un avec toutes bâtisses et dépendances; sauf à distraire l'emplacement de Joseph Tremblay "Alexis" et celui de Henri Tremblay, Camille.

NOTE:—Dans la vente pour taxes en date du 2 avril 1935, numéro 10,058, la description était incomplète, vu que la partie seulement L-1 ci-dessus a été vendue sur Alcide Pilote. Cette terre est encore au nom de Edgar Pilote, sauf la partie vendue à la municipalité de Saint-Fulgence, le 2 avril 1935, comme dit ci-dessus.

A farm measuring about four arpents and one half in width, from southwest to northwest, and composed of lot letter L-two (L-2) and of the northeast part of lot letter L-1 (L-one), in range B, of the official cadastre for the Township of Tremblay, the said farm is comprised within the following boundaries:—in front, on the southeast, by the public road; in depth, on the northeast, by lot number twenty-seven of the seventh range of said township; on one side, on the northeast, by the lands of the eighth range, and on the other side, on the southwest, by the land of David Simard or representatives, owning the southwest arpent and one half of said lot L-one—with all the buildings and dependencies; save to be deducted the emplacement of Joseph Tremblay "Alexis" and that of Henri Tremblay, Camille.

NOTE:—In the sale for taxes dated the 2nd April 1935, Number 10,058, the description was incomplete, because only Part L-1, hereinabove, was sold under Alcide Pilote. This farm is still in the name of Edgar Pilote, save that part sold to the municipality of Saint Fulgence, the 2nd of April, 1935, as cited above.

11.....	Ouellette, Pitre.....	Ptie-Pt. 6.....	1.....	Harvey...	1½ arpent
---------	-----------------------	-----------------	--------	-----------	-----------

Un terrain ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton Harvey, sous le numéro six (6) du rang premier et mesurant environ un arpent et demie sur cinq arpents environ de profondeur, depuis la Rivière Saguenay jusqu'à un petit cap, à environ cinq arpents depuis la dite rivière et borné en front, au sud, par la susdite rivière; en profondeur, au nord, par le résidu du dit lot dont il forme partie; d'un côté, au nord-est, par Alex. Tremblay ou représentants, au sud-ouest par le terrain d'Adélard Maltais ou représentants.

2. Un certain lopin de terre ou emplacement formant partie du susdit lot du dit cadastre officiel pour le rang et canton susdits, mesurant cent cinquante pieds environ de front, de l'est à l'ouest, sur environ cent cinquante pieds de profondeur; et se trouvant ledit terrain de chaque côté du chemin public qui le divise en deux parties égales et est borné vers l'est par le terrain d'Alex. Tremblay, ou représentants, et des autres côtés par le résidu du dit lot dont il forme partie, le tout tel qu'actuellement clôturé et sans garantie de mesures précises, mais avec toutes bâtisses y érigées.

A lot of land or emplacement forming part of the lot known and designated on the official cadastre for the Township of Harvey, under number six (6) of the first range and measuring about one arpent and one half, by about five arpents in depth, from the Saguenay river to a small cape, at about five arpents from the said river; and bounded in front, on the south, by the aforesaid river; in depth, on the north, by the residue of said lot whereof it forms a part; on one side, to the northeast, by Alex. Tremblay or representatives; on the southwest by the land of Adélard Maltais or representatives.

2 A certain parcel of land or emplacement forming part of the aforesaid lot of said official cadastre for the aforesaid range and Township, measuring one hundred and fifty feet, or thereabouts, in front, from east to west, by about one hundred and fifty feet in depth; and situate, the said lot of land, on each side of the public road which divides it in two equal parts, and is bounded towards the east by the land of Alex. Tremblay, or representatives, and on the other sides by the residue of the said lot whereof it forms a part, the whole as actually fenced in and without warranty of exact measurement, but with all the buildings thereon erected.

12.....	Bolduc, Ernest.....	Ptie-Pt. 15A & 15-B.....	A.....	Harvey...	75 acres
		Ptie-Pt. 14..	A.....	"	

Une terre faisant partie des lots numéros quatorze, quinze-A et quinze-B (14, 15-A et 15-B) du rang A au cadastre officiel canton de Harvey, avec toutes bâtisses et dépendances, ladite terre bornée au nord par une ligne passant à environ deux arpents au sud du trait carré entre les rangs A et le premier rang, suivant la clôture actuelle; au sud, par la rivière Saguenay; à l'est, par Hector Simard aet à l'ouest par Ludger Gobeil.

Cette terre a déjà été vendue pour taxes le 2 avril 1935 sur Ernest Bolduc.

A farm forming part of lots numbers fourteen, fifteen-A and fifteen-B (14, 15-A and 15-B) of range A of the official cadastre for the Township of Harvey—with all the buildings and dependencies, the said farm is bounded on the north by a line passing at about two arpents south of the "trait carré" between ranges A and the first range, following the present fence; on the south, by the Saguenay river; on the east, by Hector Simard and on the west by Ludger Gobeil.

This farm has already been sold for taxes on the 2nd of April, 1935, under the name of Ernest Bolduc.

13.....	Tremblay, Alonzo.....	Ptie-Pt. L-2	B.....	Tremblay	
---------	-----------------------	--------------	--------	----------	--

Un terrain ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Tremblay, sous le numéro L-deux (L-2) du rang B du dit canton et mesurant une longueur d'environ quatre cents pieds sur une largeur de soixante et quinze pieds et borné comme suit:—au nord, par le chemin public; à l'est, par la route Saint-Louis; au sud, et à l'ouest, par le résidu du dit lot.

A lot of land or emplacement forming part of the lot known and designated on the official cadastre for the Township of Tremblay, under Number L-two (L-2) of range B of the said township and measuring in length about four hundred feet by a width of seventy five feet and bounded as follows:—on the north, by the public road; on the east, by the Saint Louis road; on the south, and on the west, by the residue of said lot.

Numéro d'ordre Numerical Order	Nom du propriétaire ou occupant Name of proprietor or occupant	Numéro du cadastre Cadastral Number	Rang Range	Canton Township	Superficie approximative en acres Approximate area in acres
14.....	Tremblay, Emile Frs	2-B, 2-H-3-9 et-and 3-1. 2-A & 2-B..	5..... 6.....	Tremblay "	86 acres

Une terre étant et comprenant, suivant le cadastre officiel du canton de Tremblay les lots deux-B, deux-H, trois-neuf et trois-un (2-B, 2-H, 3-9 et 3-1) dans le cinquième rang du dit cadastre et encore les lots deux-A, deux-B (2-A et 2-B) dans le sixième rang du même canton, ces lots formant un total de 86 acres de superficie, avec bâtisses et dépendances, laquelle terre est bornée comme suit:—au sud-est, au terrain de William Simard ou représentants; au sud-ouest, par le chemin public, pour une partie, et l'autre partie par le lot numéro trois-huit (3-8) du cinquième rang; du côté nord-ouest par le terrain de Price Brothers ou représentants; et du côté nord-est, par le cordon divisant le sixième rang du septième rang, canton de Tremblay.

2. Une autre ferme comprenant les lots numéros deux-A et deux-J (2-A et 2-J) du cinquième rang, au cadastre officiel du canton de Tremblay, bornée en totalité comme suit:—vers le nord, au sixième rang du même canton; vers l'est au terrain de Charles Lajoie; vers le sud, au chemin public, et vers l'ouest, par le terrain de M. François Tremblay ou représentants, avec bâtisses et dépendances.

A farm being and comprising, according to the official cadastre for the Township of Tremblay, lots two-B, two-H, three-nine and three-one (2-B, 2-H, 3-9 and 3-1) in the fifth range of the said cadastre and also lots two-A, two-B (2-A and 2-B) in the sixth range of the same Township, these lots forming a total area of 86 acres—with the buildings and dependencies, the said farm is bounded as follows: on the south-east by the land of William Simard or representatives; on the southwest, by the public road, for one part, and for the other part by lot number three-eight (3-8) of the fifth range; on the northwest side by the land of Price Brothers or representatives; and on the northeast side, by the "cordon" dividing the sixth range from the seventh range, township of Tremblay.

2. Another farm comprising lots numbers two-A and two-J (2-A and 2-J) of the fifth range of the official cadastre for the Township of Tremblay, bounded in totality as follows:—towards the north, by the sixth range of the same township; towards the east, by the land of Charles Lajoie; towards the south, by the public road, and towards the west by the land of Mr. François Tremblay or representatives—with building and dependencies.

15.....	Lavoie, Charles	Ptie-Pt. 13-D 14-C & 15-C.	6.....	Tremblay	
---------	-----------------------	-------------------------------	--------	----------	--

Une ferme mesurant six arpents de largeur, mesure précise, du sud au nord, sur environ dix-neuf arpents de profondeur, de l'est à l'ouest, formant partie des lots 13-D, 14-C et 15-C (treize-D, quatorze-C et quinze-C.) dans le sixième rang du cadastre officiel du canton de Tremblay, laquelle ferme est comprise dans les bornes suivantes:—en front, à l'est, au chemin public; en profondeur, à l'ouest, à la partie non subdivisée du lot numéro quinze dudit sixième rang et d'un côté, au nord, par le cordon divisant le sixième rang du septième rang, canton de Tremblay et de l'autre côté, au sud, par une ligne parallèle audit cordon divisant le sixième rang et septième rang et distance vers le sud de six arpents, mesure précise, de ce terrain ou encore par le terrain de M. Joseph Lavoie, "Philias" ou représentants, avec bâtisses et dépendances.

A farm measuring six arpents in width, exact measurement, from south to north, by about nineteen arpents in depth, from east to west, forming part of lots 13-D, 14-C and 15-C (thirteen-D, fourteen-C and fifteen-C) in the sixth range of the official cadastre for the Township of Tremblay, the said farm is comprised within the following boundaries:—in front, on the east, by the public road; in depth, on the west, by the unsubdivided part of lot number fifteen of the said sixth range and on one side, to the north, by the "cordon" dividing the sixth range from the seventh range, Township of Tremblay and on the other side, on the south, by a line parallel to the said "cordon" dividing the sixth range and seventh range and distant six arpents towards the south, exact measurement, from the said lot of land or also by the land of Mr. Joseph Lavoie, "Philias" or representatives—with buildings and dependencies.

16.....	Harvey, Mme-Mrs. Adélaré	20, 21, 22, 23, 24, 1/2 sud- est 8th.-E. lot 25.....	7.....	Tremblay	
---------	--------------------------------	---	--------	----------	--

Une terre mesurant douze arpents de largeur, plus ou moins, du sud-ouest au nord-ouest, sur toute la largeur des lots numéros vingt, vingt-et-un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre et de la moitié du lot est du lot numéro vingt-cinq (20, 21, 22, 23, 24 et 1/2 25) du septième rang de la subdivision primitive du canton de Tremblay, laquelle terre est bornée au nord par le terrain de Timothé Harvey, fils; du côté sud-ouest, par le terrain de Alfred Simard ou représentants, les lots susmentionnés et la moitié sud-est du dit lot numéro vingt-cinq, connue et désignée sous les numéros 20, 21, 22, 23, 24 et 25-B du septième rang, au cadastre officiel du canton de Tremblay, sauf à distraire de la ferme susdécrite:—En faveur de Xavier Potvin ou représentants une lisière de terrain à prendre du côté sud-ouest de cette ferme, mesurant huit perches de largeur, du sud au nord, sur toute, la largeur, de ladite ferme.

A farm measuring twelve arpents in width, more or less, from southwest to northwest, by the whole width of lots numbers twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four and the southeast half of lot number twenty-five (20, 21, 22, 23, 24 and 1/2 25) of the seventh range of the primitive subdivision of the Township of Tremblay, the said farm is bounded on the north by the land of Timothé Harvey, Jr.; on the southwest side, by the land of Alfred Simard or representatives, the lots above mentioned and the southeast half of said lot number twenty-five, are known and designated under numbers 20, 21, 22, 23, 24 and 25-B of the seventh range, of the official cadastre, for the Township of Tremblay, save to be deducted from the hereinabove described farm:—In favour of Xavier Potvin or representatives, a strip of land to be taken from the southwest side of the said farm, measuring eight perches in width, from south to north, by the whole width of the said farm.

Tous les lots et parties de lots formant partie des cadastres officiels des cantons de Harvey et de Tremblay.

La vente sera faite sujet à tous les droits acquis de la municipalité de Saint-Fulgence.

Donné à Saint-Fulgence, ce 8 février 1938.

All the lots and parts of lots forming part of the official cadastre for the Townships of Harvey and of Tremblay.

The sale will be made subject to all the acquired rights of the Municipality of Saint Fulgence.

Given at Saint Fulgence, this 8th February, 1938.

Le délégué spécial,
TANCREDE TURCOTTE.

752-6-2

TANCREDE TURCOTTE,
Special Delegate.

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Province de Québec.—District de Montréal

Province of Quebec.—District of Montreal.

Avis est par les présentes donné que "Les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles dans le comté de Laval", corps politique légalement constitué, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, d'inclure une section dans la loi spéciale qui sera adoptée à la demande de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal pour annexer au territoire de la dite Commission des Ecoles Catholiques de Montréal celui de la Commission Scolaire de Pointe-aux-Trembles et pour déterminer les conditions de cette annexion.

Montréal, le 25 janvier, 1938.

Le secrétaire-trésorier,
JOSEPH JEAN.

543-4-4-o

Notice is hereby given that "The School Commissioners for the Municipality of the Parish of Pointe-aux-Trembles, in the County of Laval" a corporation will apply to the Legislature of the province of Quebec at its present session for the insertion of a section in the special law which will be adopted at the request of the Montreal Catholic School Commission in order to annex its territory to that of the said Montreal Catholic School Commission and to determine the conditions of said annexation.

Montreal, January 25th, 1938.

JOSEPH JEAN,
Secretary.

544-4-4-o

VILLE D'ASBESTOS

TOWN OF ASBESTOS

Avis public est, par les présentes, donné que la ville d'Asbestos qui a été érigée comme telle en vertu de lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le 8 mai 1937, s'adressera à la Législature Provinciale, lors de sa présente session, pour obtenir certains amendements à la Loi des Cités et Villes, par laquelle elle est actuellement régie;

1. En ce qui concerne l'organisation de la force constabulaire; la réglementation de la construction, du sautage des mines, les quêtes publiques, les chiens, l'entretien des trottoirs, le couvre-feu, la décence et les bonnes moeurs; la réglementation et les permis relatifs à certaines représentations publiques et à certains métiers et les établissements où ils ont lieu ou s'exercent; l'imposition et la perception d'une licence sur les postes servant à la vente d'essence et sur les assureurs ainsi que leurs agents.

2. Pour imposer une licence sur certaines machines de jeu; pour imposer une taxe spéciale sur les personnes qui viendront dans la ville pour y ouvrir un commerce temporaire ou d'occasion; pour assimiler aux maisons de désordre toute construction dans laquelle se commettent des infractions à la loi des liqueurs alcooliques; pour limiter à un certain nombre les endroits où sont exploités les jeux mentionnés dans le paragraphe 3 de l'article 469; pour imposer à certains marchands venant de l'extérieur les licences ou taxes prévues par les articles 526 et 469-12°; pour imposer une taxe spéciale sur certains lieux d'amusements et en forcer les tenanciers à exhiber leurs livres à qui de droit; pour imposer une taxe sur les magasins-chaines; pour modifier l'article 526 de ladite loi des Cités et Villes en imposant sur les étrangers une taxe variable selon la nature des commerces ou entreprises et plus élevée que celle autorisée par la Loi des Cités et Villes; et pour porter à \$250.00 le montant de \$200.00 qui y est mentionné; pour fixer le prix et la durée des permis; pour faire un emprunt de \$50,000. pour fins municipales et autres.

Le procureur de la pétitionnaire,
LOUIS-F. CANTIN.

545-4-4-o

Public notice is hereby given, that the Town of Asbestos which has been erected as such under Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor in Council, on the 8th of May, 1937, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to obtain certain amendments to the Cities' and Towns' Act, by which it is now governed.

1. With regard to the organization of the police force; the regulation of building, blasting, public collections, dogs, maintenance of sidewalks, curfew-bell, decency and good morals; the regulation and licenses respecting certain public representations and certain trades and the establishments where they are held or exercised; the levying and collecting of license on service stations and on insurance brokers and their agents.

2. To levy a license on certain amusement devices; to levy a special tax on individuals coming into the Town to open therein a temporary or occasional business stand; to classify as a disorderly house any building wherein are committed infractions to the Alcoholic Liquor Act; to limit to a certain number the places where the games mentioned in paragraph 3 of article 469 are carried on; to levy on certain merchants coming from other places, licenses or taxes provided by articles 526 and 569-12°; to impose a special tax on amusement places and to compel the owners thereof to show their books to those lawfully entitled to see them; to levy a tax on chain-stores; to amend article 526 of the said Cities' and Towns' Act by levying on strangers a graduated tax according to the nature of the business or enterprises and a higher tax than the one authorized by the Cities' and Towns' Act; and to increase to \$250.00 the amount of \$200.00 mentioned therein; to fix the price and duration of licenses; to borrow \$50,000. for municipal and other purposes.

LOUIS-F. CANTIN,
Attorney for applicant.

546-4-4

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, comté de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, pour obtenir la passation d'une Loi les déclarant propriétaires

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of the Parish of Beauport, County of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the passing of an Act declaring them to be the proprietors of the

de l'Ecole St-Edouard de Beauport, tout comme si elle leur avait été donnée par ses fondateurs, feu monsieur le Chevalier Joseph-Edouard Bédard, avocat et conseil du Roi, et son épouse feu Dame J.-E. Bédard, née Adéline Bélanger; et permettant à monsieur le Curé en office et à monsieur le Maire en office d'avoir voix délibérante sur toute question se rapportant à l'école St-Edouard.

Québec, le 26 janvier 1938.

Le procureur des Commissaires d'écoles
de Beauport,
571-4-4-o MAURICE DUPRE.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie de Chemin de fer Temiscamingue et Abitibi s'adressera à la Législature de Québec, à la présente session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de prolonger le délai de la construction de sa ligne de chemin de fer.

Québec, 27 janvier, 1938.

Les Procureurs de la Requérente.
587-4-4-o GRAVEL, THOMSON & HEARN.

"Ecole St-Edouard de Beauport", in the same manner as though it had been given to them by its founders, the late Chevalier Joseph Edouard Bédard, advocate and King's Counsel, and his wife the late Dame J. E. Bédard, née Adéline Bélanger; and permitting the Rev. Curé in office and His Worship the Mayor in office to have the right to take part in the discussion of any question dealing with the "Ecole St-Edouard".

Quebec, January 26, 1938

MAURICE DUPRE,
Attorney for the School Commissioners
572-4-4-o of Beauport.

Notice is hereby given that Temiscamingue and Abitibi Railway Company will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an Act extending the delay for the construction of its railway line.

Quebec, 27th January, 1938.

GRAVEL, THOMSON & HEARN,
588-4-4-o Solicitors for Applicant.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Québec, s'adressera à la Législature de cette province à sa présente session, pour demander certains amendements à son acte d'incorporation, et notamment: Pour emprunter la somme de huit cent soixante-six mille dollars; pour amender l'article concernant les pouvoirs du Comité administratif; pour modifier l'article concernant les appels des décisions de la Cour du Recorder au sujet des plaintes sur les taxes; pour modifier les articles concernant la collection de la taxe personnelle; pour modifier l'article concernant l'escompte donné sur le paiement des taxes; pour modifier l'article concernant l'imputation des paiements sur les taxes; pour modifier l'article concernant l'imposition des taxes sur les compagnies appelées "Lloyds"; pour modifier l'article concernant l'imposition d'une taxe sur les magasins à chaînes; pour prélever une taxe de deux pour cent sur le salaire de tout employé travaillant dans la cité mais n'y résidant pas; pour modifier l'imposition de la taxe sur les compagnies d'assurance sur la vie et le feu; pour obliger les propriétaires à mettre des soupapes de sûreté sur les drains privés; pour imposer une taxe de dix pour cent sur toute boisson alcoolique vendue dans la cité; pour modifier l'article concernant le désaveu des règlements; pour imposer une taxe de trente mille dollars sur The Quebec Power Co.; pour imposer une taxe de dix mille dollars sur The Bell Telephone Company of Canada; pour autoriser le trésorier, dans certains cas, à mettre au compte de réserve pour pertes, tout montant que la ville ne peut plus collecter; pour pouvoir collecter cinquante pour cent de la taxe d'affaires dans le cours du premier mois de l'année fiscale; pour rembourser à tout propriétaire le montant qu'il aura payé de trop pour l'enlèvement de la neige; pour permettre à la cité de n'être pas obligé de fournir un cautionnement lorsqu'elle en appelle d'un jugement; pour amender l'article concernant la préparation annuelle des listes municipales des électeurs; pour modifier l'article concernant la construction d'un incinérateur; pour autoriser la cité à municipaliser l'électricité et exercer tous les pouvoirs nécessaires à cette fin; pour fixer la contribution de la cité à l'Ecole Technique, à la somme de dix mille dollars; pour autoriser la cité à nommer tous les membres du bureau des commissaires catholiques romains de la cité; pour empêcher toutes personnes de se servir d'embarcations, ou de canots, sur la rivière et le lac St-Charles, entre le premier octobre et le

Notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its present Session, for certain amendments to its charter of incorporation, and principally: To borrow the sum of eight hundred and sixty six thousand dollars; to amend the article concerning the powers of the Administrative Committee; to modify the article concerning appeals on judgments of the Recorder's Court regarding tax complaints; to modify the articles concerning the collection of the personal tax; to modify the article concerning the discount given on the payment of taxes; to modify the article concerning the imputation of tax payments; to modify the article concerning the levying of taxes on companies known as "Lloyds"; to amend the article concerning the levying of a tax on chain stores; to levy a tax of two per cent on the salary of anyone working in the City but not residing therein; to modify the levying of the tax on life and fire insurance companies; to oblige proprietors to install safety valves on private drains; to levy a tax of ten per cent on any alcoholic liquor sold in the City; to modify the article concerning the disavowal of by-laws; to impose a tax of thirty thousand dollars on The Quebec Power Co.; to impose a tax of ten thousand dollars on The Bell Telephone Company of Canada; to authorize the Treasurer, in certain cases, to charge the reserve loss account with any amount which the City can no longer collect; to be entitled to collect fifty per cent of the business tax in the course of the first month of the fiscal year; to reimburse any proprietor any surplus amount which he may have paid for snow removal; to release the City from the obligation of furnishing security when it appeals a judgment; to amend the article concerning the annual preparation of the municipal electors' list; to modify the article concerning the construction of an incinerator; to authorize the City to municipalize electricity and to exercise all the necessary powers for such purpose; to fix the City's contribution to the Technical School to ten thousand dollars; to authorize the City to appoint all the members of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City; to prohibit anyone from using boats or canoes on the River St. Charles or on Lake St. Charles, between the first of October and the thirtieth of December of each year; to annul the contract passed the twenty second of September, one thousand nine hundred and thirty three, between the City and The Quebec Power Com-

trente décembre; de chaque année; pour annuler le contrat passé le vingt-deux septembre dix-neuf cent trente-trois, entre la cité et The Quebec Power Company, pour l'éclairage des rues de la cité; pour modifier l'article concernant un emprunt de quarante mille dollars pour un certain terrain de jeux; et tous autres amendements concernant la bonne administration de la Cité.

Québec, le 31 janvier 1938.

Les procureurs de la cité,
639-5-4-0 CHAPLEAU & THÉRIAULT.

pany, for the lighting of the City Streets; to modify the article concerning a loan of forty thousand dollars for a certain playground; and any other amendments concerning the proper administration of the City.

Quebec, January 31st., 1938.

CHAPLEAU & THÉRIAULT,
640-5-4 City Attorneys.

Avis est par les présentes donné que monsieur Reginald-L. Villeneuve, industriel, domicilié à Montréal, province de Québec; monsieur Jacques Villeneuve, Jr., gérant domicilié en la cité de Montréal, province de Québec; monsieur Charles-Eugène Villeneuve, inspecteur, domicilié en la cité de Montréal, province de Québec; monsieur Edgar Villeneuve, rentier, domicilié en la cité de Montréal, province de Québec; monsieur Jean Villeneuve, agent, de la cité de Montréal, province de Québec; Dame Adrienne Villeneuve, fille majeure, domicilié à Montréal, province de Québec, agissant et représentée aux présentes par son curateur, monsieur Jacques Villeneuve, dûment élu à cette charge et aux termes de la curatelle rendue par la Cour Supérieure du district de Montréal, le 21 juin 1932; Dame Lia Villeneuve, épouse séparée de biens de Jacques Malouin, notaire, de Valleyfield, province de Québec, et par ce dernier dûment autorisée; Dame Jeanne Villeneuve, épouse séparée de biens de Lucien Désy, de la cité de Montréal, province de Québec, et dûment autorisée par ce dernier; Dame Marguerite Villeneuve, de la cité de Montréal, province de Québec, épouse judiciairement séparée de corps et de biens d'Antoine Lacasse; Dame Joséphine Morin, épouse séparée de biens d'Albert Bergevin, de la cité d'Iberville, comté d'Iberville, province de Québec, et dûment autorisée par ce dernier; Dame Louise Morin, épouse séparée de biens de Harold Savoy, industriel, de Saint-Jean d'Iberville, province de Québec, et par ce dernier dûment autorisée; Dame Suzanne Morin, épouse séparée de biens de Maurice Forget, de la cité de Montréal, province de Québec, et par ce dernier dûment autorisée; monsieur Pierre Villeneuve Morin, courtier en assurances, domicilié à Iberville, comté d'Iberville, province de Québec; Dame Lucie Morin, épouse séparée de biens de Paul Savoy, industriel, de Saint-Jean d'Iberville, province de Québec, et dûment autorisée par ce dernier; Dame Madeleine Morin, fille majeure, demeurant à Iberville, comté d'Iberville, province de Québec; monsieur André Morin, gérant, domicilié à Iberville, comté d'Iberville, province de Québec; tous héritiers de la Succession de feu l'Honorable J.-O. Villeneuve, en son vivant Sénateur de la Puissance du Canada; s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi à l'effet que:—

I. Réginald-L. Villeneuve, industriel, Jacques Villeneuve, Jr., gérant, et André Morin, gérant, sont nommés exécuteurs testamentaires et fiduciaires de la Succession de l'Honorable J.-O. Villeneuve depuis le jour où les exécuteurs testamentaires et fiduciaires actuels cesseront leurs fonctions, c'est-à-dire depuis le premier janvier 1939, jusqu'à la liquidation définitive de tous les biens de la Succession, avec tous les pouvoirs conférés aux dits exécuteurs testamentaires et fiduciaires aux termes du testament de l'Honorable J.-O. Villeneuve et aux termes des différentes lois édictées à cette fin par la Législature de Québec.

Notice is hereby given that Mr. Reginald L. Villeneuve, Manufacturer, domiciled at Montreal, Province of Quebec; Mr. Jacques Villeneuve, Jr., manager, domiciled in the City of Montreal, Province of Quebec; Mr. Charles Eugene Villeneuve, Inspector, domiciled in the City of Montreal, Province of Quebec; Mr. Edgar Villeneuve, Gentleman, domiciled in the City of Montreal, Province of Quebec; Mr. Jean Villeneuve, agent, of the City of Montreal, Province of Quebec; Dame Adrienne Villeneuve, Spinster of the age of majority, domiciled at Montreal, Province of Quebec, herein represented by her curator, Mr. Jacques Villeneuve, duly appointed as such in virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Montreal rendered on June 21st. 1932; Dame Lia Villeneuve, wife separate as to property of Mr. Jacques Malouin, of the Town of Valleyfield, District of Beauharnois, Province of Quebec; Dame Jeanne Villeneuve, wife separate as to property of Lucien Desy, of the City of Montreal, Province of Quebec; Dame Marguerite Villeneuve, wife separate as to bed and board of Antoine Lacasse, of the City of Montreal, Province of Quebec; Dame Joséphine Morin, wife separate as to property of Albert Bergevin, of the Town of Iberville, County of Iberville, Province of Quebec; Dame Louise Morin, wife separate as to property of Harold Savoy, of St. Johns of Iberville, Province of Quebec; Dame Suzanne Morin, wife separate as to property of Maurice Forget, of the City of Montreal; Mr. Pierre Villeneuve Morin, Insurance Broker, of the Town of Iberville, County of Iberville, Province of Quebec; Dame Lucie Morin, wife separate as to property of Paul Savoy, Manufacturer, of Saint Johns of Iberville, Province of Quebec; Dame Madeleine Morin, Spinster of the age of majority, of the Town of Iberville, Province of Quebec; Mr. André Morin, Manager, of the Town of Iberville, County of Iberville, Province of Quebec; being the heirs of the Estate of the late Honourable J. O. Villeneuve, in his lifetime Senator of the Dominion of Canada; will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act to the effect that:—

I. Reginald L. Villeneuve, Manufacturer, Jacques Villeneuve, Jr., Manager, and André Morin, Manager, are appointed testamentary executors and trustees of the Estate of the late Honourable J. O. Villeneuve, as from the date on which the present testamentary executors will cease their functions, that is: as from the first day of January, 1939, until the final liquidation of all the assets of the Estate, with all the powers conferred upon the said testamentary executors and trustees by the terms of the will of the late Honourable J. O. Villeneuve and by the provisions of the various laws enacted for this purpose by the Legislature of the Province of Quebec.

Toute vacance dans la même charge sera remplie conformément aux prescriptions du testament à cet égard.

II. Les nouveaux exécuteurs testamentaires de la succession de l'Honorable J.-O. Villeneuve sont autorisés à continuer l'administration de la Succession susdite jusqu'au 31 décembre 1943, ou jusqu'à la liquidation définitive, si elle est complétée avant cette date, et ils devront, dans l'intervalle, distribuer, chaque année, entre les légataires universels, l'actif mobilier de la Succession, qui comprendra les capitaux réalisés et les revenus perçus, mais ils devront garder un montant suffisant pour garantir les rentes et pour faire face aux dépenses de la Succession jusqu'au premier janvier 1944, c'est-à-dire jusqu'au partage définitif de la Succession.

La prolongation des pouvoirs administratifs accordés aux nouveaux exécuteurs testamentaires ne modifiera en aucune manière les autres dispositions du testament.

III. Les sommes que les nouveaux exécuteurs testamentaires pourront payer chaque année aux dits légataires sont déclarées incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence d'une somme de \$600. et seront fournies à titre d'aliments à chaque légataire.

IV. Les nouveaux exécuteurs testamentaires auront droit, chacun, à une indemnité de \$300.00 pour chacune des années durant lesquelles ils rempliront leurs fonctions.

V. La Succession paiera les frais, honoraires et déboursés encourus par l'adoption de la présente loi.

Montréal, le 24 janvier 1938.

641-5-4-o Les procureurs des requérants,
BEAUREGARD, PHILLIMORE & ST. GERMAIN.

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte en y insérant certaines dispositions:

1.—Pour donner à la Ville le pouvoir d'utiliser ses fonds généraux ou d'emprunter par bons, obligations ou autrement, pour venir en aide aux chômeurs dans son territoire;

2.—Pour pourvoir au remboursement de ces emprunts et au recouvrement des sommes requises pour en payer l'intérêt et le fonds d'amortissement, et pour donner à la Ville le pouvoir de taxer certains immeubles industriels, en certains cas;

3.—Pour ratifier le Règlement No 178 de la dite Ville pourvoyant à l'ajustement et à l'octroi de certaines commutations de taxes;

Montréal, ce 25 janvier, 1938.

Les procureurs de la Requérante,
725-6-4-o VIEN, FARIBAUT & TRUDEAU.

Avis est par les présentes donné que George R. Younger, avocat, de Londres, Angleterre, s'adressera à la présente Session de la Législature pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du droit après avoir passé un examen oral.

Montréal, le 1er février 1938.

Les procureurs du demandeur,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.
727-6-4

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Saint-Jérôme s'adressera à la Législature de cette Province, à sa présente session, pour demander certains amendements à son acte d'incorporation, et notamment:

1. Pour l'autoriser à municipaliser les canaux d'égouts, à rembourser les intéressés suivant une

Any vacancy in the charge of testamentary executor or trustee will be filled in conformity with the terms of the Will in that respect.

II. The new testamentary executors of the Estate of the Honourable J. O. Villeneuve are authorized to continue the administration of the Estate until the thirty-first of December, 1943, or until the final liquidation, if completed before that date, and they shall, during the interval, distribute each year among the universal legatees the movable assets of the Estate, including capital and revenue; but they will retain a sufficient amount to guarantee the rents and meet the expenses of the Estate up to the first of January, 1944, that is to any until the final partition of the Estate.

The extension of the administrative powers of the new testamentary executors shall in no wise modify the other provisions of the Will.

III. The sums which the testamentary executors may pay every year to the said legatees are declared untransferable and unseizable up to the sum of \$600.00 and will be paid as an alimentary allowance to each legatee.

IV. The new testamentary executors will be entitled to a remuneration of \$300.00 for each year during which they will exercise their functions as such.

V. The Estate will pay the costs, disbursements and fees incurred in connection with the passing of the present Act.

Montreal, January 24th., 1938.

BEAUREGARD, PHILLIMORE & ST. GERMAIN,
642-5-4-o Solicitors for Petitioners.

Public notice is hereby given that the Town of Montreal-East will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the adoption of an Act amending its charter, by inserting therein certain provisions:

1.—To give to the Town the power to utilize its general funds, and to borrow by notes, bonds or otherwise for the relief of the unemployed within its territory;

2.—To provide for the reimbursement of these loans and the collection of the sums required to pay the interest and sinking fund thereon and granting the said Town the right to tax certain industrial properties, in certain cases;

3.—To ratify by-law No. 178 of the Town of Montreal-East for the adjustment and the grant of certain commutations of taxes.

Montreal, January 25, 1938.

VIEN, FARIBAUT & TRUDEAU,
726-6-4-o Attorneys for Petitioner.

Notice is hereby given that George R. Younger, Barrister of London, England, will apply to the present Session of the Legislature for the passing of an act authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law upon the passing of an oral examination.

Montreal, February 1st, 1938.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
728-6-4-o Attorneys for Petitioner.

Public notice is hereby given that the Town of Saint Jerome will apply to the Provincial Legislature at its present session to obtain certain amendments to its charter, namely:

1. To authorize the municipalization of sewers, reimburse interested tax payers in a propor-

proportion à être établie, à emprunter pour effectuer tel remboursement et profiter de tel emprunt pour racheter les obligations déjà émises en vertu des règlements décrétant la construction de tels égouts.

2. Pour l'autoriser à municipaliser les trottoirs dans ses limites.

3. Pour l'autoriser à permettre une rémunération au Maire et aux Echevins, et ratifier le règlement No 267 Nouvelle Série.

4. Pour l'autoriser à accorder une exemption de taxes municipales à toute industrie nouvelle désirant s'établir dans la Ville de Saint-Jérôme.

5. Pour l'autoriser à diviser la Ville en trois quartiers pour l'élection des échevins, chaque quartier devant être représenté par deux échevins élus par les électeurs de leur quartier respectif, le Maire devant être élu par les électeurs de toute la Ville.

6. Pour l'autoriser à ajouter, amender ou retrancher tous autres articles relativement aux amendements projetés, que décidera le Conseil.

Le Procureur de la Ville de Saint-Jérôme,
871-7-4-o J.-A. BEAULIEU.

tion to be established, to borrow in order to effect such reimbursement and take advantage of such loan to repurchase bonds issued in accordance with the by-laws authorizing the construction of such sewers.

2. To authorize the municipalization of sidewalks in its limits.

3. To authorize a remuneration to the mayor and to the aldermen and to ratify the by-law No. 267 New series.

4. To authorize to grant an exemption of municipal taxes to every new industry desiring to establish itself in the Town of Saint Jérôme.

5. To authorize the division of the Town into three sections for the election of the aldermen, each section to be represented by two aldermen elected by the electors of their respective section, the Mayor to be elected by the electors of the whole town.

6. To authorize to add, amend or suppress all other articles relative to proposed amendments which the Council will decide.

872-7-4-o J. A. BEAULIEU,
Attorney for the Town of Saint Jerome.

Avis est par les présentes donné que Messieurs Douglas-L. Ross, René-E. Dubé, Lucien Boutin, Fred-A. Dean et Clarence-D. LeLièvre, tous comptables, de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi aux fins suivantes:

Fixer le quorum aux assemblées d'actionnaires de la Compagnie, "The Empire Trust Company"; pourvoir à la convocation et à la tenue d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la dite Compagnie pour fixer le nombre de ses directeurs et élire les directeurs pour l'année; établir la manière dont les avis de convocation d'assemblées d'actionnaires et tous autres avis aux actionnaires de la dite Compagnie devront être donnés, et changer le nom de la dite Compagnie en celui de "La Compagnie de Fiducie Universelle", en anglais: "The Universal Trust Company".

Montréal, le 16 février, 1938.

Les procureurs des Pétitionnaires,
873-7-4-o DUPRÉ, DE BILLY, PREVOST & HOME.

Notice is hereby given that Messrs. Douglas L. Ross, René E. Dubé, Lucien Boutin, Fred A. Dean and Clarence D. Lelievre, all Accountants, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session for the adoption of an Act for the following purposes:

To fix the quorum at meetings of Shareholders of "The Empire Trust Company"; to provide for the calling and holding of a special general meeting of the Shareholders of the said Company, to fix the number of Directors and to elect the Directors for the year; to determine the manner of giving notices of meetings of Shareholders and of any other notices to Shareholders of the said Company, and to change the name of the Company to that of "The Universal Trust Company", in French: "La Compagnie de Fiducie Universelle".

Montreal, February 16th, 1938.

DUPRÉ, DE BILLY, PREVOST & HOME,
874-7-4-o Attorneys for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Francis Reginald Neilson, de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, s'adressera à la Législature Provinciale, à sa présente session, pour lui demander la permission de changer son nom de Francis Reginald Neilson en celui de Francis Reginald Neilson Sewell.

Québec, le 15 février 1938.

Le procureur du requérant,
851-7-4 ALFRED C. DOBELL.

Public notice is hereby given that Francis Reginald Neilson, of the Parish of Deschambault, in the County of Portneuf, farmer, will apply to the Provincial Legislature, at the present sitting for authority to change his name from Francis Reginald Neilson to Francis Reginald Neilson Sewell.

Quebec, February 15th, 1938.

ALFRED C. DOBELL,
852-7-4-o Attorney for Applicant.

Avis divers

Avis est par les présentes donné, en conformité avec les dispositions de la loi médicale de la province de Québec, chapitre 213, S.R.Q., 1925, que par décision du Bureau Provincial de Médecine, à l'assemblée du 29 septembre 1937 tenue à Montréal, les noms des docteurs G. A. Forest, 216 est, rue Ste-Catherine, Montréal, Oscar Guay, 369, DeCourcelles, Longueuil, Maurice Lahaie, Shawinigan Falls, Roméo Lapierre, St-Téles-

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given in conformity with the dispositions of the Quebec Medical Board at the meeting of September 29th 1937, held at Montreal, the names of Doctors G. A. Forest, 216 St. Catherine St., East, Montreal, Oscar Guay, 369 DeCourcelles, Longueuil, Maurice Lahaie, Shawinigan Falls, Roméo Lapierre, St. Télesphore, Co. Soulanges, Raymond Lamarche, Crabtree Mills, Co. Joliette, J. Octave Roy, Bécancourt, Co. Ni-

phore, Co. Soulanges, Raymond Lamarche, Crabtree Mills, Co. Joliette, J.-Octave Roy, Bécancourt, Co. Nicolet, ont été rayés du registre médical de Québec pour non-paiement des contributions.

Montréal, le 3 février 1938.

Le registraire du Collège des Médecins et
Chirurgiens de la province de Québec,
723-6-4-o DOCTEUR J.-E. LABERGE, M.D.

La formation d'une société sous le nom de L'Association des Techniciens en Prothèse, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la province, en date du huit février 1938.

Le siège principal de la société est à Montréal.

JEAN BRUCHESI,

831-o Sous-secrétaire de la Province.

Règlement Numéro 59 de la compagnie "Metal Industries Incorporated".

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit réduit de cinq à trois.

Daté ce 23 novembre 1937.

Le secrétaire,

833 RAYMOND BEAUDOIN.

AUX PORTEURS D'OBLIGATIONS DE LA CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE ST-RAYMOND

Avis est, par les présentes, donné qu'une assemblée des porteurs d'obligation de la dite Corporation Municipale, sera tenue à St-Raymond, à l'Hôtel de Ville, le 25 février 1938, à deux heures de l'après-midi.

But de l'Assemblée:

1°. Réduire le taux d'intérêt à 4% sur toutes les obligations à compter des 1er février, 1er mai, 1er juin et 1er juillet 1938, suivant les règlements Nos 16, 28, 18 et 23;

2°. Ajourner l'assemblée à toute date ultérieure.

N. B.—

Pourront assister à l'assemblée ou à tout ajournement les personnes inscrites comme porteurs d'obligations enregistrées, celles produisant des obligations au porteur, et celles produisant des certificats de dépôt.

On pourra se procurer des formules chez le Secrétaire-trésorier de la Municipalité du village St-Raymond.

Donné à St-Raymond ce 9ème jour de février 1938.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-RAYMOND,
CO. PORTNEUF

Le secrétaire-trésorier,

835-o E.-L. PLAMONDON.

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec présentera à un juge de la Cour supérieure siégeant dans et pour le district de l'Abitibi, à Amos, samedi, le cinquième jour de mars 1938, à 10.00 heures a.m., une requête aux fins de déclarer en défaut les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Authier, dans le comté de l'Abitibi, conformément à l'article 33 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S. R. 1925, chapitre 111a, tel qu'édité par 22 Geo. V, ch. 56).

Le secrétaire,

EMILE MORIN.

La Commission municipale de Québec,
Québec, ce 16 février 1938.

865-o

colet, was struck from the Quebec Medical Register for non-payment of their contributions.

Montreal, February 3rd, 1938.

Dr J. E. LABERGE, M.D.,
Registrar of the College of Physicians and
724-6-4-o Surgeons of the Province of Quebec.

The formation of an association under the name of "L'Association des Techniciens en Prothèse" for the study, defense and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the eighth of February, 1938.

The principal place of business of the association is at Montreal.

JEAN BRUCHESI,

832 Under Secretary of the Province.

By-law number 59 of the "Metal Industries Incorporated".

"That the number of the Directors of the Company be reduced from five, to three."

Dated November 23rd, 1937.

RAYMOND BEAUDOIN,

834-o Secretary.

TO THE BONDHOLDERS OF THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE VILLAGE OF ST. RAYMOND

Notice is hereby given that a meeting of the Bondholders of the said Municipal Corporation, will be held at St. Raymond, in the Town Hall, on the 25th of February, 1938, at two o'clock in the afternoon.

Purpose of the Meeting:

1°. To reduce the rate of interest to 4% on all Bonds on and from the 1st of February, 1st of May, 1st of June and 1st of July, 1938, according to by-laws Nos. 16, 28, 18 and 23;

2°. To adjourn the meeting to any subsequent date.

N. B.—

Only registered Bondholders, or anyone producing Bearer-Bonds and those producing Certificates of deposit may attend the meeting or any adjournment thereof.

Forms may be obtained from the Secretary-Treasurer of the Municipality of the Village of St. Raymond.

Given at St. Raymond, this 9th day of February, 1938.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST. RAYMOND,
CO. PORTNEUF,

E. L. PLAMONDON,

836 Sec. Treas.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission will file with a Judge of the Superior Court sitting in and for the district of Abitibi, at Amos, on Saturday, the fifth day of March 1938, at 10.00 a.m., a petition for the purpose of having declared in default the School Commissioners for the Municipality of Authier, in the County of Abitibi, in conformity with Article 33 of the Quebec Municipal Commission Act (R. S. 1925, Chapter 111a, as enacted by 22 Geo. V, Ch. 56).

EMILE MORIN,

Secretary.

The Quebec Municipal Commission,
Quebec, February 16th., 1938.

866-o

La formation d'une société sous le nom de Le Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction de Rivière-du-Loup, Incorporé, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la province, en date du huit février 1938.

Le siège principal de la société est à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, P. Q.

867—o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

La formation d'une société sous le nom de L'Union Nationale des Travailleurs en fer, Inc., pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la province, en date du neuf février 1938.

Le siège principal de la société est à Montréal.

869—o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 10 février 1938.

Aujourd'hui, à cinq heures et demie de l'après-midi, Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés, comme suit:

2. Loi augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec.

3. Loi relative à la taxe sur les profits des corporations.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

895—o

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 10 février 1938, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 10 février 1938.

Concernant la révocation de l'arrêté en conseil No 1371 du 18 mai 1937, pour toute l'étendue de terrain non comprise dans les limites du Parc National de la Gaspésie.

229

L'Honorable Ministre des Mines et des Pêcheries, dans un rapport du 10 février, (1938), expose:

En vue de la création d'un Parc National dans la Gaspésie, un arrêté en conseil fut passé, le 18 mai 1937, soustrayant à la prospection et au piquetage de claims miniers les cantons de Courcellette, Lapotardière, de Lesseps, Deslandes, Boisbuisson et Lemieux;

Que les limites de ce parc ont maintenant été

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National Catholique des Métiers de la Construction de Rivière du Loup, Incorporé", for the study, defense and promotion of the economical, social and moral interest of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on February 8th, 1938.

The principal place of business of the association is at Rivière du Loup, county of Rivière du Loup, P. Q.

868 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "L'Union Nationale des Travailleurs en fer, Inc.", for the study, defense and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the ninth of February, 1938.

The principal place of business of the association is at Montreal.

870 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 10th February, 1938.

This day, at five thirty o'clock of the afternoon His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR was please to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

2. An Act to increase the Provincial Farm Credit to twenty-five million dollars.

3. An Act respecting the tax upon the profits of corporations.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor assents to these bills".

896—o

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated the 10th of February, 1938, approved by the Lieutenant-Governor the 10th of February, 1938.

Concerning the revoking of the Order in Council No. 1371 of the 18th May, 1937, for all the area of land not included in the limits of the Gaspesia National Park.

229

The Honourable Minister of Mines and Fisheries, in a report of the 10th of February, 1938, sets forth:

In view of the creation of a National Park in Gaspé, an Order in Council was passed, the 18th of May, 1937, withdrawing from the prospecting and staking of mining claims the townships of Courcellette, Lapotardière, de Lesseps, Deslandes, Boisbuisson and Lemieux;

That the limits of this part have now been

établies de façon définitive, et qu'il n'y a plus lieu de maintenir la prohibition établie par l'arrêté en conseil précité.

En conséquence l'Honorable Ministre recommande que l'arrêté en conseil No 1371 du 18 mai 1937, ci-dessus mentionné, soit révoqué pour toute l'étendue de terrain non comprise dans les limites du Parc National de la Gaspésie.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

861-o

established in a definite manner, and it is no longer expedient to maintain the prohibition established by the aforesaid Order in Council.

Therefore the Honourable Minister recommends that the Order in Council No. 1371 of the 18th May, 1937, hereinabove mentioned, be revoked for all that area of land not included in the limits of the Gaspesia National Park.

Certified,

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

862

Bureaux-chefs

Chief Offices

"ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE QUÉBEC"

Avis est par les présentes donné que l'"École Supérieure de Commerce de Québec", constituée en corporation par Lettres Patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le six (6) décembre mil neuf cent trente-sept (1937), a établi son bureau principal au numéro 20 de l'avenue Chauveau, en la dite cité de Québec.

A compter de la date de cet avis, le dit Bureau sera considéré par la Corporation comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce quinzième jour de janvier mil neuf cent trente-huit (1938).

Le secrétaire,

FR. NATALUS-HEBERT.

837-o

"ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE QUÉBEC"

Notice is hereby given that the "Ecole Supérieure de Commerce de Québec", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, the six (6) of December, one thousand nine hundred and thirty-seven (1937), has established its head office at Number 20 Chauveau Avenue, in the said City of Quebec.

That on and from the date of the present notice, the said office will be considered by the Corporation as being its head office.

Dated at Quebec, this fifteenth day of January, one thousand nine hundred and thirty-eight (1938).

FR. NATALUS-HEBERT,
Secretary.

838

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Hood Vauquelin Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 janvier 1938, et ayant son bureau-chef en la cité de Hull, dans le district de Hull, a établi son bureau dans la rue Principale, No 129, en la dite cité.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Hull, ce 31ème jour de janvier 1938.

Le secrétaire,

J.-R. CULBERT.

839

Notice is hereby given that "Hood Vauquelin Gold Mines Limited" (no personal liability), incorporated by Letters Patent dated January 25th, 1938, and having its head office in the City of Hull, in the District of Hull, has established its office at No. 129 Main Street in that City.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Hull this 31st day of January, 1938.

J. R. CULBERT,

Secretary.

840-o

Nominations

Appointments

Il a plu à son honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 4 février, 1938.

M. Louis de Gonzague Crépeau, de Saint-Georges de Beauce, notaire: pour agir conjointement avec M. Edouard Fortin, le titulaire actuel, comme registrateur de la division d'enregistrement de Beauce, sous le nom de Crépeau & Fortin.

Québec, le 9 février 1938.

M. l'abbé Bruno Presseault, prêtre curé, de Saint-Colomban: juge de paix, avec juridiction dans le district judiciaire de Terrebonne, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 145).

899-o

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, February 4th, 1938.

Mr. Louis de Gonzague Crépeau, of Saint-Georges de Beauce, Notary; to act jointly with Mr. Edouard Fortin, the present titular, as registrar for the Registration Division of Beauce, under the name of Crépeau & Fortin.

Quebec, February 9th, 1938.

The Rev. Abbé Bruno Presseault, Priest and Curé, of Saint Colomban: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne, for the purpose of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145).

900

Charte:—Abandon de

Charter:—Surrender of

VICTORIA SECURITIES LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Victoria Securities Limited" s'adressera à l'Honorable Procureur-Général et à l'Honorable Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, de la Province de Québec, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte, d'obtenir son annulation et de fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 16 février 1938.

877

Le secrétaire,
VERNON C. R. IVERSON.

VICTORIA SECURITIES LIMITED

Notice is hereby given that "Victoria Securities Limited" will apply to The Honourable The Attorney General and The Honourable The Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec to accept the surrender of the Company's charter and to direct its cancellation and to fix a date upon and from which the Company shall be dissolved.

Montreal, 16th February 1938.

878-o

VERNON C. R. IVERSON,
Secretary.

ERRATUM

ERRATUM

MUNICIPALITÉ DU COMITÉ DE CHATEAUGUAY

Dans l'avis de vente pour taxes que cette municipalité a publié dans la *Gazette Officielle de Québec* du 22 janvier 1938 à la page 278 et du 29 janvier 1938 à la page 464 au nom de Mme Pierre Petel, de la municipalité de Saint-Malachie d'Orstown, veuillez lire: "No du cadastre 68-6, 7 & 8"; au lieu de "No du cadastre 68-678".

841-o

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF CHATEAUGUAY

In the notice of the sale for taxes of this municipality published in the *Quebec Official Gazette* of January 22, 1938, on page 278 and of January 29, 1938, on page 464 in the name of Mrs. Pierre Petel, of the municipality of St-Malachie d'Orstown, read: "Cadastral No. 68-6, 7 & 8" instead of "Cadastral No. 68-678".

842-o

Liquidation—Avis de

Winding up Notice

Avis est par les présentes donné que la compagnie "La Compagnie Artistique et Financière d'Asbestos", a passé une résolution, en date du 31 décembre 1937, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. W. H. Soutar, a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

843-o

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that the company "La Compagnie Artistique et Financière d'Asbestos", on the 31st of December 1937, passed a resolution enacting that the affairs of the company shall be voluntarily wound up, that the company shall be dissolved pursuant to the provisions of the Winding-Up Act, and that Mr. W. H. Soutar has been appointed Liquidator to the said company.

844

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS

NOTICE

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative aux salaires des ouvriers (1, Geo. VI, chapitre 49), avis est donné, par l'honorable William Tremblay, ministre du Travail, que "Le Syndicat des Employeurs et Artisans de Donnacona, Section commerciale" et "Le Syndicat des Employés de Donnacona, Section commerciale", lui ont conjointement présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Le Syndicat des Employeurs et Artisans de Donnacona, Section commerciale",

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Act respecting workmen's wages (1 Geo. VI, Chapter 49), notice is given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "Le Syndicat des Employeurs et Artisans de Donnacona, Section commerciale" and "Le Syndicat des Employés de Donnacona, Section commerciale", have jointly presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat des Employeurs et Artisans de Donnacona, Section commerciale",

Et, D'AUTRE PART:

"Le Syndicat des Employés de Donnacona, section commerciale", soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des occupations visées, suivant les conditions ci-après:

I.—*Définition*:—Pour les fins de la présente convention, les termes plus bas mentionnés auront la signification suivante:

a. Le mot "employeur" comprend et désigne toute personne de l'un ou de l'autre sexe, individu, firme, société ou corporation qui vend ou délivre toute marchandise qui ne doit pas être consommée sur place.

b. Le mot "employé" comprend et désigne toute personne de l'un ou de l'autre sexe, qui est à l'emploi d'un employeur tel que désigné dans le paragraphe "a" du présent article.

II.—*Jurisdiction territoriale*:—La juridiction territoriale de la présente convention comprendra la ville de Donnacona et un rayon de cinq milles de ses limites, sur la rive nord du fleuve St-Laurent.

III.—*Horaires du travail*:—a. Pour les salariés du sexe masculin, la semaine de travail sera de soixante heures.

b. Pour les salariés du sexe féminin, la semaine de travail sera de cinquante-quatre heures.

c. Le travail des employés se terminera, tous les jours de la semaine, à 6.00 p.m. (heure solaire).

d. Aucun travail ne pourra être imposé par l'employeur à un employé, après cette heure de fermeture quotidienne, par aucun motif de contrainte ou de sanction quelconque, sauf pour les cas prévus suivants:

- i. Les vendredis et samedis de chaque semaine;
- ii. La veille des jours fériés chômés et des fêtes d'obligation;
- iii. Du 20 décembre au 31 décembre inclusivement, chaque année;

iv. Par consentement libre et volontaire de l'employé lui-même.

e. Les employeurs travaillant eux-mêmes, les artisans et les employés, ne travailleront pas:

- i. Les fêtes d'obligation;
- ii. Le jour de la St-Jean-Baptiste;
- iii. Le jour de la fête du Travail;

iv. A 6.00 p.m. (heure solaire), les lundis, mardis, mercredis, jeudis de chaque semaine, excepté si l'un de ces jours tombe la veille d'une fête d'obligation ou d'un jour férié chômé.

f. Les jours où les dits établissements seront légalement ouverts le soir, les employés ne pourront être forcés ou contraints de travailler après 11.00 p.m.

g. Les heures de travail supplémentaires hebdomadaires, à savoir, après "soixante heures" pour les salariés du sexe masculin et après "cinquante-quatre" heures pour les employés du sexe féminin, ne pourront être imposées sans le consentement libre et volontaire de l'employé et cela, sans aucune contrainte ni menace de sanction quelconque de la part de l'employeur.

h. Tout employé aura droit à une heure entière pour son dîner, laquelle heure devra être entièrement placée entre 11.30 a.m. et 1.30 p.m.

i. Tout employé aura droit à une heure pour son souper, laquelle heure devra être placée entièrement entre 5.00 p.m. et 7.00 p.m. si le dit employé doit travailler dans la soirée.

j. Durant la période de l'année où l'heure légale d'été sera en force, pour les établissements qui adopteront cette heure légale d'été, les employés auront droit à une heure entière pour leur souper, laquelle heure devra être placée entière-

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des Employés de Donnacona, Section commerciale", be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned, according to the following conditions:

I.—*Definitions*:—For the purposes of the present agreement, the following terms shall have the hereinafter given definitions:

a.—The word "employer", comprises and designates any person of either sex, individual, firm, society or corporation which sells or deliver any merchandise, not to be used on place.

b.—The word "employee", comprises and designates any person of either sex, hired by an "employer" as designated in paragraph "a" of the present Section.

II.—*Territorial jurisdiction*:—"The territorial jurisdiction of the present agreement shall comprise the Town of Donnacona, and a radius of five miles from its limits on the North shore of the St. Lawrence River.

III.—*Working hours*: a. The working week for male employees shall be of sixty hours.

b. The working week for female employees shall be of fifty-four hours.

c. The work shall finish every day at 6.00 p.m. (Standard time).

d. No work shall be required from an employer after this daily closing hour, by any means of constraint or sanction, except for the hereinafter cases.

- i. On Friday and Saturday of each week;
- ii. On the eve of non-working holidays and Holidays;
- iii. From the 20th of December inclusively to the 31st of December inclusively of each year.

iv. When the employee gives his free and voluntary consent.

e. Employers working themselves, artisans and employees, shall not work:

- i. On holidays;
- ii. On the St. John Baptist Day;
- iii. On Labour Day.

iv. At 6.00 p.m. (Standard time) on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday of each week, excepted if one of those days happens to be on the eve of a holiday or of a non-working day.

f. On the days where the said establishments are be legally opened during the evening, employees shall not be obliged to work after 11.00 p.m.

g. The weekly overtime, viz. after sixty hours for male employees and after fifty-four hours for female employees, shall not be required without the free and voluntary consent of the employee and that without any constraint, or menace of sanction on the part of the employer.

h. Each employee shall be entitled to one complete hour for his lunch, which hour shall be placed between 11.30 a.m. and 1.30 p.m.

i. Each employee shall be entitled to one complete hour for his dinner, which hour shall be placed entirely between 5.00 p.m. and 7.00 p.m. if the said employee have to work in the evening.

j. During the period of the year, where the Eastern Daylight Saving Time is in effect, for the establishments accepting this legal Summer time, their employees shall be entitled to one complete hour for supper which hour shall be

ment entre 4.30 p.m. et 6.30 p.m. (heure légale d'été).

k. Tout employé aura droit à une semaine de vacance prise en été, après un an de service, et à deux semaines, dont l'une au moins en été, après deux ans et plus de service.

IV.—*Dispositions relatives aux salaires:* a. Les taux de salaires suivants seront payés aux employés du sexe masculin:

	Par semaine
Débutants sans expérience.....	\$ 6.00
Après 6 mois d'expérience.....	7.00
Après 12 mois d'expérience.....	8.00
Après 18 mois d'expérience.....	9.00
Après 24 mois d'expérience.....	10.00
Après 30 mois d'expérience.....	11.00
Après 36 mois d'expérience.....	12.00

b. Les taux de salaires suivants seront payés aux employés du sexe féminin:

	Par semaine
Débutantes sans expérience.....	\$ 6.00
Après 6 mois d'expérience.....	6.50
Après 12 mois d'expérience.....	7.00
Après 18 mois d'expérience.....	7.50
Après 24 mois d'expérience.....	8.00

c. Tout temps supplémentaire à 60 heures pour les employés du sexe masculin et à 54 heures pour les employés du sexe féminin, sera payé temps et demi, basé sur le taux à l'heure de leur salaire d'employés à tant de mois d'expérience.

d. Aucune déduction ne pourra être faite par les employeurs, sur le salaire hebdomadaire fixé pour les employés, si ces derniers ne sont nullement responsables d'avoir travaillé dans la semaine moins de 60 heures pour les employés du sexe masculin et moins de 54 heures pour les employés du sexe féminin.

e. L'employeur se réserve le droit de payer à sa discrétion, une semaine de vacance à ses employés.

V.—Cette convention collective n'affecte en rien le salaire des employés, si le premier janvier 1938, ce salaire était plus élevé que l'échelle de salaires ci-haut décrite, au début de l'article IV.

VI.—a. Les employeurs reconnaissent les années d'expérience actuelle de leurs employés et fixent, lors de la mise en force du présent contrat, leur salaire hebdomadaire d'après l'expérience déjà acquise de leurs employés.

b. Les années d'expérience d'un employé sont reconnues par l'employeur, au moment de l'embauchement du dit employé.

c. Tout renvoi d'un employé, pour quelque cause que ce soit, devra au préalable, être soumis au Comité Conjoint des Employeurs et des Employés, lesquels, après enquête, donneront une décision finale.

d. Tout employeur pourra, tous les jours de la semaine, excepté le dimanche, les jours fériés chômés et les fêtes d'obligation, après 6.00 p.m. (heure solaire), faire la livraison de toute marchandise vendue avant la dite heure, durant la journée.

e. Tout employeur est tenu de donner à un employé ou ex-employé qui en fait la demande, une lettre d'identité ou de référence, suivant le cas.

VII.—Les restaurateurs, les tabacnistes et les pharmaciens sont régis par la présente convention sauf pour l'heure de fermeture et les jours de fermeture. Leurs employés jouiront d'un congé hebdomadaire de 24 heures.

VIII.—Les employés de bureau sont aussi régis

entièrement entre 4.30 p.m. and 6.30 p.m. (E.D. S.T.).

k. Each employee shall be entitled to a one-week vacation taken during Summer after one year of service, and to a two-week vacation one of which to be taken during Summer, after two years or more of service.

IV.—*Provisions relating to wages:* a. The following wages shall be paid to male employees:

	Per week
Beginners without experience.....	\$ 6.00
After 6 months of experience.....	7.00
After 12 months of experience.....	8.00
After 18 months of experience.....	9.00
After 24 months of experience.....	10.00
After 30 months of experience.....	11.00
After 36 months of experience.....	12.00

b. The following wages shall be paid to female employees:

	Per week
Beginners without experience.....	6.00
After 6 months of experience.....	6.50
After 12 months of experience.....	7.00
After 18 months of experience.....	7.50
After 24 months of experience.....	8.00

c. Overtime work viz, work exceeding 60 hours for male employees and 54 hours for female employees, shall be paid time and a half, according to the hourly rates of wages in relation to their experience.

d. No employer shall be allowed to make any deduction on the wages earned by the employees if the latter are not responsible for having not worked 60 hours if he is a male employee, or 54 hours, if she is a female employee.

e. The employee reserve for himself the right to pay if he so decides, a one-week vacation to his employees.

V.—This agreement does not affect the salary of employees, if as at the 1st of January, 1938, his wages was higher than that of the scale of wages appearing in Section IV.

VI.—a. The employers recognize the present number of years of experience of their employees and determine when the present agreement is enforced, their weekly salary according to the experience already acquired.

b. The number of years of experience of an employee is recognized by the employer at the time of the hiring of the said employee.

c. Any dismissal of an employee, for any cause, shall be previously submitted to the Joint Committee, which, after investigation, shall give a final decision.

d. Any employer shall be allowed, on any day of the week, except on Sundays, or non-working days and holidays, after 6.00 p.m. (Standard time) deliver any merchandise sold before the said hour, during the day.

e. Employers are obliged to give his employee or ex-employee requesting an identification letter or a recommendation letter according to the case.

VII.—Restaurant keepers, tabacnists and druggists are governed by this agreement, except inasmuch as closing hours and closing days are concerned. Their employees shall be entitled to a weekly holiday of 24 hours.

VIII.—Office employees are also governed by

par les dispositions de cette convention, sauf pour les cas suivants:

- I. Ils acceptent la semaine de quarante heures.
- II. Ils sont payés temps et demi, après quarante heures hebdomadaires.
- III. Leurs taux de salaires seront de .15 sous l'heure.
- IV. Les heures de travail sont laissées à la discrétion des employeurs.

IX.—Les hôteliers sont également régis par la présente convention, sauf les cas suivants:

- I. Heures de fermeture;
- II. Jours de fermeture;
- III. Nombre d'heures de travail par semaine.
- IV. Salaires des employés.

- a) Cuisinières: \$25.00 par mois;
- b) Aides-cuisinières: \$20.00 par mois;
- c) Filles de chambre: \$20.00 par mois;
- d) Filles de table: \$16.00 par mois.

Ce salaire comprend pension, logement, blanchissage.

X.—La présente convention deviendra en vigueur à compter de la date de publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'Ordre-en-Conseil l'approuvant, jusqu'au 1er mai 1939; elle pourra cependant être rappelée après un avis de 60 jours, de l'une ou de l'autre des parties contractantes après entente entre les deux parties.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, 19 février, 1938.

897-0

the provisions of this agreement, except for the following:

- I. They accept the 40-hour week of labour;
- II. They are paid time and a half for overtime after the forty-hour week;
- III. Their wages shall be \$0.15 per hour;

IV. The working hours are to be decided by the employers.

IX.—Hotel keepers are equally governed by the present agreement, except inasmuch as the following are concerned:

- I. Closing hours;
- II. Closing days;
- III. Number of working hours per week;
- IV. Wages of employees:

- a) Female cooks: \$25.00 per month;
- b) Female cook help: \$20.00 per month;
- c) Room girls: \$20.00 per month;
- d) Table girls: \$16.00 per month.

Those wages comprises the board, the rooming and the washing.

X.—The present agreement shall come into force on the date of publication in the *Quebec official Gazette* of the Order-in-Council approving the present request until the 1st of May, 1939; however, on a 60-day notice from one or the other contracting parties, it may be repealed after agreement between the said parties.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 19th, 1938.

898-0

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée par M. Roger McGowan, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Martine (Châteauguay), district judiciaire de Beauharnois, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire J. Claver Trudeau, en son vivant de Beauharnois, même district.

Québec, le dix février 1938.

JEAN BRUCHESI,

829-7-5-0 Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Roger McGowan, Notary, residing and practising at Sainte-Martine (Châteauguay), judicial district of Beauharnois, whereby he asks for the transmission, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Notary J. Claver Trudeau, in his lifetime of Beauharnois, same district.

Quebec, February 10, 1938.

JEAN BRUCHESI,

830-7-5 Under Secretary of the Province.

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 943. Elphège Beaudin, demandeur; vs Adrien Boisvert, défendeur et René Lefebvre, tiers-saisi et René Lefebvre, opposant.

Sur l'Ordonnance de l'Honorable Juge Hector Verret, donnée le troisième jour de février, 1938;

Vu l'Opposition afin de Conserver faite en cette cause alléguant l'insolvabilité du défendeur Adrien Boisvert, manufacturier, demeurant autrefois à South Durham, comté de Drummond, et maintenant de lieux inconnus, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont appelés à les produire dans cette cause au Bureau du Protonotaire de ce

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, in the Superior Court, No. 943. Elphège Beaudin, Plaintiff; vs Adrien Boisvert, Defendant and René Lefebvre, Garnishee and René Lefebvre, Opponent.

By Order of the Honorable Justice Hector Verret, given on the 3rd day of February, 1938;

Seeing the Opposition for payment in this cause alleging the insolvability of the Defendant Adrien Boisvert, manufacturer, formerly of South Durham, Drummond County, and now of parts unknown, the Creditors of the said Defendant who have not yet filed their claims are now requested so to do at the Office of the Prothonotary of this District, at Sweetsburg, within

district, à Sweetsburg, dans les quinze jours de la date de la première publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux dispositions des Articles 673-674 du Code de Procédure Civile.

Sweetsburg, ce 3 février, 1938.

721-6-2-o

T. BIRON,
P.C.S.

fifteen days from the first publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette* as provided by Articles 673-674 of the Code of Procedure.

Sweetsburg, February 3rd., 1938.

722-6-2-o

T. BIRON,
P.S.C.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } **A**TTENDU qu'une re-
Assistant-Procureur- } quête Nous a été
Général. } présentée, demandant
qu'un certain territoire des municipalités du canton La Sarre, des cantons unis Royal-Roussillon et Poularies, du canton Clermont et du canton Chazel (territoire non organisé), dans le comté d'Abitibi, soit détaché et érigé en municipalité distincte sous le nom de "la municipalité de la paroisse de Saint-Janvier";

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, que le dit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité, et qu'il restera aux municipalités du canton La Sarre, des cantons unis Royal-Roussillon et Poularies, du canton Clermont, après cette érection, une population de plus de trois cents âmes.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif exprimés dans un décret en date du 25 janvier 1938, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire faisant partie des cantons de Clermont, de Chazel, de La Sarre et de Royal-Roussillon, et dont le périmètre se décrit comme suit, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Clermont et de Chazel avec la ligne séparative des 5ième et 6ième rangs du canton de Chazel; de là, passant successivement par les lignes suivantes: dans le canton de Chazel, en référence à l'arpentage primitif du dit canton, la dite ligne séparative des 5ième et 6ième rangs jusqu'à la ligne est du lot 16 du 5ième rang, les lignes est des lots 16 des 5ième et 4ième rangs, la ligne séparative des 3ième et 4ième rangs jusqu'à la ligne est du lot 29 du 3ième rang, les lignes est des lots 29 des 3ième et 2ième rangs, la ligne séparative des 1er et 2ième rangs jusqu'à la ligne est du lot 37 du premier rang et cette dernière ligne jusqu'au canton de Royal-Roussillon; de là, en référence au cadastre officiel pour chacun des cantons suivants: dans le canton de Royal-Roussillon, la ligne est du lot 37 du 10ième rang, la ligne est du lot 37, du 9ième rang et son prolongement dans le lac Mécamic jusqu'à son point d'inter-

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

EDOUARD ASSELIN, } **W**HEREAS a petition
Deputy Attorney } has been presented
General. } to Us, requesting that a
certain territory of the Municipalities of the Township of La Sarre, the United Townships of Royal-Roussillon and Poularies, the Township of Clermont and of the Township of Chazel (unorganized territory), in the County of Abitibi, be detached and erected into a separate Municipality under the name of "The Municipality of the Parish of Saint-Janvier";

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code in this regard have been fulfilled, that the said territory is within the conditions required by Law to form a Municipality, and that there shall remain in the Municipalities of the Township of La Sarre of the United Townships of Royal-Roussillon and Poularies, and of the Township of Clermont, after this erection, a population of more than three hundred souls.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated January 25, 1938, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, namely:

A territory forming part of the Townships of Clermont, Chazel, La Sarre and Royal-Roussillon, whereof the perimeter is described as follows, to wit: starting at the point of intersection of the divisional line of the Townships of Clermont and of Chazel with the divisional line of the 5th and 6th ranges of the Township of Chazel; thence passing successively by the following lines: in the Township of Chazel, with reference to the primitive survey of the said Township, the said divisional line of the 5th and 6th ranges to the east line of lot 16 of the 5th range, the east lines of lots 16 of the 5th and 4th ranges, the divisional line of the 3rd and 4th ranges to the east line of lot 29 of the 3rd range, the east lines of lots 29 of the 3rd and 2nd ranges, the divisional line of the 1st and 2nd ranges to the east line of lot 37 of the first range and this latter line to the Township of Royal-Roussillon; thence, with reference to the official cadastre for each of the following townships: in the Township of Royal-Roussillon the east line of lot 37 of the 10th range, the east line of lot 37, of the 9th range and its prolongation into Lake Mécamic to its point

section avec le prolongement dans le même lac de la ligne séparative des 7ième et 8ième rangs, ce dernier prolongement et cette dernière ligne jusqu'à la ligne séparative des cantons de Royal-Roussillon et de La Sarre; dans le canton de La Sarre: la ligne séparative des 7ième et 8ième rangs depuis la dite ligne séparative des cantons de Royal-Roussillon et de La Sarre jusqu'à la ligne ouest du lot 50 du 8ième rang, les lignes ouest des lots 50 des 8ième et 9ième rangs, la ligne séparative des 9ième et 10ième rangs jusqu'à la ligne ouest du lot 38 du 10ième rang et cette dernière ligne jusqu'à la ligne séparative des cantons de La Sarre et de Clermont; dans le canton de Clermont: la ligne ouest du lot 38 du 1er rang, la ligne séparative des 1er et 2ième rangs jusqu'à la ligne ouest du lot 50 du 2ième rang, les lignes ouest des lots 50 des 2ième et 3ième rangs et la ligne séparative des 3ième et 4ième rangs jusqu'à la ligne séparative des cantons de Clermont et de Chazel, enfin, cette dite ligne séparative des cantons de Clermont et de Chazel jusqu'au point de départ; lequel territoire, dont la partie située dans le canton de Chazel ne fait partie d'aucune municipalité et dont les parties situées dans les cantons de Clermont, de La Sarre et de Royal-Roussillon sont respectivement détachées des municipalités du canton de Clermont, du canton de La Sarre et des cantons unis de Royal-Roussillon et Poularies, sera, avec tous les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites, érigé en une municipalité distincte sous le nom de "municipalité de la paroisse de Saint-Janvier" dans le comté municipal d'Abitibi, à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUEBEC, de Notre Province de QUEBEC, ce SEPTIEME jour de FEVRIER, en l'année mil neuf cent trente huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,

JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

863-o

of intersection with the prolongation into the same Lake of the divisional line of the 7th and 8th ranges, this latter prolongation and the said last line to the divisional line of the Townships of Royal-Roussillon and La Sarre; in the Township of La Sarre: the divisional line of the 7th and 8th ranges from the said divisional line of the Townships of Royal-Roussillon and La Sarre to the west line of lot 50 of the 8th range, the west lines of lots 50 of the 8th and 9th ranges, the divisional line of the 9th and 10th ranges to the west line of lot 38 of the 10th range and this last line to the divisional line of the Townships of La Sarre and Clermont; in the Township of Clermont: the west line of lot 38 of the 1st range, the divisional line of the 1st and 2nd ranges to the west line of lot 50 of the 2nd range, the west lines of lots 50 of the 2nd and 3rd ranges and the divisional line of the 3rd and 4th ranges to the divisional line of the Township of Clermont and Chazel, finally, this said divisional line of the Townships of Clermont and of Chazel to the point of departure; the said territory, whereof the part situate in the Township of Chazel does not form a part of any Municipality and whereof the parts situate in the Townships of Clermont, La Sarre and Royal-Roussillon are respectively detached from the Municipalities of the Township of Clermont, the Township of La Sarre and the United Townships of Royal-Roussillon and Poularies, will be, with all the roads, rivers, lakes, watercourses or parts thereof comprised within the hereinabove described limits, erected into a separate municipality under the name of the "Municipality of the Parish of Saint-Janvier" in the Municipal County of Abitibi, on and from the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this SEVENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-eight and in the second year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

864

Soumissions

CITÉ DE GRANBY

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées: "Soumissions pour obligations" pour l'achat d'une émission d'obligations en série, au montant de \$25,000.00, 3½% d'intérêt, datées du 1er mars 1938, remboursables à vingt ans par fractions annuelles de capital (coupures de \$500.00 et \$1,000.00) seront reçues par le soussigné à son

Tenders

CITY OF GRANBY

Public Notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tender for Bonds" for the purchase of a issue of serial bonds, for an amount of \$25,000.00, at 3½% interest, dated the 1st of March, 1938, redeemable in twenty years, by annual fractions of the capital (denominations of \$500.00 and \$1,000.00) shall be received by the undersigned at his office, at the City Hall, at

bureau à l'hôtel de ville à Granby jusqu'au lundi le 7 mars 1938 à 8 heures du soir.

Intérêt semi-annuel, le 1er mars et 1er septembre; fractions de capital le 1er mars de chaque année payable au bureau de la Banque Canadienne de Commerce, succursale Granby, où l'on pourra prendre livraison des titres vers le 15 mars 1938. L'obligation pourra être enregistrée quant au capital. Objet de l'emprunt: réaliser la part contributive de la cité pour venir en aide à ses chômeurs nécessiteux.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt, ce dépôt de garantie ne devant pas porter intérêt.

Toute soumission devra comprendre les intérêts accrus et celle contenant des conditions autres que celles-ci-dessus énumérées sera rejetée.

La municipalité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Donné à Granby, ce 14 février 1938.

Le secrétaire-Trésorier,
ARTHUR MONTFILS.

845-o

Province de Québec

CITÉ DE SHAWINIGAN FALLS

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations", seront reçues par le sous-signé, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mercredi le neuvième jour de mars prochain (1938), pour l'achat d'une émission de \$156,500.00 d'obligations de la cité de Shawinigan Falls, datées du 1er novembre 1937 et remboursables par séries du 1er novembre 1938 au 1er novembre 1967, avec intérêt semi-annuel le 1er mai et le 1er novembre et le capital annuellement, le 1er novembre, chaque année, payables à la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, à Québec et à Shawinigan Falls.

Les soumissionnaires sont invités à offrir deux prix séparément pour cette émission, savoir:

Un prix pour obligations à 3½% l'an et un prix pour obligations à 4% l'an.

Ces obligations seront émises en coupures de \$500.00 et \$1,000.00 et pourront être enregistrées quant au capital.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à 1% du montant de cette émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations ne pourront être livrées qu'au début du mois d'avril prochain (1938).

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du conseil qui sera tenue le 9 mars prochain (1938) à huit heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Shawinigan Falls, le 14 février 1938.

Le secrétaire-trésorier,
A.-J. MEUNIER,

847-o

Ventes par licitation

Province de Québec, District de Terrebonne. Cour Supérieure, No 5374. Philippe Girard, demandeur; vs Dame Rosina Legris & al, défendeurs.

Granby, until Monday the 7th of March, 1938, at 8 o'clock in the evening.

Interest semi-annual, on the 1st of March and 1st of September; fractions of the capital on the 1st of March of each year, payable at the office of the Canadian National Bank of Commerce, Granby Branch, where delivery of the bonds will be made towards the 15th of March 1938. The bond may be registered, as to the capital. Purpose of the loan: to realize the contributory share of the City for assistance to its needy unemployed.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, said guarantee deposit not bearing interest.

Every tender shall include the accrued interest and any tender containing conditions other than those hereinabove enumerated, shall be rejected.

The municipality shall not be obliged to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Granby, this 14th of February, 1938.

ARTHUR MONTFILS
Secretary-Treasurer.

846

Province of Quebec

CITY OF SHAWINIGAN FALLS

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds", shall be received by the undersigned, until five o'clock in the afternoon, on Wednesday the Ninth day of March next (1938) for the purchase of an issue of \$156,500.00 of bonds of The City of Shawinigan Falls, dated November the 1st, 1937 and redeemable serially from the 1st of November 1938 to the 1st November 1967, with semi-annual interest May and November 1st, and principal annually on November 1st, each year, payable at the Banque Canadienne Nationale, at Montreal, at Quebec and at Shawinigan Falls.

The tenderers are invited to offer two separate prices for this issue, viz: one price for bonds at 3½% per annum and one price for bonds at 4% per annum.

The said bonds will be issued in denomination of \$500.00 and of \$1,000.00, and may be registered as to principal.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of this issue.

Each tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

The said bonds may be delivered to the beginning of the month of April next (1938).

The tenders will be opened and considered at a special meeting of the City Council, to be held on March the Ninth, 1938 at eight o'clock, P.M. at the City Hall.

The City Council reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Shawinigan Falls, February 14th., 1938.

A. J. MEUNIER,
Secretary-Treasurer.

848-o

Sales by licitation

Province of Quebec, District of Terrebonne. Superior Court, No. 5374. Philippe Girard, plaintiff; vs Dame Rosina Legris & al., defendants.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure à St-Jérôme, du district de Terrebonne, le 9 février 1938, dans une cause dans laquelle Philippe Girard, charretier, de Montréal, est demandeur, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

"Une terre en bois debout, située sur le grand coteau, en la paroisse de Terrebonne, de deux arpents et demi de largeur par vingt et un arpents et demi dans une ligne et vingt arpents dans l'autre ligne de profondeur; le tout plus ou moins, et formant une superficie d'environ cinquante et un arpents et quatre-vingt-sept perches; la dite terre à bois, portant le numéro officiel cent quarante-huit (No 148) de la paroisse de St-Louis de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du comté de Terrebonne, avec bâtisses dessus construites".

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-CINQ MARS, 1938, cour tenant, dans la salle d'audience du Palais de Justice à St-Jérôme, ou au bureau du Prothonotaire de la dite Cour, à ONZE heures A. M., sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Prothonotaire de la dite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge, afin de distraire, dans la dite licitation devra être déposée au greffe du Prothonotaire de la dite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

St-Jérôme, le 16 février, 1938.

Le procureur du demandeur,
879-7-2-o ELZEAR BEAUREGARD.

Canada, Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour Supérieure, No 3176. Eudore Leclerc, demandeur; vs Aldeo Leclerc et al., défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, le 15 janvier 1937, dans une cause dans laquelle, Eudore Leclerc, tisserand et contremaître de la cité de Granby, district de Bedford, est demandeur et Aldeo Leclerc, cultivateur de Saint-Théodore d'Acton, district de Saint-Hyacinthe; Clara Leclerc, épouse commune en biens de Aimé Guérin et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, tous deux de Saint-Théodore d'Acton, district de Saint-Hyacinthe; Alma Leclerc, épouse commune en biens de Ovila Morin et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, tous deux de Saint-Théodore d'Acton, district de Saint-Hyacinthe, Frédéric Guérin, de Saint-Théodore d'Acton tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à Rolland, Georges-Aimé, Conrad, Yvette et Maurice Guérin, enfants mineurs de feu Aldéa Leclerc et dudit Frédéric Guérin; Gérard Guérin, fils de cultivateur de Saint-Théodore d'Acton, district de Saint-Hyacinthe; Berthe Leclerc, épouse commune en biens de Edmond Ferland et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, tous deux de Valcourt, district de Bedford; Eva Leclerc, épouse commune en biens de Raymond Maurice et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, tous deux de Waterbury, Connecticut, un des Etats-Unis

Notice is given pursuant to a judgment of the Superior Court, at St. Jérôme, in the district of Terrebonne, the 9th of February, 1938, in a cause wherein the said Philippe Girard, carter, of Montreal, is plaintiff, ordering the licitation of the following immoveable, namely:

"A wooded lot of land situate on the "Grand Coteau", in the parish of Terrebonne, measuring two arpents and one half in width by twenty-one arpents and one half in one line and twenty arpents in the other line in depth; the whole more or less, and forming an area of about fifty-one arpents and eighty seven perches; the said wooded lot of land bearing official number one hundred and forty-eight (No. 148) of the parish of St-Louis de Terrebonne, on the official cadastre for the County of Terrebonne—with the buildings thereon erected."

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, the TWENTY-FIFTH of MARCH, 1938, Sitting the Court, in the Court Room of the Court House at St-Jérôme, or at the office of the Prothonotary of the said Court, at ELEVEN o'clock A.M., subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

St. Jérôme, the 16th February, 1938.

ELZEAR BEAUREGARD,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of St. Hyacinthe, No. 3176. Eudore Leclerc, plaintiff; vs Aldeo Leclerc & Al., defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at St. Hyacinthe, in the district of St. Hyacinthe, the 15th of January, 1937, in a cause wherein Eudore Leclerc, weaver and foreman, of the City of Granby, district of Bedford, is plaintiff, and Aldeo Leclerc, farmer, of St-Théodore d'Acton, district of St. Hyacinthe; Clara Leclerc, wife common as to property of Aimé Guérin and the latter both personally and to authorize his said wife, both of St-Théodore d'Acton, district of St-Hyacinthe; Alma Leclerc, wife common as to property of Ovila Morin and the latter both personally and to authorize his said wife, both of St-Théodore d'Acton, district of St-Hyacinthe, Frédéric Guérin, of St-Théodore d'Acton both personally and as Tutor to Rolland, Georges-Aimé, Conrad, Yvette and Maurice Guérin, minor children of the late Aldéa Leclerc and of the said Frédéric Guérin; Gérard Guérin, farmer's son, of St-Théodore d'Acton, district of St-Hyacinthe; Bertha Leclerc, wife common as to property of Edmond Ferland and the latter both personally and to authorize his said wife, both of Valcourt, district of Bedford; Eva Leclerc, wife common as to property of Raymond Maurice and the latter both personally and to authorize his said wife, both of Waterbury, Connecticut, one of the United States of America; Albert Leclerc and Armand Leclerc both artisans of Waterbury, Connecticut, one of

d'Amérique; Albert Leclerc et Armand Leclerc tous deux artisans de Waterbury, Connecticut, un des Etats-Unis d'Amérique, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Une terre à bois située sur le septième rang de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, connue et désignée aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton comme faisant partie du lot No 17, mesurant environ deux arpents et demi de front par la profondeur de la concession, bornée en front par le septième rang, en profondeur par Georges Girard, d'un côté par Napoléon Morin, de l'autre côté par Ephrem Lafrance, le tout tel que clôturé et sans bâtisses.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS 1938, à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de Justice de la cité de Saint-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Saint-Hyacinthe, ce 16e jour de février 1938.

Le procureur du demandeur,
881-7-2-o GEO.-H. DUREAULT.

the United States of America, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, namely:—

A wooded lot of land situate in the seventh range of the Parish of St-Théodore d'Acton, known and designated on the plan and book of reference for the parish of St-Théodore d'Acton as forming part of lot No. 17, measuring about two arpents and one half in front by the depth of the concession, bounded in front by the seventh range, in depth by Georges Girard, on one side by Napoléon Morin, on the other side by Ephrem Lafrance, the whole as fenced in and without buildings.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-FOURTH day of MARCH, 1938, at TEN o'clock in the forenoon, Sitting the Court, in the Court Room of the Court House in the City of St-Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

St-Hyacinthe, this 16th day of February, 1938.

GEO. H. DUREAULT,
882-7-2 Attorney for plaintiffs.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le present donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } LOUIS-PHILIPPE
No E-160, 596 } L DUHAMEL, faisant
affaire seul dans les cité et district de Montréal,
sous les nom et raison sociale de "Montreal
Granite Works Company", demandeur; vs A.-J.
(Alexandre) VANASSE, commis des cité et district
de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au défendeur;

Un certain emplacement faisant partie du lot huit du septième rang du canton de Grantham, lequel emplacement est maintenant connu et désigné comme lot portant le numéro six cent cinq (605) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham avec les bâtisses dessus érigées.

"Tous les droits de possession du lot contigu à celui ci-dessus décrit et portant le numéro six cent quatre (604) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham".

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Germain de Grantham, Co. Drum-

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } LOUIS PHILIPPE
No. E-160, 596 } L DUHAMEL doing
business alone in the city and district of Mont-
real, under the name and firm of "Montreal
Granite Works Company", plaintiff; vs A. J.
(Alexandre) VANASSE, clerk of the city and
district of Montreal, defendant.

As belonging to the defendant:

A certain emplacement being part of lot eight of seventh range of township of Grantham, which emplacement is now known and designated as lot bringing number six hundred and five (605) to the official plan and book of reference of township of Grantham, with buildings thereon erected.

"All the rights of possession of the lot adjoins to this one above described and bringing the number six hundred and four (604) to the official plan and book of reference of township of Grantham".

To be sold at the parochial church of St-Germain de Grantham, Co. Drummond, the

mond le VINGT-DEUXIEME jour du mois de MARS 1938, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 10 février, 1938. 853-7-2-o
[Première publication, 19 février 1938]

TWENTY-SECOND day of MARCH 1938, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office,
Arthabaska, February 10th, 1938. 854-7-2-o
[First publication, February 19th, 1938].

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } A D É L A R D
District de Beauharnois, } DUBOIS, de-
No 7444. } mandeur; vs DA-
ME RACHEL CARRIE McLENNAN, défende-
resse.

Saisie comme appartenant à la dite défende-
resse:

Ces lots de terrain connu et désignés sur le plan et dans les livres de renvoi officiels du canton de Dundee sous les numéros dix-neuf A et vingt A, (19A) et (20A) dans le second rang du dit Canton, dix-neuf B (19 B) dans le troisième rang du dit canton et aussi partie de 27 (Pt. 27) dans le premier rang du dit canton, contenant environ deux cent trois acres plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus construites, formant une entité appelé la ferme Watson.

Le tout sauf erreur et omission.

Pour être vendu, en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Agnès-de-Dundee du dit district, le MARDI, le PREMIER jour de MARS prochain 1938, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-B. DEREPIENTIGNY.
Salaberry-de-Valleyfield, ce 22ième jour de janvier 1938. 551-4-2-o
[Première publication, le 29 janvier 1938]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada,

Province de Québec, } L E S C O M M I S S A I -
District de Bedford, } R E S D'ÉCOLES
Cour de Magistrat, } D E L A C O M M I S S I O N
Comté de Missisquoi, } S C O L A I R E D E S A I N T
à Farnham No 2782. } I G N A C E D E M I S S I S -
QUOI, demandeurs; vs
ANATOLE HEBERT, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre de deux cent cinquante acres en superficie, plus ou moins, désignée sous les lots numéros deux mille six cent trente-huit (2638), deux mille six cent trente-neuf (2639), deux mille six cent quarante (2640), deux mille six cent quarante-un (2641) et deux mille six cent quarante-trois (2643), des plan et livre de renvoi officiels du Canton de Stanbridge, comté de Missisquoi, district de Bedford—avec toutes les bâtisses érigées sur ledit immeuble et tous les droits et circonstances y appartenant, excepté dudit lot numéro deux mille six cent quarante-un, la partie est vendue à Albert Laraway par contrat passé le 5 août, 1922, enregistré sous le No 57546. Ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble.

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } A D E L A R D
District of Beauharnois, } DUBOIS,
No. 7444. } plaintiff; vs DA-
ME RACHEL CARRIE McLENNAN, defend-
ant.

Seized as belonging to the said defendant.

Those lots of Lands known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Dundee under the numbers nineteen-A (19A) and twenty A, (20A), in the second range of said township, nineteen B. (19 B), in the third range of said township, and also part of twenty seven (27 pt) in the first range of said township, containing about two hundred and three acres, more or less—with all the buildings thereon erected, forming a whole known as the Watson farm.

The whole save erreur or omission.

To be sold (en bloc) at the parochial church door of Saint Agnes de Dundee, in the said district, on TUESDAY, the FIRST day of MARCH next 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. BTE DEREPIENTIGNY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry of Valleyfield, this 22nd day of January, 1938. 552-4-2-o
[First publication, January 29th., 1938]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada,

Province of Quebec, } T H E S C H O O L C O M -
District of Bedford, } M I S S I O N E R S O F
Magistrate's Court, } T H E S C H O O L C O M -
County of Missisquoi } M I S S I O N O F S A I N T
at Farnham No 2782. } I G N A C E D E M I S S I S -
QUOI, plaintiffs; vs
ANATOLE HEBERT, defendant.

As belonging to the defendant:

A farm of two hundred and fifty acres in area, more or less, designated under lots numbers two thousand six hundred and thirty eight (2638), two thousand six hundred and thirty nine (2639), two thousand six hundred and forty (2640), two thousand six hundred and forty one (2641) and two thousand six hundred and forty three (2643), of the official plan and book of reference for the Township of Stanbridge, County of Missisquoi, District of Bedford—with all the buildings erected on the said farm and with all the rights and circumstances and dependencies attached thereto, save to be deducted from the said lot number two thousand six hundred and forty one, the East part sold to Albert Laraway by contract passed on the 5th August, 1922, registered under No. 57546. As the whole presently subsists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

Pour être vendue "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Ignace-de-Stanbridge, à Saint-Ignace-de-Stanbridge, dit district, le TROISIEME jour de MARS, 1938 à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, W.-FREDERIC KAY,
Sweetsburg, Que., ce 25 janvier 1938.
[Première publication, le 29 janvier 1938]

567-4-2-o

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the Parish of Saint-Ignace de Stanbridge, at Saint Ignace de Stanbridge, said district, on the THIRD day of MARCH, 1938, at TWO o'clock in the afternoon.

W. FREDERIC KAY,
Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., this 25th January, 1938.
[First publication, January 29th, 1938]

568-4-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } DAME EVA WALLA-
Province de Québec, } CE & VIR, Deman-
District de Bedford, } deurs; vs ÉMILE LE-
No. 857. } COMPTE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Un immeuble formant partie du lot numéro neuf "B" (9B) du deuxième rang du canton de Roxton et des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Pudentienne, district de Bedford, formant un triangle, bornée ladite partie, au nord par le chemin public entre les deuxième et troisième rangs du canton de Roxton, à l'est par le chemin public de Granby à Roxton-Falls et au sud-ouest par un ruisseau, avec les bâtisses érigées sur ledit immeuble, soit une beurrerie, une maison et les autres dépendances; et

Toute cette partie du lot numéro huit "A" (8A) du rang onze du canton de Shefford, aux plan et livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Ste-Pudentienne, dit district, bornée et décrite comme suit: commençant à un point du côté est du chemin entre les lots numéros sept et huit du dit canton de Shefford, arpentage primitif, située à ou à environ quarante perches du coin sud-ouest du dit lot numéro huit "A", de là allant vers le nord le long du dit chemin, deux cents pieds, de là vers l'est à angle droit, cent pieds, de là vers le sud parallèle au dit chemin, deux cents pieds, de là vers l'ouest cent pieds au point de départ, avec ensemble une beurrerie et fromagerie sus-érigée et construite.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Pudentienne, à Roxton-Pond, dit district, le NEUVIEME jour de MARS, 1938, à DEUX heures de l'APRES-MIDI.

Le shérif,
Bureau du shérif, W.-FREDERIC KAY,
Sweetsburg, Que., 25 janvier, 1938. 583-4-2
[Première publication, 29 janvier 1938]

CHICOUTIMI

Cour Supérieure.—District of Chicoutimi.

No 7421 } THE KENOGAMI LAND COM-
PANY LIMITED, corps poli-
tique et incorporé ayant sa place d'affaires en la ville de Kenogami, demandeur; vs STANISLAS GAGNON, de Jonquière, défendeur; et ARTHUR LAROCHE, curateur au délaissement.

Tout ce lopin de terre ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel du troisième rang, du Canton Jonquière sous le numéro 22-A-66 mesurant 50 pieds par 110 pieds plus ou moins, avec les bâtisses, circonstances et dépendances en possession du curateur.

Pour être vendu à la porte de l'église de Kénogami, MARDI, le VINGT-DEUXIEME jour

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Canada, } DAME EVA WALLA-
Province of Quebec, } CE & VIR, plaint-
District of Bedford, } iffs; vs. EMILE LE-
No. 857. } COMPTE, defendant.

As belonging to the defendant.

An immovable forming part of lot number nine "B" (9B) of the second range of the township of Roxton and of the official plan and book of reference for the parish of Ste-Pudentienne, district of Bedford, forming a triangle, bounded the said part, on the north by the public road between the second and third ranges of the township of Roxton, on the east by the public road from Granby to Roxton-Falls and on the south-west by a stream—with the buildings erected on the said immovable, namely a butter factory, a house and other dependencies; and

All that part of lot number eight "A" (8A) of the eleventh range of the township of Shefford, of the cadastral plan and book of reference of the parish of Ste-Pudentienne, said district, bounded and described as follows: commencing at a point on the east side of the road between lots numbers seven and eight of the said township of Shefford, primitive survey, situate at or about forty rods from the south west corner of said lot number eight "A", thence running north along said road two hundred feet, thence east at right angles one hundred feet, thence south parallel with said road two hundred feet, thence west one hundred feet to the place of beginning, together with the butter and cheese factory thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Pudentienne, at Roxton-Pond, said district, on the NINTH day of MARCH, 1938, at TWO o'clock in the afternoon.

W. FREDERIC KAY,
Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., 25th January, 1938. 584-4-2
[First publication, January 29th, 1938]

CHICOUTIMI

Superior Court.—District of Chicoutimi.

No. 7421 } THE KENOGAMI LAND COM-
PANY LIMITED, a body poli-
tic and corporate, having its place of business in the Town of Kenogami, plaintiff; vs STANISLAS GAGNON, of Jonquière, defendant; and ARTHUR LAROCHE, curator to the abandonment.

All that parcel of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the third Range of the Township of Jonquière, under number 22-A-66, measuring 50 feet by 110 feet, more or less—with the buildings, circumstances and dependencies, in the possession of the Curator.

To be sold at the church door of Kenogami, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of

du mois de MARS 1938, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif.
Bureau du shérif, RENE DELISLE.
Chicoutimi, Qué., le 16 février 1938. 883-7-2-o
[Première publication, 19 février 1938]

the month of MARCH, 1938, at TWO o'clock in the afternoon.

RENE DELISLE.
Sheriff's Office,
Chicoutimi, Que., February 16th, 1938. 884-7-2
[First publication, February 19, 1938]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { LOUIS - PHILIPPE
C-164879 { AUCLAIR et al.,
demandeurs; vs JOSEPH MICHAUD, défendeur;
et BERNARD JODOIN, curateur au délaissement

Comme appartenant aux défendeurs mais en la possession du curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la Rue Mont-Royal ouest, en la cité d'Outremont, connu et désigné sous le numéro un de la resubdivision officielle du lot numéro cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-deux (22-55-1) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de paroisse de Montréal. contenant cet emplacement, vingt pieds de largeur par une profondeur de cent vingt pieds dans une ligne et cent vingt pieds et six pouces dans l'autre ligne, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison à trois étages comportant trois logements portant les numéros civiques 1229, 1231 et 1233 de la dite rue Mont-Royal ouest, et autres bâtisses y érigées, et avec droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour du mois de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE
Montréal, 25 janvier 1938. 553-4-2-o
[Première publication, le 29 janvier 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { ALBERTINE BIGA-
E-166744 { OUETTE, épouse
séparé de biens de Patrick Brunet, et ce dernier pour autoriser son épouse et MARIE ANTOINETTE BIGAOUETTE, épouse séparée de biens de Jules Marchand, et ce dernier pour autoriser son épouse-es-non et es-qualité et al., es-qual., demandeurs; vs LOUIS PARE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Cartier; en la cité de Montréal, portant le numéro sept cent trente-deux du lot originaire cent soixante-et-un (161-732) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses y érigées et droit de passage dans les rues et ruelles longeant le dit emplacement.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 25 janvier 1938. 555-4-2-o
[Première publication, le 29 janvier 1938]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { LOUIS PHILIPPE
C-164879. { AUCLAIR et al.,
plaintiffs; vs JOSEPH MICHAUD, defendant;
and BERNARD JODOIN, curator to the abandonment.

As belonging to the defendants but in the possession of the Curator to the abandonment.

An emplacement fronting on Mount Royal Street West, in the City of Outremont, known and designated under number one of the official resubdivision of lot number fifty-five of the official subdivision or original lot number twenty-two (22-55-1) of the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal, the said emplacement measuring twenty feet in width by a depth of one hundred and twenty feet in one line and one hundred and twenty feet and six inches in the other line, English measure and more or less—with a three story house comprising three dwellings bearing civic numbers 1229, 1231 and 1233 of said Mount Royal Street West, and other buildings thereon erected, and with common right of way in the lane situate in rear of the said emplacement.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the THIRD day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 25th, 1938. 554-4-2
[First publication, January 29th, 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { ALBERTINE BIGA-
E-166744 { OUETTE, wife
separate as to property of Patrick Brunet, and the latter to authorize his wife and MARIE ANTOINETTE BIGAOUETTE, wife separate as to property of Jules Marchand and the latter to authorize his wife es-non and es-qualité et al., es-qual., plaintiffs; vs LOUIS PARE, defendant.

An emplacement fronting on Cartier Street, in the City of Montreal, bearing number seven hundred and thirty-two of original lot one hundred and sixty-one (161-732) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte Visitation, measuring twenty-five feet in width by seventy-five feet in depth, English measure, more or less—with buildings erected thereon and right of way in the streets and lanes running along the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of MARCH next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 25th, 1938. 556-4-2
[First publication, January 29th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **DELLE ALPHONSI-NE LEONARD et al.**; demandereses; vs **LES HERITIERS DE FEU DAME LAURA VIAU**, veuve de Léandre Bélanger, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Beaudry, en la cité de Montréal, et portant le numéro six cent soixante-dix (670) des plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques, lequel contient soixante pieds de front sur environ soixante-dix pieds de profondeur, le tout mesure française, plus ou moins, avec toutes bâtisses y érigées, particulièrement une maison à trois étages contenant six logements portant les numéros civiques 1253 à 1267 inclusivement de la dite rue Beaudry.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$900. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Décary, daté le 22 janvier 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, **JOS.-PAUL LAMARCHE**,
Montréal, 25 janvier, 1938. 557-4-2-o
[Première publication, 29 janvier, 1938].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **HORMISDAS CHAR-165723. RON**, demandeur; vs **LES HERITIERS DE FEU JOHN HOPE**, défendeurs; et **PERCIVAL HECTOR HOPE**, mis-en-cause.

Comme appartenant aux défendeurs et au mis-en-cause.

Deux lopins de terre situés en la ville de Montréal-sud, du côté sud-est de la rue Victoria, connus et désignés sous les numéros quarante-trois et quarante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent cinquante-sept (157-43 & 44) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, dans le comté de Chambly—avec tous leurs membres et appartenances, y compris une maison double et dépendances sus-érigés.

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Georges, Montréal-sud, ce TROISIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, **JOS.-PAUL LAMARCHE**,
Montréal, le 26 janvier 1938. 585-4-2
[Première publication, le 29 janvier 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: **BERNARD LAHAIE**, de-
No A-162,214 **mandeur**; vs **ANTONIO LEONARD**, défendeur.

Un emplacement ayant front sur le chemin de St-Léonard de Port-Maurice, comté de Laval, d'une contenance de cent dix pieds (110 pi.) de front par quatre-vingt-douze pieds (92 pi.) de profondeur, mesure française plus ou moins, composé:

(a) Du lot de terre numéro quatre cent quatre-vingts (480) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe.

(b) D'un lopin de terre ou lisière de terrain ayant front sur le chemin public de la paroisse de St-Léonard de Port-Maurice, comté de Laval, aisant partie du lot numéro quatre cent soixante-dix-neuf (479) des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant la dite lisière de terrain dix-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **MISS ALPHONSINE LE-MONARD et al**, plaintiffs; vs. **THE HEIRS OF THE LATE DAME LAURA VIAU**, widow of Léandre Bélanger, defendants.

An emplacement fronting on Beaudry Street, in the city of Montreal, and bearing number six hundred and seventy (670) on the official plan and book of reference for St. James' Ward, the said emplacement measuring sixty feet in front by about seventy feet in depth, French measure, more or less—with all the buildings thereon erected, in particular a three story house containing six dwellings, bearing civic numbers 1253 to 1267 inclusively of said Beaudry street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$900. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Decary, dated January 22nd, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 25th, 1938. 558-4-2
[First publication, January 29th, 1938].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **HORMISDAS CHAR-165723. RON**, plaintiff; vs **THE HEIRS OF THE LATE JOHN HOPE**, defendants; and **PERCIVAL HECTOR HOPE**, mis-en-cause.

As belonging to the defendants and to the mis-en-cause.

Two lots of land situate in the Town of Montreal-South, on the Southeast side of Victoria street, known and designate under the numbers forty-three and forty-four of the official subdivision of the lot original number one hundred and fifty-seven (157-43 & 44) of the official plan and book of reference of the Parish of Saint Antoine de Longueuil, in the County of Chambly—with all their members and appurtenances, including double-house and out-buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Saint George, Montreal-South, on the THIRD day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, January 26th., 1938. 586-4-2
[First publication, January 29th., 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: **BERNARD LAHAIE** No. A-162,214 **plaintiff**; vs. **ANTONIO LEONARD**, defendant.

An emplacement fronting on the St. Leonard de Port-Maurice Highway, county of Laval, measuring one hundred and ten feet (110 ft.) in front by ninety two feet (92 ft.) in depth, French measure, more or less, composed of:

(a) That lot of land number four hundred and eighty (480) on the official plan and book of reference for the parish of "la Longue Pointe".

(b) A parcel or strip of land fronting on the public highway of the parish of St. Leonard de Port-Maurice, county of Laval, forming part of lot number four hundred and seventy nine (479) on the aforesaid official plan and book of reference, said strip of land measuring nineteen and

neuf pieds et demi (19½ pi.) de largeur par une profondeur de un demi arpent (½) plus ou moins, laquelle lisière de terrain bornée comme suit: en front par le chemin public, d'un côté vers l'est par l'emplacement dudit Antonio Léonard portant le No 480 des susdits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté et en arrière par le résidu dudit lot No 479 dont est détachée la lisière de terrain présentement décrite, avec circonstances et dépendances et toutes les bâtisses dessus construites."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, 9 février, 1938. 855-7-2-o
[Première publication, 19 février 1938].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **BENJAMIN AUBER-**
139217. { **TIN ET AL., ES-QUAL,**
demandeurs; vs **MONTREAL LIGHT, HEAT**
& **POWER CONSOLIDATED ET AL.,** défen-
deurs; et **MRES MEREDITH, HOLDEN,**
HEWARD & HOLDEN, distrayants.

Comme appartenant aux demandeurs, *es-qual.*

Un certain emplacement situé en la cité de Westmount, ayant front sur le Chemin de l'Académie, composé comme suit:

1. Lots numéros un et deux de la resubdivision du lot numéro dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent trente-quatre (234-10-1 et 2) aux plan et livre de renvoi pour la paroisse de Montréal.

2. Et le lot numéro onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent trente-quatre (234-11) aux plan et livre de renvoi pour la paroisse de Montréal, contenant le dit emplacement cent pieds en front par cent quinze pieds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec deux maisons de rapport sus-érigées sous les noms de Ruskin et Verdi et portant les numéros civiques 48 et 50 du dit Chemin de l'Académie, telle que la dite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances s'y rapportant.

Avis est de plus donné que la vente de la propriété susdite qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le vingt-sixième jour de février dernier, aura lieu au même endroit le DIX-HUITIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$10,170.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Surveyer, en date du 16 janvier 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 9 février 1938. 859
[Première publication, le 19 février 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **LE** secrétaire et les syn-
F-167273 { **diés de la corporation**
GRAND TRUNK RAILWAY OF CANADA
SUPERANNUATION & PROVIDENT FUND
ASSOCIATION, demanderesse; vs **W. S.**
LIGHTHALL, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue St-Marc, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatorze de la subdivision du lot numéro soixante-douze de la subdivision officielle du lot numéro

one half feet (19½ ft.) in width by a depth of one half arpent (½), more or less, the said strip of land being bounded as follows: in front, by the public highway, on one side, towards the east by the emplacement of said Antonio Léonard, bearing No. 480 of said official plan and book of reference, and on the other side and in rear, by the residue of said lot No. 479, from which is detached the strip of land herein described—with circumstances and dependencies and all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS.-PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 9th, 1938. 856-7-2
[First publication, February 19th 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **BENJAMIN AUBER-**
139217. { **TIN ET AL., ES-QUAL,**
plaintiff's; vs **MONTREAL LIGHT, HEAT &**
POWER CONSOLIDATED ET AL., defendants;
& **MRES MEREDITH, HOLDEN, HEWARD**
& **HOLDEN,** distrayants.

As belonging to the plaintiff's, *es-qual.*

A certain emplacement situate in the city of Westmount, fronting on Academy Road, composed as follows:

1. Lots numbers one and two resubdivision of lot number ten of the official subdivision of original lot number two hundred and thirty four (234-10-1 and 2) on the plan and book of reference for the parish of Montreal.

2. And the lot number eleven official subdivision of original lot number two hundred and thirty four (234-11) on the plan and book of reference for the parish of Montreal, containing said emplacement one hundred feet in front by one hundred and fifteen feet in depth, English measure, more or less—with two apartment houses thereon erected under the names of Ruskin and Verdi and bearing civic numbers 48 and 50 on said Academy Road, as the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging.

Notice is hereby given that the sale of the above property, which was to take place at my office, in the City of Montreal, on the twenty sixth day of February last shall be held, at the same place, on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$10,170.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated January 16th., 1937.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 9th., 1938. 860—o
[First publication, February 19th., 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **The Secretary and Trust-**
F-167273 { **tees of the GRAND**
TRUNK RAILWAY OF CANADA SUPER-
ANNUATION & PROVIDENT FUND ASSO-
CIATION, plaintiff; vs **W. S. LIGHTHALL,**
defendant.

"An emplacement fronting on St. Mark Street, in the City of Montreal, known and designated as lot subdivision number fourteen of lot subdivision number seventy-two of the official subdivision of lot number sixteen hundred and fifty-

seize cent cinquante-quatre aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, en la dite cité de Montréal (1654-72-14), mesurant quarante-cinq pieds en largeur par cent quinze pieds en profondeur et ayant une superficie de cinq mille cent soixante-quinze pieds, mesure anglaise.

Aussi la moitié de la ruelle vis-à-vis et en arrière du lot sus-décrit et contenant la dite moitié, six pieds en largeur par quarante-cinq pieds en longueur, et formant partie de la subdivision numéro quinze de la subdivision numéro soixante-douze du dit lot numéro seize cent cinquante-quatre (1654-72-1/2 No 15) bornée d'un côté par l'arrière du lopin de terre sus-décrit, et de l'autre côté et à une extrémité par partie du même lot de subdivision numéro quinze, et à l'autre extrémité par une partie non-subdivisée du lot numéro soixante-douze du dit lot numéro seize cent cinquante-quatre; sujet à la charge de laisser la dite moitié de six pieds par quarante-cinq pieds en longueur, laquelle avec une semblable lisière de terrain de six pieds, laissée par le Séminaire de St-Sulpice de Montréal, formant une ruelle ou passage de douze pieds en largeur qui existera à perpétuité pour l'usage en commun avec ledit Séminaire et les autres y ayant droit dans la dite ruelle, qui communique avec la rue St-Luc.

Avec la maison de rapport, de trois étages, en pierre solide et en brique, érigée sur le dit terrain, portant le numéro 110 (présentement le numéro 1536) rue St-Marc, et tous les droits, membres, appartenances et accessoires s'y rapportant.

Pour être vendus, "en bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$4,750.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Décary, en date du 31 janvier 1938.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, le 9 février 1938. 857-7-2
[Première publication, 19 février 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: HENRY N. CHAUVIN
164721 et al., es-qual., de-
mandeurs; vs JOHN H. SALISBURY et al., dé-
fendeurs.

Comme appartenant à John H. Salisbury.
Ce certain lopin de terre ayant front sur la rue Tupper, en la cité de Montréal, connu et décrit aux plan et livre de renvoi faits et déposés, comme étant la subdivision du lot numéro mille six cent vingt-cinq J dix (1625, J-10) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier St-Antoine, en la dite cité de Montréal. Borné en front par la rue Tupper, en arrière par la ruelle No 1625 J-15 sur le dit plan; du côté nord-est par le lot No 1625 J-11; et du côté sud-ouest par le lot No 1625 J-9 sur le dit plan, avec un cottage en brique d'un étage et demi, connu sous le No 1832, rue Tupper et les dépendances sus-érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain à TROIS heures de l'après-midi

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, le 16 février 1938. 885-7-2
[Première publication, 19 février 1938].

four on the official plan and Book of Reference of the St. Antoine Ward, in the said City of Montreal (1654-72-14), measuring forty-five feet in width by on hundred and fifteen feet in depth and having a superficial area of five thousand one hundred and seventy-five feet English measure.

"Also the half of the lane opposite and in rear of the lot above described and containing said half, six feet in width by forty-five feet in length, and forming part of subdivision number fifteen of subdivision number seventy-two of said lot number sixteen hundred and fifty-four (1654-72-1/2 No. 15), bounded on one side by the rear of the lot of land above described, on the other side and at one end by part of the same subdivision lot number fifteen, and at the other end by an unsubdivided part of lot number seventy-two of said lot number sixteen hundred and fifty-four; subject to the charge of leaving the said six feet by forty-five feet in length, which with a similar trip of land of six feet, left by the Seminary of St. Sulpice of Montreal, forming a lane or passage of twelve feet in width which shall exist in perpetuity for the use in common with said Seminary and others having rights in the said lane, which communicates with St. Luke Street.

"With the three-storey solid stone and brick apartment house, erected on said land bearing the number 110 (now number 1536) St. Mark Street, and all the rights, members, appertenance and accessories appertaining thereto."

To be sold, "en bloc", at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$4,750.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Decary, dated January 31st, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 9th, 1938. 858-7-2-o
[First publication, February 19th, 1938]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: HENRY N. CHAUVIN
164721 et al., es-qual., plaint-
iffs; vs JOHN H. SALISBURY et al., defendants.

As belonging to John H. Salisbury:
"That certain lot of land fronting on Tupper Street, in the city of Montreal, known and described as subdivision Plan and Book of Reference made and filed of lot number sixteen hundred and twenty-five J ten (1625, J-10) on the Official Plan and Book of Reference for the St. Antoine Ward in the said city of Montreal. Bounded in front by Tupper Street; in rear by lane No. 1625, J-15 on the said Plan; on north-easterly side by lot No. 1625, J-11; and on the south-westerly side by lot No. 1625, J-9 on the said Plan with a one and half storey bricks cottage known as No. 1832 Tupper Street and outbuildings there erected.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 16th, 1938. 886-7-2-o
[First publication, February 19th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: **GEORGE J. FOX, Jr.**,
F-167058, *es-qual.* demandeur;
vs **JOHN MULCAIR, et al., es-qual., défendeurs.**

Un lopin de terre ayant front sur l'avenue Marlowe, quartier Notre-Dame de Grâces, cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro onze du lot cent quatre-vingt-dix-huit (198-11) aux plan cadastral et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant trente-trois (33) pieds en largeur par quatre-vingt-trois (83) pieds en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec les édifices sus-érigés, connus sous le numéro civique 3815, avenue Marlowe.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, **JOS.-PAUL LAMARCHE.**
Montréal, le 16 février 1938. 887-7-2
[Première publication, 19 février 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: **THE TRUST AND**
E-166771. **LOAN COMPANY**
OF CANADA, demanderesse; vs **J. J. L'ARCHE-**
VÊQUE, défendeur.

Le lot de terre ayant front sur la rue Leclaire, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro un A. (1A-1145) des plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$650. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Décary, daté le 9 février 1938.

Le shérif,

Bureau du shérif, **JOS.-PAUL LAMARCHE.**
Montréal, 16 février 1938. 889-7-2-o
[Première publication, 19 février 1938]

PONTIAC*Cour Supérieure.—District de Pontiac.*

Canada, **MICHAEL ANDREW**
Province de Québec, **McGOFF**, forgeron,
No 4623, du village de Quyon,
district de Pontiac, demandeur et **J.-WILFRID**
STE-MARIE, C.R., PAUL STE-MARIE et
JOSEPH STE-MARIE, tous trois résidant et
pratiquant dans les cité et district de Hull, avocats
distrayants; et **DAME MARY ALICE HUD-**
SON, épouse séparée de biens de **Henry Norman**
Anstiss, du village de Quyon, district de Pontiac
et **HENRY NORMAN ANSTISS**, marchand,
du dit village de Quyon, personnellement et pour
autoriser sa dite épouse, défendeurs et **DAME**
MARY ALICE HUDSON, tierce-saisie.

"Toute cette partie de terrain connue et désignée comme le lot No. 153, conformément aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit village de Quyon, avec toutes les bâtisses dessus érigées".

Pour être vendue au bureau du registraireur

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: **GEORGE J. FOX, Jr.**,
F-167058. *es-qual.* Plaintiff; vs
JOHN MULCAIR et al., es-qual., defendants.

"A lot of land fronting on Marlowe Avenue, Notre-Dame de Graces Ward, City of Montreal, known and designated as being subdivision number eleven of lot one hundred and ninety-eight (198-11) of the Official Cadastral Plan and Book of Reference for the Parish of Montreal, containing thirty-three (33) feet in width by eighty-three (83) feet in depth, English measure more or less, with the buildings thereon erected, known as Civic No. 3815 Marlowe Avenue.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 16th, 1938. 888-7-2-o
[First publication, February 19th, 1938]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: **THE TRUST AND**
E-166771. **LOAN COMPANY**
OF CANADA, plaintiff; vs **J. J. L'ARCHE-**
VÊQUE, defendant.

That lot of land fronting on Leclaire Street, in the City of Montreal, known and designated under number one thousand one hundred and forty-five of the official subdivision of the original lot number one A (1A-1145) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$650. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Décary, dated February 9th, 1938.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 16th, 1938. 890-7-2
[First publication, February 19, 1938]

PONTIAC*Superior Court.—District of Pontiac.*

Canada, **MICHAEL ANDREW**
Province of Quebec, **McGOFF**, black-
No. 4623 smith, of the village of
Quyon, district of Pontiac, plaintiff; and **J. WIL-**
FRID STE-MARIE, K.C., PAUL STE-MARIE,
and **JOSEPH STE-MARIE**, all three residing
and practising in the city and district of Hull,
advocates distracting for costs; and **DAME**
MARY ALICE HUDSON, wife separate as to
property of **Henry Norman Anstiss**, of the vil-
lage of Quyon, district of Pontiac and **HENRY**
NORMAN ANSTISS, merchant, of the said vil-
lage of Quyon, personally and to authorize his
said wife, defendants; and **DAME MARY**
ALICE HUDSON, garnishee.

All that part of the lot of land known and designated as lot No. 153, according to the official plan and book of reference for the said village of Quyon, with all the buildings thereon erected.

To be sold at the Registrar's Office for the

pour le comté de Pontiac, en le village de Campbell's Bay, le PREMIER jour de MARS 1938, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHARLES BELEC.
Campbell's Bay, le 20 janvier, 1938. 559-4-2
[Première publication, le 29 janvier 1938].

county of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, on the FIRST day of MARCH, 1938, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES BELEC,
Sheriff's Office, Sheriff.
Campbell's Bay, January 20th, 1938. 560-4-2
[First publication, January 29th, 1938].

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: **LA COMMUNAUTE DES No. 35336 { RELIGIEUSES DE L'HOTEL-DIEU DE QUEBEC**, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Québec; contre MARGUERITE DION, fille majeure, de la cité de Québec, et maintenant de St-Augustin, comté de Portneuf, à savoir:

Les subdivisions Nos. 12 et 13 (douze et treize) du lot No. 511 (cinq cent onze) du cadastre officiel pour Saint-Roch nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant deux terrains situés sur le niveau sud de la rue anciennement connue sous le nom de St-Antoine, le dernier, le lot No 511-13, formant le coin sud-est des rues alors connues sous les noms de St-Antoine et Casgrain, contenant chacun 33 pieds et 6 pouces de front sur la rue St-Antoine, 35 pieds et 4 pouces à la profondeur, sur une profondeur de 70 pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujettes à une rente foncière annuelle et constituée de \$18.10, pour chacune des subdivisions, payable le premier mai de chaque année à la Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 16 février, 1938. 893-7-2-o
[Première publication, 19 février, 1938].
[Deuxième publication, 5 mars, 1938].

FIERI FACIAS

Cour de Magistrat

Québec, à savoir: **LES COMMISSAIRES No. 61712 { D'ECOLES DE LA MUNICIPALITE DE LA PAROISSE DE CHATEAU-RICHER**, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires à Château-Richer, dans le comté de Montmorency, contre P. E. BLONDIN, rentier, de la cité de Montréal, à savoir:

1. La partie nord du lot No. 210 (p. n. deux cent dix) du cadastre officiel pour la paroisse du Château-Richer, comté de Montmorency, étant une terre mesurant deux arpents et deux perches de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du lot No 211 et de la ligne du sommet de la côte faite par la carrière jusqu'à neuf arpents au-dessus du trait carré des terres du premier rang, bornée en front au sud au lot No. 211, à Epiphane Lachance, à la ligne du sommet de la côte et au terrain de François-Xavier Gravel, en arrière au nord à neuf arpents au-dessus du trait carré des terres du premier rang, d'un côté vers l'est par le lot No 211, par Hypolite Gravel et J. Prémont et autres, et de l'autre côté vers l'ouest par Adélarde Gravel et J. Prémont, avec les bâtis-

FIERI FACIAS

Québec, to wit: **LA COMMUNAUTE DES No. 35336 { RELIGIEUSES DE L'HOTEL-DIEU DE QUEBEC**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Quebec; against MARGUERITE DION, spinster of age, of the city of Quebec, and now of St. Augustin, county of Portneuf, to wit:

Subdivisions Nos. 12 and 13 (twelve and thirteen) of lot No. 511 (five hundred and eleven) of the official cadastre for Saint Roch north, now Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being two lots of land situate on the south side of street formerly known under the name of St. Antoine street, the latter, lot No. 511-13, forming the southeast corner of the streets then known as St. Antoine and Casgrain streets, measuring each 33 feet and 6 inches in front on St. Antoine street, 35 feet and 4 inches at the depth, by a depth of 70 feet, the whole more or less, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual and constituted ground rent of \$18.10, for each of the subdivisions, payable the first of May of each year to the Reverend Sisters of the Hôtel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, February 16th, 1938. 894-7-2
[First publication, February 19, 1938].
[Second publication, March 5, 1938].

FIERI FACIAS

Magistrate's Court

Québec, to wit: **THE SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF CHATEAU-RICHER**, a body politic and corporate, having its head office at Château-Richer, in the county of Montmorency; against P. E. BLONDIN, annuitant, of the city of Montreal, to wit:

1. The north part of lot No. 210 (n. pt. two hundred and ten) of the official cadastre for the parish of Château-Richer, county of Montmorency, being a farm measuring two arpents and two perches in width by whatever depth there may be starting from lot No. 211 and the line of the summit of the hill made by the quarry to within nine arpents above the "trait carré" of the lands of the first range, bounded in front on the south by lot No. 211, by Epiphane Lachance, by the line of the summit of the hill and by the land of François Xavier Gravel, in rear on the north at nine arpents above the "trait carré" of the lands of the first range, on one side towards the east by lot No. 211, by Hypolite Gravel and J. Prémont and others, and on the other side

ses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un terrain formant partie du lot No 68 (p. soixante-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Château-Richer, comté de Montmorency, mesurant deux arpents de front sur environ trente-sept arpents de profondeur, séparé en deux lopins par un morceau vendu à Alphonse Pouliot, borné au nord à Louis Boivin ou représentants, à environ trois arpents au sud du trait-carré (la clôture duquel trait-carré le dit Louis Boivin s'est obligé à entretenir, ainsi que toute la clôture qui borne son terrain, en retour du terrain qui lui a été cédé à cet endroit); au sud au chemin public, vers l'est à Philippe Cloutier ou représentants et vers l'ouest à Léon Cauchon ou représentants, avec tous les droits de passage tant actifs que passifs existants sur le dit terrain, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 211 (deux cent onze) du cadastre officiel pour la paroisse du Château-Richer, comté de Montmorency, étant un emplacement situé dans la dite paroisse, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Tel que le tout est actuellement, avec toutes les servitudes s'y rattachant, et notamment le droit de passage au pied de l'escalier à partir du No 211 jusqu'au chemin public, et sans garantie de mesures précises.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Château-Richer, comté de Montmorency, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, ce 16 février, 1938. 891-7-2-o
[Première publication, 19 février 1938]
[Deuxième publication, 5 mars 1938]

towards the west by Adélard Gravel and J. Prémont—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land forming part of lot No. 68 (Pt. sixty eight) of the official cadastre for the parish of Château-Richer, county of Montmorency, measuring two arpents in front by about thirty seven arpents in depth, divided into two parcels by a piece sold to Alphonse Pouliot, bounded on the north by Louis Boivin or representatives, at about three arpents south of the "trait carré" (the said Louis Boivin being obliged to maintain the fence of the said "trait carré", as well as all the fence which bounds his lot of land in return for the lot of land ceded to him at this place); on the south by the public road, on the east by Philippe Cloutier or representatives and on the west by Léon Cauchon or representatives, with all the rights of way both active and passive existing on the said lot of land, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 211 (two hundred and eleven) of the official cadastre for the parish of Château-Richer, county of Montmorency, being an emplacement situate in the said parish—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

As the whole presently subsists, with all the servitudes attached thereto, and notably the right of way at the foot of the stairs from No. 211 to the public road, and without warranty of exact measurement.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Château-Richer, county of Montmorency, on the TWENTY FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, February 16th, 1938. 892-7-2
[First publication, February 19th, 1938].
[Second publication, March 5th, 1938].

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District de Rimouski.

No 5449 { J. DUFOUR & FILS Ltée,
St-Moïse, vs DAME
ADOLPHE RHEAULT, défenderesse et THEO-
DORE RHEAULT, opposant, et CASGRAIN
& CARON, avocats, Rimouski, distrayants pour
frais, savoir:

Comme appartenant à l'opposant: 1o. Partie du lot No vingt-six au cadastre officiel du premier rang du canton Cabot, 70 arpents en superficie, plus ou moins, borné au nord à Thomas Plante, au nord-est à J. Dufour & Fils Ltée, au sud au chemin Matapédia, au sud-ouest à J.-B. Gagnon, avec bâtisse.

2o. Une bâtisse en bois érigée sur le lot No trente-six au cadastre officiel du rang 2 du canton Cabot, près de la maison de Albert Gagnon.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Jeanne-d'Arc, le PREMIER MARS prochain, 1938, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHAS. D'ANJOU. Sheriff's Office,
Rimouski, le 24 janvier 1938. 561-4-2-o
[Première publication, 29 janvier 1938]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Rimouski.

No. 5449 { J. DUFOUR & FILS Ltée,
St. Moïse, vs DAME
ADOLPHE RHEAULT, defendant; & THEO-
DORE RHEAULT, opposant; & CASGRAIN
& CARON, Advocates, Rimouski, distracting
for costs. To wit:

As belonging to the opposant: 1st. Part of lot No. twenty-six of the official cadastre for the First range of the Township of Cabot, 70 arpents in area, more or less, bounded on the north by Thomas Plante, on the northeast by J. Dufour & Fils Ltée, on the south by the Matapédia Road, on the southwest by J. B. Gagnon—with buildings.

2. A wooden building erected on lot No. thirty six of the official cadastre for Range two of the Township of Cabot, near the house of Albert Gagnon.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Jeanne-d'Arc, on the FIRST of MARCH next, 1938, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, January 24, 1938. 562-4-2
[First publication, January 29, 1938]

Index de la Gazette officielle Index of the Quebec Official de Québec, No 7 Gazette, No. 7

ACTIONS EN SÉPARATIONS DE BIENS:—

Maranda vs Bernier	760
Warren vs Tremblay	760

ANNONCEURS:—AVIS AUX:— 723

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

Concernant la révocation de l'arrêté-en- conseil No 1371 du 18 mai 1937, pour toute l'étendue de terrain non comprise dans les limites du Parc National de la Gaspésie	772
--	-----

AVIS DIVERS —

Bills sanctionnés	772
Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec	770
Commissaires d'écoles d'Authier	771
L'Association des Techniciens en Prothèse	771
Le Syndicat National Catholique des Mé- tiers de la Construction de Rivière-du- Loup, Inc.	772
L'Union Nationale des Travailleurs en fer, Inc.	772
Metal Industries Inc.	771
St-Raymond, village de	771

BUREAUX-CHEFS:—

Ecole Supérieure de Commerce de Québec	773
Hood Vauquelin Gold Mines Ltd.	773

CHARTRE—ABANDON DE:—

Victoria Securities Limited	774
-----------------------------------	-----

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:—

Asbestos, ville de	766
Commissaires d'écoles de la paroisse de Beauport	766
Commissaires d'écoles de la paroisse de Pointe-aux-Trembles	766
Compagnie de Chemin de fer Témisca- mingue et Abitibi	767
Montréal-est, ville de	769
Neilson, Francis-Reginald	770
Québec, cité de	767
Saint-Jérôme, ville de	769
Succession Hon. J.-O. Villeneuve	768
The Empire Trust Co.	770
Younger, George R.	769

ERRATUM:—

Châteauguay, munic. du comté	774
------------------------------------	-----

LETTRES PATENTES:—

Cimon Limited—Cimon Limitée	755
East Lacoma Mines, Limited	724
Economic Wool & Waste Co. Limited	725
Externat Classique Saint-Jean-Eudes	726
Globe Rouyn Gold Mines Limited	727
La Cie Touristique du Saguenay Ltée	728
L'Association de Hockey Amateur de Québec Inc.—Quebec Amateur Hockey Association Inc.	731

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Maranda vs Bernier	760
Warren vs Tremblay	760

ADVERTISERS:—NOTICE TO:— 723

ORDER-IN-COUNCIL:—

Respecting the revoking of the Order-in- Council No. 1371 of the 18th May, 1937, for all the area of land not included in the limits of the Gaspesia National Park	772
--	-----

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Bills sanctioned	772
College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec	770
School Commissioners of Authier	771
L'Association des Techniciens en Prothèse	771
Le Syndicat National Catholique des Mé- tiers de la Construction de Rivière-du- Loup, Inc.	772
L'Union Nationale des Travailleurs en fer, Inc.	772
Metal Industries Inc.	771
St-Raymond, village of	771

CHIEF-OFFICES:—

Ecole Supérieure de Commerce de Québec	773
Hood Vauquelin Gold Mines Ltd.	773

CHARTER—SURRENDER OF:—

Victoria Securities Limited	774
-----------------------------------	-----

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Asbestos, town of	766
School Commissioners of the parish of Beauport	766
School Commissioners of the parish of Pointe-aux-Trembles	766
Temiscamingue and Abitibi Railway Com- pany	767
Montreal-east, town of	769
Neilson, Francis-Reginald	770
Quebec, city of	767
Saint-Jérôme, town of	769
Estate of Hon. J.-O. Villeneuve	768
The Empire Trust Co.	770
Younger, George R.	769

ERRATUM:—

Châteauguay, munic. of the county	774
---	-----

LETTER PATENT:—

Cimon Limited—Cimon Limitée	755
East Lacoma Mines, Limited	724
Economic Wool & Waste Co. Limited	725
Externat Classique Saint-Jean-Eudes	726
Globe Rouyn Gold Mines Limited	727
La Cie Touristique du Saguenay Ltée	728
L'Association de Hockey Amateur de Québec Inc.—Quebec Amateur Hockey Association Inc.	731

L'Association des Hôteliers du District de Beauce.....	732	L'Association des Hôteliers du District de Beauce.....	732
Light Car Limited.....	733	Light Car Limited.....	733
Lord's Sport Shop Inc.....	736	Lord's Sport Shop Inc.....	736
Richmaque Mining Syndicate, Limited..	738	Richmaque Mining Syndicate, Limited..	738
Stadium Meat Market Inc.....	739	Stadium Meat Market Inc.....	739
Supreme Food & Milk Products Inc.— Produits Laitiers & Alimentaires Su- prême Inc.....	742	Supreme Food & Milk Products Inc.— Produits Laitiers & Alimentaires Su- prême Inc.....	742
Symonds Construction Company, Lim- ited.....	746	Symonds Construction Company, Lim- ited.....	746
Terminal Co. Ltd.....	750	Terminal Co. Ltd.....	750
Wallpaper Shop Limited.....	752	Wallpaper Shop Limited.....	752
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
A. Ash Company Limited.....	757	A. Ash Company Limited.....	757
Compagnie Belgo-Canadienne de Crédit Ltée.....	757	Compagnie Belgo-Canadienne de Crédit Ltée.....	757
Foreign Light and Power Company.....	757	Foreign Light and Power Company.....	757
Institut Agricole Belge au Canada.....	758	Institut Agricole Belge au Canada.....	758
The Sherbrooke Motors Limited.....	759	The Sherbrooke Motors Limited.....	759
The St. Maurice Forest Protective Asso- ciation, Ltd.....	758	The St. Maurice Forest Protective Asso- ciation, Ltd.....	758
LIQUIDATION, AVIS DE:—		WINDING UP NOTICE:—	
La Cie Artistique et Financière d'Asbestos	774	La Cie Artistique et Financière d'Asbestos	774
MINISTÈRE DU TRAVAIL:—		DEPARTMENT OF LABOUR:—	
Le Syndicat des Employeurs et Artisans de Donnacona, Section commerciale....	774	Le Syndicat des Employeurs et Artisans de Donnacona, Section commerciale....	774
MINUTES DE NOTAIRES:—		NOTARIAL MINUTES:—	
McGowan, Roger.....	777	McGowan, Roger.....	777
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Diverses.....	773	Miscellaneous.....	773
ORDRE DE COUR:—		RULE OF COURT:—	
Beaudin vs Boisvert.....	777	Beaudin vs Boisvert.....	777
PROCLAMATION:—		PROCLAMATION:—	
Saint-Janvier paroisse de.....	778	Saint-Janvier, parish of.....	778
SOUMISSIONS:—		TENDERS:—	
Granby, cité de.....	779	Granby, city of.....	779
Shawinigan Falls, cité de.....	780	Shawinigan Falls, city of.....	780
VENTE, LOI DE FAILLITE:—		SALE, BANKRUPTCY ACT:—	
Phaneuf, Olivier.....	761	Phaneuf, Olivier.....	761
VENTES PAR LICITATION:—		SALE BY LICITATION:—	
Girard vs Legris <i>et al.</i>	780	Girard vs Legris <i>et al.</i>	780
Leclerc vs Leclerc <i>et al.</i>	781	Leclerc vs Leclerc <i>et al.</i>	781
VENTE POUR TAXES:—		SALES FOR TAXES:—	
Saint-Fulgence, paroisse de.....	762	Saint-Fulgence, parish of.....	762
VENTES PAR LES SHERIFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
ARTHABASKA:—		ARTHABASKA:—	
Duhamel vs Vanasse.....	782	Duhamel vs Vanasse.....	782

BEAUHARNOIS:—

Dubois vs McLennan..... 783

BEDFORD:—

Commissaires d'écoles de St-Ignace de
Missisquoi vs Hébert..... 783
Wallace *et vir* vs Lecompte..... 784

CHICOUTIMI:—

The Kenogami Land Co. Ltd vs Gagnon. 784

MONTRÉAL:—

Aubertin *et al* vs Montreal Light, Heat &
Power Cons. *et al*..... 787
Auclair *et al* vs Michaud..... 785
Bigaouette *et al* vs Paré..... 785
Charron vs Héritiers John Hope..... 786
Chauvin *et al* vs Salisbury *et al*..... 788
Fox, jr vs Mulcair *et al*..... 789
Lahaie vs Leonard..... 786
Le secrétaire et les syndics de l'association
du fonds de retraite et de prévoyance de
la compagnie du Grand Tronc de Che-
min de fer du Canada vs Lighthall..... 787
Léonard *et al* vs Héritiers Laura Viau.... 786
The Trust and Loan Co. of Canada vs
L'Archevêque..... 789

PONTIAC:—

McGoff vs Hudson *et vir*..... 789

QUÉBEC:—

Commissaires d'écoles de la paroisse de
Château-Richer vs Blondin..... 790
La Communauté des Religieuses de l'Hô-
tel-Dieu de Québec vs Dion..... 790

RIMOUSKI:—

J. Dufour & Fils Ltée vs Rheault..... 791

BEAUHARNOIS:—

Dubois vs McLennan..... 783

BEDFORD:—

School Commissioners of St-Ignace de Mis-
sisquoi vs Hébert..... 783
Wallace *et vir* vs Lecompte..... 784

CHICOUTIMI:—

The Kenogami Land Co. Ltd vs Gagnon. 784

MONTREAL:—

Aubertin *et al* vs Montreal Light, Heat &
Power Cons. *et al*..... 787
Auclair *et al* vs Michaud..... 785
Bigaouette *et al* vs Paré..... 785
Charron vs Heirs John Hope..... 786
Chauvin *et al* vs Salisbury *et al*..... 788
Fox, Jr. vs Mulcair *et al*..... 789
Lahaie vs Leonard..... 786
The Secretary and Trustees of the Grand
Trunk Railway of Canada Superannua-
tion and Provident Fund Association
vs Lighthall..... 787
Léonard *et al* vs Heirs of Laura Viau..... 786
The Trust and Loan Co. of Canada vs
L'Archevêque..... 789

PONTIAC:—

McGoff vs Hudson *et vir*..... 789

QUEBEC:—

School Commissioners of the parish of
Château-Richer vs Blondin..... 790
La Communauté des Religieuses de l'Hô-
tel-Dieu de Québec vs Dion..... 790

RIMOUSKI:—

J. Dufour & Fils Ltée vs Rheault..... 791